Plate-Forme Mondiale 2017 pour la Réduction des Risques de Catastrophe

22-26 mai 2017 - Cancun, Mexique

COMPTE-RENDU

Le Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe (UNISDR) exprime sa profonde reconnaissance aux gouvernements suivants qui ont soutenu la Plate-forme mondiale 2017 pour la Réduction des Risques de Catastrophe grâce à des contributions affectées ou non affectées : l'Australie, l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et la Suède, ainsi que la Commission européenne. Il remercie également la Nippon Foundation et la UPS Foundation pour leur contribution.

L'UNISDR exprime par ailleurs sa profonde gratitude au grand nombre d'organisations, de personnes et de volontaires qui ont apporté une contribution à la Plate-forme mondiale. Il adresse également ses remerciements au Canada, à la Finlande, à l'Inde, à l'île Maurice, au Qatar et à la Turquie pour avoir organisé des Plate-formes Régionales préparatoires.

L'UNISDR remercie tout particulièrement le Mexique d'avoir accueilli la Plate-forme mondiale et pour son soutien politique et financier fort.

Plate-Forme Mondiale pour la Réduction des Risques de Catastrophe

Instituée en 2006 par la résolution 61/198 de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Plate-forme mondiale pour la Réduction des Risques de Catastrophe est le premier rassemblement mondial des parties prenantes qui se sont engagées à réduire les risques de catastrophe et à renforcer la résilience des communautés et des nations. La Plate-forme mondiale est, au niveau mondial, le principal forum de conseils stratégiques, de coordination, de développement de partenariats et d'examen des progrès réalisés dans la mise en œuvre des instruments internationaux visant à réduire les risques de catastrophe, et notamment du Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe (2015-2030). Lancée en 2007, la Plate-forme mondiale se réunit tous les deux ans et se caractérise par un modèle qui facilite le dialogue et les échanges entre toutes les parties prenantes, gouvernementales et non gouvernementales. En outre, les conclusions de la Plate-forme mondiale contribuent aux délibérations des organes et mécanismes de gouvernance des Nations Unies – tels que l'Assemblée générale, l'ECOSOC et le Forum politique de haut niveau sur le développement durable – et surtout aux processus de suivi des conférences et des sommets des Nations Unies, notamment le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses objectifs de développement durable.

Pour toute information supplémentaire sur les précédentes sessions de la Plate-forme mondiale, visiter le site :
www.unisdr.org/we/coordinate/global-platform

Bureau Des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe

Mandaté en tant que responsable de l'organisation et du Secrétariat de la Plate-forme mondiale, le Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe (UNISDR) est le centre névralgique du système des Nations Unies ; il coordonne la Réduction des Risques de Catastrophe et assure les synergies entre les activités pertinentes des agences des Nations Unies et des organisations régionales, et les activités connexes dans les domaines socioéconomique et humanitaire.
L'UNISDR a pour mission de soutenir la mise en œuvre, le suivi et la révision du Cadre de Sendai, notamment en favorisant sa cohérence avec d'autres instruments internationaux, tels que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses objectifs de développement durable, ainsi que l'Accord de Paris sur les changements climatiques. En tant que tel, l'UNISDR défend et soutient l'intégration de la gestion des risques de catastrophe dans différents domaines de travail de l'Organisation des Nations Unies et de ses États membres ainsi que parmi un large éventail d'acteurs clés, y compris le secteur privé et la société civile.

Informations pratiques

Le présent document a été créé pour être affiché en mode plein écran et en orientation paysage. Il contient plusieurs liens directs vers des contenus, des vidéos, des documents de référence supplémentaires et autres fonctionnalités. Voir les icônes ci-dessous et les textes en gras au fil des pages.
Un lien systématique vers le Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe 2015-2030 est également disponible pour chaque référence au document officiel.
Dans le cadre des efforts constants de l'UNISDR en faveur de l'environnement, le présent document ne sera pas imprimé. Il est recommandé d'éviter d'imprimer le présent document. Le cas échéant, l'impression doit se faire sur des feuilles de format A4 orientées paysage.

Cliquez sur cette icône pour accéder aux vidéos des séances

Cliquez sur cette icône pour accéder aux documents de référence liés aux séances

Cliquez sur cette icône pour visiter les sites Internet et pour les autres fonctionnalités

SYNTHÈSE DU PRÉSIDENT
PAGE 6

SÉANCES OFFICIELLES
PAGE 18

ÉVÉNEMENTS PARALLÈLES
PAGE 64

AUTRES ÉVÉNEMENTS
PAGE 84

ENTITÉS PARTICIPANTES
PAGE 98

CADRE D'ACTION DE SENDAI

Avant-propos

M. Robert Glasser

Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe

« … nous mettrons à profit l'élan créé à Cancún pour rendre le monde plus sûr et plus résilient ! »

La 5e Session de la Plate-forme mondiale pour la Réduction des Risques de Catastrophe a été la première occasion pour les partenaires mondiaux de se réunir afin de discuter des premières avancées de la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe, adopté en mars 2015 par les États membres de l'ONU à Sendai, Japon, lors de la 3e conférence mondiale des Nations Unies sur la Réduction des Risques de Catastrophe.

Cet événement a vu la réaffirmation du remarquable engagement des États membres en faveur du Cadre de Sendai. De nombreux pays ont déjà aligné leurs stratégies et plans de gestion des risques de catastrophe sur le Cadre de Sendai, ou sont en train de procéder à cet alignement. Les pays adoptent des lois pertinentes, investissent dans l'expertise, dialoguent avec les parties prenantes et ajustent leurs mécanismes de gestion des risques pour une meilleure cohérence. L'affluence record et la participation de la société civile aux côtés des organes des Nations Unies, des collègues du secteur privé, des milieux scientifiques et technologiques, des parlementaires et des autorités locales, ont souligné de manière impressionnante que, selon les paroles du Secrétaire général des Nations Unies, « réduire les risques et la vulnérabilité relève de la responsabilité de chacun de nous ».

Ce rassemblement et la synthèse du président n'ont laissé aucun doute sur le haut niveau d'engagement à atteindre les objectifs du Cadre de Sendai, y compris ceux liés à la réduction de la mortalité et du nombre de personnes touchées par les catastrophes, ainsi qu'à la diminution des pertes économiques et des dommages aux infrastructures critiques. Ce travail est absolument vital si l'on veut atteindre les objectifs de développement durable. Il est apparu avec une évidence criante que les pays doivent agir maintenant s'ils veulent atteindre l'objectif E du Cadre de Sendai consistant à « augmenter nettement, d'ici à 2020, le nombre de pays dotés de stratégies nationales et locales de Réduction des Risques de Catastrophe ».

Je vous invite à lire attentivement le document final et à vous inspirer, pour guider vos efforts, de la synthèse du président qui reprend l'essentiel des réflexions et des engagements à l'action qu'a suscités ce rassemblement historique.

Enfin, la Plate-forme mondiale a été accueillie par le Mexique, un pays confronté à l'éventail complet des aléas naturels et qui doit chaque jour relever le défi de la Réduction des Risques de Catastrophe en surveillant l'activité sismique, en diffusant des alertes canicule, en suivant la trajectoire des cyclones tropicaux et autres aléas. Je voudrais exprimer mes sincères remerciements au Président du Mexique, M. Enrique Peña Nieto, au Ministre mexicain des affaires étrangères, au Ministre mexicain de l'intérieur et à son système national de protection civile (SINAPROC) pour leurs précieuses contributions au succès de cette Plate-forme mondiale. Je me réjouis d'avance de vous accueillir à notre prochaine Plate-forme mondiale en 2019 à Genève, Suisse, où nous continuerons sur la lancée de Cancún pour rendre le monde plus sûr et plus résilient !

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

De l'engagement à l'action

A. Introduction

1. La 5e Session de la Plate-forme mondiale pour la Réduction des Risques de Catastrophe s'est tenue du 24 au 26 mai à Cancún, Mexique. Elle a été présidée par M. Enrique Peña Nieto, Président des États-Unis du Mexique, avec la participation de M. Bujar Nishani, Président de la République d'Albanie, M. Jovenel Moïse, Président d'Haïti, M. Taneti Maamau, Président de la République des Kiribati, S. M. Mswati III, Roi du Swaziland, M. Robert Mugabe, Président la République du Zimbabwe, M. Mattlan Zackhras, Ministre attaché au Président de la République des Îles Marshall, M. Khurelsukh Ukhnaa, Vice-Premier Ministre de Mongolie, Mme Inonge Wina, Vice-Présidente de la République de Zambie, Mme Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies, Mme Laura Tuck, Vice-Présidente de la Banque mondiale pour le développement durable, et 60 ministres, vice-ministres, députés, représentants d'organisations intergouvernementales, d'autorités locales, d'organisations de la société civile, et de chefs d'entreprise. La Plate-forme mondiale a bénéficié de la participation à distance de personnes handicapées d'Asie, des Amériques, d'Europe et du Pacifique. Avec plus de 7 000 participants, il s'agit de la plus vaste Plate-forme mondiale jamais réunie.

2. La Plate-forme mondiale a accueilli le Forum des dirigeants, coprésidé par le Président des États-Unis du Mexique et la Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, qui a adopté le Communiqué de haut niveau de Cancún sur la résilience des infrastructures et des habitations. Le programme de la Plate-forme mondiale comprenait 300 événements, dont deux tables rondes ministérielles, des séances plénières, des séances spéciales, des séances de travail et des événements spéciaux. Elle a été précédée, les 22 et 23 mai, par la conférence « Alerte précoce multirisque » (Multi-hazard Early Warning Conference) concernant le développement de dispositifs d'alerte précoce multirisque, et des informations et évaluations sur les risques de catastrophe, ainsi que l'accès des populations à ceux-ci, et, les 21-23 mai, par un événement intitulé « Résilience climatique et aux catastrophes dans les petits États Insulaires en Développement : solutions pratiques ».

3. Dans le cadre général fixé par les objectifs de développement durable (ODD), le programme et les délibérations de la Plate-forme mondiale ont tenu compte des priorités du Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe 2015-2030 (le Cadre de Sendai), de l'Accord de Paris sur le climat, du Programme d'action d'Addis-Abeba, du Programme d'action pour l'humanité et du Nouveau programme urbain. Le programme et les délibérations ont également été basés sur le très riche contenu pratique des positions exprimées par les Plate-formes régionales pour la Réduction des Risques de Catastrophe qui ont été aimablement accueillies par les gouvernements des Fidji (pour le Pacifique) les 24-26 octobre 2016, de l'Inde (pour l'Asie) les 2-5 novembre 2016, de Maurice (pour l'Afrique) les 22-25 novembre 2016, du Paraguay les 8-9 juin 2016 et du Canada (pour les Amériques) les 7-9 mars 2017, et de la Finlande et de la Turquie (pour l'Europe) les 3-5 octobre 2016 et 26-28 mars 2017 respectivement. Ils ont aussi tenu compte de la 3e conférence arabe préparatoire sur la Réduction des Risques de Catastrophes réunie les 30 avril-1er mai 2017 au Qatar.

B. Faire avancer la mise en œuvre du Cadre de Sendai

4. La Plate-forme mondiale 2017 était la première à se réunir après l'adoption du Cadre de Sendai. Elle a donné aux pays, aux organisations internationales et autres parties prenantes l'occasion d'évaluer la mise en œuvre du Cadre de Sendai, de déterminer les mesures à prendre pour aller de l'avant, de partager les expériences acquises, de former des partenariats et de renforcer la coopération, ainsi que de réaffirmer avec force la valeur du Cadre de Sendai en tant qu'instrument directeur efficace et de réitérer leur engagement en faveur de sa mise en œuvre.

5. Le Forum des dirigeants, les tables rondes ministérielles, les séances plénières, les séances spéciales, les séances de travail et les événements spéciaux ont suscité des échanges de fond sur les questions majeures et abouti à la formulation de directives concrètes en vue de prendre des mesures supplémentaires. Ces directives sont regroupées comme suit en fonction des quatre priorités d'action du Cadre de Sendai :

Priorité 1 : *Comprendre les risques de catastrophe*

6. Il est nécessaire d'accélérer les efforts pour garantir que, d'ici 2020, tous les pays soient dotés d'un système de présentation de rapports sur les pertes causées par les catastrophes, comme condition préalable à la réalisation de l'objectif E du Cadre de Sendai. Les données sur les pertes causées par les catastrophes devraient également contribuer à la compréhension des pertes et des dommages dus au changement climatique. Parallèlement, il convient de faire en sorte que les données sur les pertes soient largement diffusées et utilisées pour fournir des preuves statistiques sur les risques aux décideurs politiques, aux planificateurs du développement et aux professionnels de la Réduction des Risques de Catastrophe.

7. Il est nécessaire de renforcer les capacités techniques et d'investissement pour soutenir le développement et la maintenance des bases de données sur les pertes dues aux catastrophes. Il convient d'effectuer des évaluations des risques pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

8. Les méthodes et directives pour la collecte des données destinées à constituer et tenir à jour des bases de données nationales sur les pertes dues aux catastrophes et pour effectuer des évaluations des risques doivent être renforcées et devenir des normes mondiales à appliquer par les secteurs public et privé dans leurs efforts de mise en œuvre du Cadre de Sendai. Le Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe (UNISDR) doit faciliter ces efforts.

9. Les exemples pratiques concernant l'utilisation de Plate-formes de données d'accès libre contenant des informations géoréférencées en formats à source ouverte et interopérables sur les risques, les dangers et les expositions doivent être documentés et partagés. Ceci implique la nécessité de documenter le rapport coût-efficacité et les bénéfices multiples, en termes de développement durable, de telles Plate-formes de données d'accès libre sur les risques pour les secteurs public et privé.

10. Les pays sont encouragés à promouvoir la collecte, par les autorités locales, d'informations sur les risques permettant d'obtenir des niveaux plus élevés de désagrégation des données. Lors de la consolidation des données au niveau national, il est recommandé de conserver des niveaux similaires de désagrégation.

11. Les évaluations des risques doivent inclure les données sur les déplacements de population, ainsi qu'une ventilation par sexe, âge, revenus et personnes handicapées. Pour atteindre cet objectif, des améliorations supplémentaires sont nécessaires. Les bonnes pratiques recensées incluent l'interaction et l'engagement actif des groupes de parties prenantes qui collectent déjà de telles données, moyennant la réalisation d'enquêtes auprès des ménages ou par d'autres moyens.

12. L'information sur les risques est le fondement de la sensibilisation et du développement de matériel éducatif sur les risques de catastrophe. Les évaluations des risques et les directives pour leur réalisation peuvent être renforcées moyennant l'intégration systématique des connaissances et des pratiques autochtones et traditionnelles.

13. La disponibilité des informations sur les risques nécessaires pour mettre en place des dispositifs efficaces d'alerte précoce multirisque est irrégulière. Le nombre de pays qui collectent des données sur les risques de dommage et élaborent des scénarios afin d'établir des seuils pour les alertes fondées sur les impacts doit augmenter.

14. Il est nécessaire de recueillir des informations sur les risques encourus par la population exposée, y compris les aspects relatifs à la vulnérabilité et au recensement des personnes ayant des besoins spéciaux, afin de cibler les alertes et de repérer les canaux de communication appropriés. Les progrès dans ce domaine devront être mesurés à l'aune de l'objectif G du Cadre de Sendai.

Priorité 2 : *Renforcer la gouvernance des risques de catastrophe pour mieux les gérer*

15. Les mécanismes de gouvernance des risques de catastrophe aux niveaux mondial, régional et national continuent à évoluer. Il est nécessaire d'adopter des normes et des règlements spécifiques visant à favoriser l'établissement de partenariats public-privé et la participation des parties prenantes aux mécanismes de gouvernance des risques de catastrophe, à faciliter l'élaboration et la mise en œuvre des plans et des stratégies de Réduction des Risques de Catastrophe, à guider les travaux coordonnés des institutions, et à encourager les investissements.

16. L'obligation de rendre des comptes sur la gestion des risques de catastrophe doit être renforcé. La publication des risques, vérifiée de manière indépendante, en particulier si elle est obligatoire, est importante et doit devenir une pratique courante.

17. L'habilitation des autorités locales à gérer les risques de catastrophe reste une priorité et la Déclaration des gouvernements locaux et régionaux sur la mise en œuvre du Cadre de Sendai adoptée à la Plate-forme mondiale contient des orientations pratiques pour atteindre ce but.

18. La participation, l'appropriation et l'assentiment des communautés sont importants pour assurer leur durabilité et leur résilience à long terme. Les autorités locales sont encouragées à fonder leurs stratégies et plans de Réduction des Risques de Catastrophe sur les besoins, les connaissances et l'engagement des communautés locales.

19. Le bénévolat reste une ressource fondamentale qui doit être maximisée et soutenue. À cet égard, le rôle vital du mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a été souligné à maintes reprises.

20. Il reste encore beaucoup à faire en termes d'amélioration et d'innovation pour réduire les risques de catastrophe dans les secteurs en développement, ainsi que pour assurer la cohérence de la mise en œuvre intersectorielle. Gérer les risques de catastrophe est une question transversale qui exige des mécanismes de coordination efficaces, inclusifs et multipartites – comme les plate-formes nationales et locales – et leur renforcement pour garantir la cohérence institutionnelle conformément au Cadre de Sendai.

Priorité 3 : *Investir dans la Réduction des Risques de Catastrophe pour renforcer la résilience*

21. Il est impératif d'intégrer les principes de la gestion des risques de catastrophe à la planification économique mondiale de tous les secteurs aux niveaux national et local ; ceci est vital aux fins d'une croissance et d'un développement durables, ainsi que pour le renforcement de la résilience, la création d'emplois et la mise en œuvre élargie des ODD.

22. La prise en compte des risques par les investissements dans la résilience des infrastructures et des habitations a été au centre des discussions du Forum des dirigeants, qui s'est conclu sur des engagements pratiques et réalisables. Le Forum a souligné que tout investissement résilient et durable dépend de la capacité à garantir l'intégration et la cohérence des instruments politiques et des cadres réglementaires, ce qui ne peut être obtenu qu'au moyen d'une forte coordination, de partenariats collaboratifs unissant les institutions et les parties prenantes, et d'approches inclusives qui ne laissent personne au bord du chemin.

23. Lors de l'élaboration des stratégies économiques et des budgets, des efforts importants doivent être faits pour garantir une prise en compte efficace des risques de catastrophe pour les infrastructures et les habitations et pour continuer à développer les mécanismes de transfert des risques et accroître leur disponibilité pour les groupes défavorisés et à faibles revenus. Les cadres normatifs et réglementaires sur les investissements et les affectations budgétaires éclairés sur les risques, les mesures incitatives, l'analyse coût-avantage, l'évaluation des risques pour les infrastructures actuelles et futures et les normes de maintenance et de construction doivent être affinés et approfondis afin de guider les secteurs public et privé et de garantir l'exécution et la présentation de rapports. Le secteur de la construction doit être guidé par des codes raisonnés en fonction des risques ; des connaissances expertes utilisant des scénarios probabilistes doivent être appliquées à l'évaluation des pertes.

24. La Plate-forme mondiale a reconnu la valeur des pratiques d'investissement qui ont un impact significatif, comme les investissements agricoles qui satisfont les besoins en produits alimentaires sains et abondants tout en protégeant la biodiversité, les sols et les ressources hydriques. Elle a mis en lumière les investissements des communautés forestières dans des plans locaux de contrôle des incendies capables de réduire les risques d'incendie, de protéger les forêts et de créer des emplois qui s'appuient sur des bases de connaissances scientifiques et autochtones. Il importe de développer des normes d'infrastructures vertes pour stimuler les investissements dans les solutions basées sur la nature.

25. Les systèmes de sécurité sociale, qu'ils soient basés sur des soutiens communautaires ou sur des régimes nationaux conventionnels, sont des instruments essentiels pour éradiquer la pauvreté, réduire les risques climatiques et les risques de catastrophe et, plus généralement, pour renforcer la résilience. La Plate-forme s'est penchée sur les investissements dans des systèmes de communication pouvant promouvoir une culture de la prévention et de la présentation de rapports.

26. Accroître les investissements dans la Réduction des Risques de Catastrophe exige une définition précise des gains, une communication claire sur ces derniers et la compréhension des compromis risque/rendement. Il convient d'utiliser des méthodes économiques pour démontrer comment les investissements dans la réduction des risques peuvent être bénéfiques pour les entreprises en termes de performances financières et de valeur ajoutée indirecte, tout en révélant le coût de l'inaction. Les partenariats public-privé agissent comme des catalyseurs des nouveaux investissements, mais ils exigent l'instauration d'un climat de confiance, l'établissement de plateformes où discuter des intérêts impliqués et de la présentation de rapports, la création d'incitants et la mise en place des contrôles nécessaires.

Mme Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies, discute avec des participants distants grâce à l'un des quatre robots de téléprésence installés à Cancún

27. Il est important de mettre en place des mécanismes de financement stables, davantage axés sur des dépenses plus équilibrées entre Réduction des Risques de Catastrophe et réponse humanitaire, à l'instar du ratio de 50/50 fixé comme objectif par l'Union européenne.

28. Les informations sur les risques doivent être systématiquement intégrées à la planification, au zonage et aux plans d'investissement ; elles jouent un rôle important s'agissant d'éviter des coûts superflus.

29. La Plate-forme a insisté sur la nécessité de renforcer les investissements dans la Réduction des Risques de Catastrophe menaçant le patrimoine culturel, notamment en mobilisant des ressources pour renforcer les capacités des autorités locales et des gestionnaires du patrimoine culturel et en combinant les meilleures connaissances scientifiques et traditionnelles. Pour promouvoir un développement résistant aux catastrophes, l'accent a également été mis sur l'accroissement de l'intégration des connaissances traditionnelles en matière d'utilisation durable des ressources naturelles dans la vie sociale et économique moderne.

Priorité 4: Améliorer la préparation aux catastrophes pour une intervention efficace et pour «Mieux reconstruire» durant la phase de relèvement, de réhabilitation et de reconstruction

30. Il reste encore beaucoup à faire pour garantir que l'information sur les risques contribue à une meilleure préparation et à guider les efforts pour « Mieux reconstruire ». Ces efforts exigent une participation de l'ensemble de la société, ainsi que l'engagement de toutes les parties prenantes, des partenariats solides pour soutenir la recherche scientifique et technologique et ses applications, et un ferme engagement politique avant et après les catastrophes.

31. La Plate-forme mondiale a recensé d'importants éléments nécessaires au renforcement des pratiques existantes relatives au principe « Mieux reconstruire », notamment : un état de préparation et des plans de relèvement tenant compte des risques ; des plate-formes multipartites renforcées aux niveaux national et local conformément au Cadre de Sendai pour assurer une collaboration et une coordination efficaces entre autorités et communautés nationales et locales ; la mise en place à l'avance d'un cadre politique et d'un système juridique en faveur de la reconstruction pour faciliter le processus de relèvement ; le développement des capacités communautaires ; et l'appropriation locale des actions.

32. La Plate-forme mondiale a également inclus des exemples montrant comment les pays, même les moins développés, peuvent concevoir et mettre en œuvre avec succès des dispositifs d'alerte précoce. Toutefois, elle a observé que les budgets de fonctionnement et de maintenance restent insuffisants et aléatoires dans les petits États insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays les moins avancés, ce qui freine les initiatives en matière d'alerte précoce et de prévention visant à réduire la vulnérabilité.

33. Des efforts accrus sont nécessaires pour combler l'écart entre les ressources disponibles et la demande en dispositifs d'alerte précoce efficaces dans les petits États insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays les moins avancés. À cet égard, la Plate-forme a reconnu la contribution importante de l'initiative CREWS (Climate Risk and Early Warning Systems).

34. La communauté météorologique a présenté un concept innovant de dispositif d'alerte multirisque mondial pour renforcer l'émission d'alertes basées sur l'impact et d'informations sur les événements climatiques, hydriques, océaniques et climatiques à impact important.

35. Les conséquences directes des catastrophes sanitaires peuvent être considérables et leur effet domino et cumulatif sur les populations et l'économie plus grand encore. Ces répercussions sont souvent exacerbées par la dégradation de l'environnement et les facteurs météorologiques. Il est nécessaire de se concentrer non plus sur la riposte aux épidémies mais sur la prévention, moyennant une approche pluridisciplinaire et écosystémique et en garantissant l'application des principes de Bangkok pour la mise en œuvre des composantes santé du Cadre de Sendai.

Zones d'intérêt particulier

36. Les participants ont observé que l'eau est essentielle à la réalisation des ODD, alors que les inondations et les tempêtes menacent les vies humaines et les infrastructures des services de base. Une gestion durable de l'eau est indispensable à la préparation adéquate aux catastrophes, à la Réduction des Risques de Catastrophe et à l'adaptation au changement climatique. Dans ce contexte, la Plate-forme a exhorté tous les pays, provinces et villes à placer la gestion intégrée des crues et de la sécheresse au cœur de leurs processus de

planification et de gestion. Considérant les liens étroits entre les objectifs de développement durable et le Cadre de Sendai, le plan d'action du Panel de haut niveau sur l'eau et la paix (HLPW) représente une importante contribution à leur mise en œuvre intégrée.

37. En outre, les délibérations des séances ont établi les priorités supplémentaires suivantes :

a. Suivi de la mise en œuvre du Cadre de Sendai

38. Le prototype de l'outil de suivi en ligne « Sendai Framework Monitor » a été présenté à la Plate-forme mondiale ; il a été favorablement accueilli par les pays et les parties prenantes, dont beaucoup se sont engagés à l'essayer. Le Sendai Framework Monitor permettra de collecter et d'agréger des données aux niveaux national et sous-national ainsi qu'au niveau régional, et de contrôler les progrès par rapport aux ODD.

39. L'inclusion d'indicateurs partagés entre les ODD et le Cadre de Sendai a été saluée comme une mesure pratique pour garantir la cohérence de la mise en œuvre des cadres stratégiques.

40. D'autres travaux doivent être entrepris pour renforcer le suivi au niveau local, développer les indicateurs nécessaires et rendre les informations sur les risques libres d'accès et partageables entre les plate-formes de données ; elles doivent être également dûment ventilées afin que personne ne soit laissé pour compte. La mise en œuvre du cadre stratégique de l'UN-GGIM sur la gestion des informations géospatiales à l'échelle mondiale a été reconnue comme essentielle pour le suivi du Cadre de Sendai et des ODD.

41. Les participants ont observé qu'une méthode de suivi systématique peut accélérer la réalisation des priorités du Cadre de Sendai et inciter toutes les parties prenantes à remplir dûment leur devoir de présentation de rapports. La nécessité de renforcer les offices statistiques nationaux et d'encourager ceux-ci à collaborer étroitement avec les agences de géo-informations en ce qui concerne les données sur les catastrophes a également été reconnue. Des mesures d'incitation sont nécessaires pour encourager les méthodes collaboratives multipartites d'élaboration de rapports. Il a été proposé de former un partenariat mondial pour les données sur les catastrophes aux fins du développement durable ; ce partenariat faciliterait une collaboration multipartite visant à optimiser et à rendre opérationnelles les données existantes et futures sur les catastrophes, de manière à soutenir les efforts de suivi nationaux et locaux.

b. Atteindre l'objectif E - Augmenter substantiellement d'ici 2020 le nombre de pays dotés de stratégies nationales et locales de Réduction des Risques de Catastrophe

42. Les participants ont reconnu que la mise en place d'ici 2020 de stratégies de Réduction des Risques de Catastrophe alignées sur le Cadre de Sendai était une priorité.

43. Les participants ont été unanimes à convenir que l'adoption de stratégies de Réduction des Risques de Catastrophe est un moyen d'intégrer et d'assurer la cohérence des politiques et programmes relatifs au développement durable et au changement climatique et, donc, de garantir une utilisation efficace des ressources aux niveaux national et local.

44. Il a été observé qu'afin d'assurer la pertinence et l'efficacité des stratégies de Réduction des Risques de Catastrophe, leur élaboration et leur adoption devaient nécessairement impliquer la participation de toutes les parties prenantes.

45. Des progrès supplémentaires sont nécessaires pour combler le fossé entre les sciences et les technologies d'une part et l'élaboration des politiques d'autre part, afin que les stratégies requises pour 2020 soient solidement fondées et qu'elles incluent des modèles d'anticipation des risques émergents.

46. Les participants ont souligné l'importance de veiller à ce que la prise en compte des risques soit intégrée aux plans de préparation aux catastrophes et aux plans de relèvement, qui sont une composante majeure aux fins de la réalisation de l'objectif E du Cadre de Sendai, d'ici 2020.

47. L'éducation et la sensibilisation à la Réduction des Risques de Catastrophe ont été mises en lumière comme étant des composantes vitales à inclure dans les stratégies nationales et locales de Réduction des Risques de Catastrophe.

48. L'élaboration des stratégies de Réduction des Risques de Catastrophe doit se faire dans une

perspective régionale et transfrontière ; elle doit inclure des dispositions visant à prévenir les déplacements causés par les catastrophes, à réduire les risques de déplacement, à traiter les besoins de protection des personnes déplacées et à promouvoir des solutions durables au déplacement.

c. Cohérence avec les agendas du développement durable et du changement climatique

49. De nombreux pays, y compris les petits États insulaires en développement, recherchent la cohérence en intégrant la question du risque de catastrophe et de changement climatique dans le développement durable : il convient de suivre leur exemple en faisant des efforts supplémentaires pour renforcer les institutions et clarifier les rôles et les responsabilités afin que tous les investissements publics et privés dans le développement et la croissance soient des investissements dans la résilience.

50. Le fait de mettre au premier plan les investissements dans la vie et les moyens de subsistance des plus défavorisés démultiplie les efforts consentis pour atténuer le changement climatique et parvenir au développement durable. Les approches inclusives de planification et d'investissement jouent un rôle essentiel s'agissant de remédier aux causes de la vulnérabilité et de l'exposition aux risques.

51. Les stratégies nationales et locales de Réduction des Risques de Catastrophe à mettre en place d'ici 2020 doivent être liées aux plans nationaux de développement et d'investissement et aux contributions à l'Accord de Paris fixées au niveau national. Considérant que c'est au niveau local que les bénéfices et les défaillances des approches cohérentes sont ressentis avec le plus d'acuité, le principe d'un développement intégrant la réduction des risques et la résilience aux facteurs climatiques doit être ancré dans les priorités locales.

52. La Plate-forme mondiale a salué la cohérence et l'intégration des indicateurs du Cadre de Sendai et des ODD. De même, les indicateurs pour l'objectif « adaptation » de l'Accord de Paris devront être élaborés de manière cohérente avec les indicateurs du Cadre de Sendai et des ODD, ce qui permettra aux autorités nationales et locales de s'appuyer sur des séries de données similaires et de suivre la mise en œuvre de manière plus efficiente et plus efficace.

53. Le traitement des problèmes concernant les migrations, les déplacements, les réfugiés et la mobilité humaine doit intégrer les questions de Réduction des Risques de Catastrophe.

54. Les liens étroits entre les processus préparatoires aux Plate-formes régionales et mondiales pour la Réduction des Risques de Catastrophe et le Forum politique de haut niveau sur le développement durable seront essentiels au suivi annuel des objectifs et indicateurs de développement durable liés à la Réduction des Risques de Catastrophe et contribueront à l'agenda du Forum de haut niveau sur le développement durable.

55. Les discussions de la Plate-forme mondiale 2019 seront l'occasion de dresser un bilan de la mise en œuvre sur la base du Sendai Framework Monitor et de contribuer aux délibérations du Forum de haut niveau sur le développement durable qui réunira les chefs d'État et de gouvernement pour la première évaluation globale de la mise en œuvre des ODD.

d. La Réduction des Risques de Catastrophe doit être inclusive et sensible à la dimension du genre

56. Les participants ont largement reconnu la persistance des inégalités hommes-femmes dans le cadre de la Réduction des Risques de Catastrophe ; ils ont appelé à la promotion du leadership des femmes et des filles, à leur autonomisation et à leur participation à la prise des décisions, la conception, la planification, la budgétisation, la mise en œuvre et le suivi de stratégies et de politiques de Réduction des Risques de Catastrophe nationales et locales inclusives et soucieuses d'égalité entre les sexes d'ici 2020 ; ils ont également appelé au renforcement des capacités et à dispenser une éducation adéquate pour permettre aux femmes et aux filles de jouer un rôle d'agents du changement en matière de gestion des risques de catastrophe. Des appels ont également été lancés en faveur de l'occupation de postes de décision par des femmes dans les secteurs public et privé aux niveaux national et local pour promouvoir la parité hommes-femmes dans la gestion des risques de catastrophe.

57. Un « Programme mondial de soutien à une mise en œuvre du Cadre de Sendai sensible au genre : traiter l'inégalité des genres face aux risques et promouvoir la résilience des communautés aux catastrophes naturelles dans le contexte du changement climatique » a été lancé pour respecter les engagements du Cadre de Sendai en matière genre, en plaçant un accent spécifique sur la réalisation de l'objectif E.

58. Pour éliminer les barrières systémiques à l'inclusion, trois actions interconnectées sont nécessaires : développer les connaissances et les compétences, changer les attitudes et les systèmes de croyances, et promouvoir une gouvernance inclusive. L'application des principes de la conception universelle ouvre efficacement la voie à une amélioration de l'inclusion.

59. La Plate-forme mondiale a reconnu l'importance de la Déclaration de Dhaka sur le handicap et la gestion des risques de catastrophe comme guide pratique pour une mise en œuvre inclusive du Cadre de Sendai. Les pays ont été instamment priés d'appliquer la Déclaration et de présenter un rapport sur sa mise en œuvre à l'occasion du bilan des progrès du Cadre de Sendai en 2019.

60. La Plate-forme mondiale 2017 s'est efforcée de ne laisser personne au bord du chemin. Pour la première fois, des personnes handicapées ont pu participer à distance à la Plate-forme grâce à des robots de téléprésence et à la disponibilité d'équipements de web-conférence. La Plate-forme a salué les recommandations appelant à développer l'inclusion.

e. Initiatives de coopération internationale

61. La coopération internationale est au cœur du Cadre de Sendai et de sa mise en œuvre. Les pays doivent être soutenus par des initiatives régionales et mondiales pour accélérer le développement et la mise en œuvre de stratégies nationales de Réduction des Risques de Catastrophe d'ici 2020.

62. Outre les partenariats public-privé, il convient d'exploiter l'important mécanisme de la coopération privé-privé pour soutenir et faciliter le partage entre pays des données, des informations et des expériences acquises, et pour aider les pays à acquérir la technologie et le savoir-faire en matière de risques de catastrophe, ce qui bénéficiera également au secteur public.

63. Vu les milliers de milliards de dollars US qui seront investis dans les infrastructures au cours des prochaines décennies, il a été recommandé de former une coalition de pays pour les infrastructures critiques, afin de partager les connaissances, les instruments et les meilleures pratiques, et de renforcer les capacités des ingénieurs et des architectes pour améliorer leur compréhension des risques et des mesures d'atténuation.

64. Les participants ont souligné le rôle important joué par le système des Nations Unies s'agissant d'élaborer des stratégies intégrant le changement climatique, le développement durable et la Réduction des Risques de Catastrophe, et de continuer à renforcer les capacités nationales. Le Plan Action des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe aux fins du renforcement de la résilience représente un instrument important pour atteindre ce but.

C. Conclusions et suivi

65. Le Président de la Plate-forme mondiale s'est félicité des discussions particulièrement productives et dynamiques qui ont eu lieu durant la tenue de la Plate-forme ; il s'est déclaré très satisfait du leadership dont ont fait preuve les coprésidents et organisateurs des différentes séances et de l'engagement sincère et très actif de toutes les parties prenantes et entités du système des Nations Unies. Tous les participants ont remercié chaleureusement le Président du Mexique pour son leadership, et le Ministre de l'intérieur, le Ministre des affaires étrangères, le directeur de la protection civile, le gouverneur de l'État de Quintana Roo et le maire de Cancún pour avoir accueilli la Plate-forme mondiale.

66. Le Président a loué le leadership et l'appui apporté par le représentant spécial du Secrétaire général pour la Réduction des Risques de Catastrophe et l'UNISDR à la co-organisation de la Plate-forme mondiale ; il a demandé son soutien pour faire avancer les délibérations avec l'engagement pleinement coordonné et le soutien des agences des Nations Unies, au travers du Plan d'action des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe aux fins du renforcement de la résilience.

67. Les participants ont largement convenu que les délibérations de la Plate-forme mondiale sont réalistes et cruciales pour la poursuite de la mise en œuvre du Cadre de Sendai ; elles sont également essentielles pour établir l'agenda des prochaines Plate-formes régionales en 2018 et de la prochaine Plate-forme mondiale, qui sera accueillie par le gouvernement suisse en 2019. Dans ce contexte, la nécessité de procéder tous les deux ans à un examen de la mise en œuvre des stratégies et plans d'action régionaux a été réaffirmée.

68. Le sentiment général a été que la Plate-forme mondiale est un mécanisme fondamental pour encourager la cohérence pratique de la mise en œuvre avec d'autres agendas internationaux, en particulier les ODD et l'Accord de Paris, et pour assurer le suivi des progrès. Son caractère multipartite est à la base de ses délibérations très fructueuses et de la mise en œuvre efficace du Cadre de Sendai à tous les niveaux.

69. Il a été précisé que le Président transmettrait officiellement au Président du Conseil économique et social des Nations Unies la synthèse du Président de la Plate-forme mondiale et le communiqué de haut niveau de Cancún, à titre de contribution aux prochains débats du Forum politique de haut niveau sur le développement durable. En outre, un appel général a été lancé aux parties prenantes et aux représentants des pays pour que les délibérations de la Plate-forme mondiale soient reflétées dans la préparation des documents de conclusion du Forum et pendant ses délibérations.

70. La Plate-forme mondiale a été clôturée avec l'engagement de la réunir à nouveau en Suisse en 2019, en exprimant d'ores et déjà une vive gratitude à l'égard du gouvernement suisse en tant que futur hôte.

> « Les participants ont reconnu avec force la persistance des disparités hommes-femmes dans le cadre de la Réduction des Risques de Catastrophe ; ils ont appelé à la promotion du leadership des femmes et des filles, à leur autonomisation et à leur participation… »

Délégués assistant à la cérémonie d'ouverture de la Plate-forme mondiale 2017

PROGRAMME

22 mai

Inscriptions 7 h 30 - 18 h 00
Mise en place du marché 10 h 00 - 19 h 00
Mise en place de l'Ignite Stage 9 h 00 - 19 h 00
Journée de consultation 14 h 00 - 19 h 00

23 mai

Inscriptions 7 h 30 - 18 h 00
Mise en place du marché 9 h 00 - 19 h 00
Mise en place de l'Ignite Stage 9 h 00 - 19 h 00
Journée de consultation 8 h 00 - 19 h 00

Mercredi 24 mai

Place de marché 10 h 00 - 18 h 30
Ignite Stage 10 h 00 - 18 h 30

Séance plénière de bienvenue - Arena A - 9 h 30 - 9 h 45

Séance de travail
Infrastructure critique
Arena E
10 h 00 - 11 h 30

Séance de travail
Cadre d'action de Sendai
Suivi des consultations
Arena F
10 h 00 - 11 h 30

Séance spéciale
Mieux reconstruire et se Préparer
Arena A
10 h 00 - 11 h 30

Séance de travail
Coopération internationale
Arena E
11 h 45-13 h 15

Séance de travail
Assurance risques
Arena F
11 h 45 - 13 h 15

Séance spéciale
Alerte précoce et information sur les risques
Arena A
11 h 45 - 13 h 15

Déjeuner
Arena H
13 h 30 - 14 h 25

Événements parallèles *
13 h 30-14 h 25

Cérémonie d'ouverture
Arena A - 15 h 00 - 16 h 00

Déclarations officielles
Arena D

Séance de travail
Secteur privé
Engagement
Arena E
16 h 15 - 17 h 45

Cérémonie de remise du prix « Risk Award »
Arena E - 17 h 45 - 18 h 15

Séance de travail
Informations sur les risques et bases de données de pertes
Arena F
16 h 15 - 17 h 45

Événements parallèles *
17 h 50 - 18 h 45

Forum des dirigeants
(sur invitation)
16 h 15 - 18 h 45

Réception offerte par le Mexique (sur invitation) 20 h 30 - 21 h 30

Jeudi 25 mai

Place de marché 9 h 00 - 18 h 30
Ignite Stage 9 h 00 - 18 h 30
Visites de terrain (à confirmer) 9 h 00 - 18 h 30

Déclarations officielles - Arena D

Séance plénière
Stratégies nationales et locales de RRC
Arena A
9 h 00 - 11 h 00

Séance de travail
Science et Technologie
Arena E
11 h 15 - 12 h 45

Séance de travail
Autorités locales
Arena F
11 h 15 - 12 h 45

Séance de travail
Résilience des collectivités
Arena A
11 h 15 - 12 h 45

Déjeuner
Arena H
13 h 00 - 14 h 55

Événements parallèles *
13 h 00 - 13 h 55

Événements parallèles *
14 h 00 - 14 h 55

Déclarations officielles - Arena D

Séance plénière
Réduire la vulnérabilité des pays dans des situations particulières
Arena A
15 h 00 - 17 h 00

Séance de travail
Gouvernance en matière de RCC
Arena E
17 h 00 - 18 h 30

Séance de travail
Protection des écosystèmes, gestion et agriculture résiliente
Arena F
17 h 00 - 18 h 30

Séance de travail
RCC inclusive et centrée sur les personnes
Arena A
17 h 00 - 18 h 30

Cérémonie de remise du prix « Sasakawa » - Arena E 18 h 30 - 19 h 00

Réception offerte par Quintana Roo 19 h 15 - 20 h 15

Vendredi 26 mai

Place de marché 9 h 00 - 17 h 00
Ignite Stage 9 h 00 - 17 h 00
Visites de terrain (à confirmer) 9 h 00 - 17 h 00

Déclarations officielles - Arena D

Séance plénière
Suivi du cadre de Sendai
Arena A
9 h 00 - 11 h 00

Séance de travail
Patrimoine culturel et savoirs indigènes
Arena E
11 h 15 - 12 h 45

Séance de travail
Utilisation des terres et aménagement du territoire
Arena F
11 h 15 - 12 h 45

Séance de travail
Santé et RRC
Arena A
11 h 15 - 12 h 45

Déjeuner
Arena H
13 h 00 - 13 h 55

Événements parallèles *
13 h 00 - 13 h 55

Déclarations officielles
Arena D

Séance plénière
Cohérence avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030
Arena A
14 h 00 - 16 h 00

Événements parallèles *
16 h 00 - 16 h 55

Cérémonie de clôture
Arena A - 17 h 00 - 17 h 45

Greening [écologisation]

Les participants à la Plate-forme mondiale 2017 pour la Réduction des Risques de Catastrophe et ses organisateurs défendent le principe selon lequel la conférence doit être verte et économe en papier. La plupart des participants ont partagé les documents de la conférence via le site Internet de l'UNISDR : PreventionWeb.net, et l'UNISDR a réitéré son engagement à écologiser la Plate-forme mondiale en renonçant à imprimer le programme officiel et le compte-rendu de la conférence.
Pour réduire les émissions de carbone liées à l'événement, plus de 2 000 participants ont choisi de rester sur place et la plupart des autres participants ont utilisé quotidiennement la navette à leur disposition. Tous les participants ont été encouragés à compenser leur déplacement à la conférence via la plateforme en ligne de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique par l'annulation volontaire d'unités de réduction certifiée d'émissions.
De nombreux autres éléments ont contribué aux efforts d'écologisation de la conférence. Par exemple, tous les stands et le mobilier de la Place de marché étaient fabriqués à partir de produits naturels durables ou en bois. À la fin de la conférence, les stands ont été recyclés et le mobilier en bois a été offert aux écoles locales.
Les agences des Nations Unies se sont associées pour compiler les documents à partager sur des lecteurs externes placés dans des sacs-cadeaux en coton naturel.
Dans le lieu de la conférence, des efforts ont été faits pour réduire autant que possible l'utilisation de la climatisation ; la nourriture servie pendant la conférence provenait de sources locales.
Pour plus d'informations sur les efforts de réduction de l'impact de la Plate-forme mondiale 2017 sur l'environnement, consulter le site Internet :

PDF

Accessibilité

Plusieurs innovations visant à améliorer l'accessibilité pour les personnes handicapées ont été introduites à la Plate-forme mondiale 2017. Quatre robots de téléprésence contrôlés à distance depuis le Bangladesh, la Belgique, l'Espagne, les États-Unis, les îles Fidji et l'Italie ont permis à des participants éloignés de contribuer aux discussions et d'interagir avec les intervenants pendant la conférence.
Un outil interactif appelé « Blackboard Collaborate », fourni avec le soutien de l'organisation de recherche Institute on Disability and Public Policy at American University, a également aidé les participants à distance à suivre les débats et à y participer. Une interprétation en langage international des signes et un service de sous-titrage étaient disponibles pour toutes les séances plénières et plusieurs séances de travail ; des espaces dédiés étaient prévus dans la plupart des salles de réunions et celles-ci étaient équipées de rampes.
Ces dispositifs ont été rendus possibles grâce à la contribution financière de la Nippon Foundation et du Gouvernement du Mexique.
Le lieu de la conférence était équipé d'une signalétique en Braille et d'accès adaptés aux fauteuils roulants.

Médias

Plus de 200 journalistes de 20 pays ont couvert la Plate-forme mondiale 2017 pour la Réduction des Risques de Catastrophe. L'UNISDR a également sponsorisé 8 journalistes. Vingt autres journalistes de 11 pays étaient également présents en tant que membres des délégations de leurs pays. Ces journalistes ont produit plus de 200 articles de presse écrite en anglais, d'après des statistiques de Factiva, et plus 100 articles en espagnol. Ces chiffres n'incluent pas les informations en ligne, les reportages radiophoniques et télévisuels produits dans d'autres langues que l'anglais. Les huit journalistes sponsorisés ont produit plus de 50 récits concernant des questions nationales de Réduction des Risques de Catastrophe.
Pour la première fois, la couverture par les réseaux sociaux a été supérieure à celle des médias traditionnels et a battu le record établi à Sendai en 2015 lors de la 3e Conférence mondiale des Nations Unies sur la Réduction des Risques de Catastrophe, avec plus d'un million de tweets du 22 au 28 mai 2017.

Les chiffres

1	Forum des dirigeants
2	Tables rondes ministérielles
7	Séances plénières
2	Séances spéciales
15	Séances de travail
46	Événements parallèles
7	Événements spéciaux
56	Réunions préparatoires
157	Réunions bilatérales

Cérémonie d'ouverture

Mme Amina Mohammed,
Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies

Les Nations Unies font de leur mieux pour faciliter la coopération entre États membres et parties prenantes sur les initiatives pouvant conduire à de réelles améliorations de la vie des gens.

Rien n'illustre mieux cette volonté que les 17 objectifs de développement durable qui constituent le fondement du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Notre objectif numéro 1 pour les 13 prochaines années, qui consiste à éliminer la pauvreté, exige d'agir sur toutes les autres composantes du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il est évident que nous ne pouvons pas atteindre les objectifs de développement durable sans traiter les risques climatiques et, plus généralement, les risques de catastrophe.

Nous sommes réunis ici, à la 5e Plate-forme mondiale pour la Réduction des Risques de Catastrophe, un peu plus de deux ans après l'adoption de la première composante du Programme à l'horizon 2030, le Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe.

L'adoption du Cadre de Sendai a été une réussite remarquable, l'aboutissement de trois années de consultations avec les gouvernements et la société civile de toutes les régions, et le fruit de dix ans d'expériences acquises grâce à son prédécesseur, le Cadre d'action de Hyogo.

Cette longue route a été jalonnée de nombreux succès. Le taux de la mortalité due à certains risques a chuté. Dans de nombreux pays, la probabilité de méga-catastrophes a fortement diminué grâce à des institutions plus fortes, des cadres juridiques et politiques robustes, un meilleur état de préparation, une amélioration des dispositifs d'alerte précoce, une meilleure compréhension des risques de catastrophe, un engagement accru de la société civile et une plus grande responsabilité à l'égard des risques anthropiques.

Notre aimable hôte, le Mexique, est un bon exemple s'agissant de la Réduction des Risques de Catastrophe. Depuis le tremblement de terre de 1985, de grandes avancées ont été enregistrées en matière d'alertes sismiques et de gestion des événements climatiques extrêmes. Il y a deux ans, l'ouragan Patricia, le plus violent qui n'ait jamais

Mme Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies

frappé la côte Pacifique du Mexique, n'a fait aucune victime. La réaction rapide de l'Agence mexicaine de protection civile et d'autres acteurs a été pour beaucoup dans ce bilan.

Néanmoins, en adoptant le Cadre de Sendai les États membres ont reconnu qu'il restait beaucoup à faire, notamment pour d'améliorer la gestion des risques de catastrophe dans les pays à revenu faible et intermédiaire qui souffrent de manière disproportionnée des catastrophes, tant en termes de pertes de vies humaines que de pertes économiques.

En d'autres termes, les pertes économiques causées par les catastrophes ne sont pas soutenables et ne peuvent se maintenir aux niveaux actuels si l'on veut progresser sur la voie des objectifs de développement durable. Selon une estimation récente, les catastrophes coûtent chaque année à l'économie mondiale 520 milliards USD et font basculer 26 millions de personnes dans la pauvreté.

Le défi consiste à savoir comment atteindre les objectifs de développement durable si les pertes économiques annuelles dues aux catastrophes peuvent anéantir du jour au lendemain la totalité du PIB d'un pays à faible revenu et priver de foyer des millions de personnes. Haïti, par exemple, a perdu 120 % de son PIB dans le tremblement de terre de 2010, et 32 % de son PIB à la suite du passage de l'ouragan Matthew en octobre dernier.

Le Cadre de Sendai met clairement l'accent sur la prévention. Lorsqu'ils travaillent avec d'autres parties prenantes – maires, groupes communautaires, organisations de femmes, secteur privé, parlementaires, groupes de jeunes, pour n'en citer que quelques-uns –, les gouvernements doivent accorder la même priorité à la gestion des risques de catastrophe qu'à la gestion des catastrophes.

En substance, cela signifie réduire les niveaux actuels d'exposition et de vulnérabilité et éviter la création de nouveaux risques de catastrophe. À cette fin, nous devons nous concentrer activement sur les facteurs qui accroissent la probabilité de la survenue

d'une catastrophe. Ces facteurs de risque incluent la pauvreté et l'inégalité, le changement climatique, la gestion inefficace des risques, la mauvaise utilisation des sols, les normes de construction inadéquates, l'urbanisation galopante, la croissance démographique dans les zones à risque et la dégradation de l'environnement.

Cette liste met en lumière le fait que la Réduction des Risques de Catastrophe est le fil conducteur des objectifs de développement durable. C'est pourquoi il est si crucial qu'ici, à Cancún, nous transformions en action notre engagement à l'égard du Cadre de Sendai.

L'Afrique, les Amériques, l'Asie, l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, le Pacifique, ont tous convenu et adopté des plans de mise en œuvre du Cadre de Sendai clairement axés sur le passage de la gestion des catastrophes à la gestion des risques de catastrophe. Ce changement de paradigme est vital si nous voulons avancer vers les objectifs clés du Cadre de Sendai, y compris la réduction de la mortalité, la réduction du nombre de personnes affectées par les catastrophes, la réduction des pertes économiques et la réduction des dommages aux infrastructures critiques.

Cette semaine, nous avons constaté des signes encourageants de progrès sur la bonne voie. La présentation du prototype du Sendai Framework Monitor est en cours, maintenant que des indicateurs sont en place pour mesurer les progrès faits pour atteindre les cibles. Cela devrait permettre d'accroître rapidement le nombre de stratégies nationales et locales de Réduction des Risques de Catastrophe à mettre en place d'ici 2020 comme demandé par la l'objectif E du Cadre de Sendai.

Ces stratégies sont vitales pour le succès global du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elles permettent de prendre des mesures ciblées pour réduire l'exposition et la vulnérabilité des communautés à faible revenu, et de mieux intégrer l'adaptation au changement climatique et la Réduction des Risques de Catastrophe aux niveaux local et national.

Ceci s'inscrit parfaitement dans l'approche stratégique globale des Nations Unies visant l'intégration de la Réduction des Risques de Catastrophe et l'adaptation au changement climatique dans les efforts de développement et de mesure des pertes et des dommages déployés par l'institution.

Au nom du Secrétaire général des Nations Unies, M. António Guterres, qui regrette infiniment de ne pas être présent ici avec vous, je vous souhaite une fructueuse Plate-forme mondiale. Je suis convaincue que ses résultats donneront une grande impulsion aux efforts de mise en œuvre du Cadre de Sendai et de réalisation des objectifs de développement durable.

Merci de votre attention.

Cérémonie d'ouverture

M. Enrique Peña Nieto
Président du Mexique

Bonjour à tous.

Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement participants à cette 5e Plate-forme mondiale 2017 pour la Réduction des Risques de Catastrophe.
Je suis heureux d'accueillir chaleureusement parmi nous Mme Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que M. Robert Glasser, représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe.
Monsieur le Gouverneur de l'État de Quintana Roo.
Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement du Mexique.
Mesdames et Messieurs les Députés présents aujourd'hui, Mesdames et Messieurs les Ministres, Secrétaires d'État et membres des différentes délégations des 189 pays qui participent à cet événement qui honore notre pays.
Je salue également les représentants des organisations de la société civile et des universités, ainsi que les représentants des médias.

Soyez tous les bienvenus au Mexique, une nation multiethnique et multiculturelle, fière de son histoire millénaire et qui, aujourd'hui, regarde vers l'avenir avec optimisme.
Pendant des siècles, de grandes civilisations ont prospéré sur notre territoire et ont uni leurs croyances étroitement liées aux forces de la nature, pour forger l'âme mexicaine.
Si le Mexique est géographiquement privilégié avec son territoire d'une superficie de près de deux millions de kilomètres carrés, il est en même temps exposé à un grand nombre de risques, en particulier aux phénomènes hydrométéorologiques, géologiques et volcaniques.
Je fais référence aux événements de grande ampleur comme les tremblements de terre, les inondations, les sécheresses, les ouragans et même la menace latente de l'activité éruptive de plusieurs de nos volcans.
La diversité naturelle du pays est également reflétée majestueusement ici même, dans l'État de Quintana Roo, où l'une des civilisations antiques les plus avancées s'est épanouie, je veux parler de la civilisation des Mayas. C'est ici que les Mayas ont façonné leur vision du monde par le biais de l'art, nous laissant un impressionnant héritage architectural qui continue à nous émerveiller.
Ils nous ont aussi laissé des traces de leurs connaissances scientifiques avancées et de la manière dont ils luttaient contre les phénomènes naturels.
Par exemple, dans la zone archéologique de Tulum, on peut encore admirer le temple du dieu du vent, considéré comme l'un des premiers dispositifs d'alerte pour les ouragans.
Aujourd'hui, nous savons que, s'il est impossible de contenir les forces de la nature, nous pouvons toutefois en atténuer les effets et sauver des vies. Dans notre pays, cela n'est pas une mince affaire, puisque le quart de la population est menacée par les cyclones, tandis qu'un tiers est vulnérable aux tremblements de terre, pour ne mentionner que deux des plus puissantes forces naturelles.
De 2012 à ce jour, notre pays a connu au moins 166 situations catastrophiques plus ou moins graves. Pour faire face à ce problème, nous avons fait de la protection de la vie la première de nos priorités, en considérant la prévention comme le pilier fondamental de notre système national de protection civile.
Savoir quoi faire, où aller, qui appeler, ou quelle mesure prendre en cas d'urgence peut faire la différence entre la vie et la mort. Au Mexique, nous sommes bien conscients que nous avons la chance d'être dotés d'institutions disponibles en cas de catastrophe,

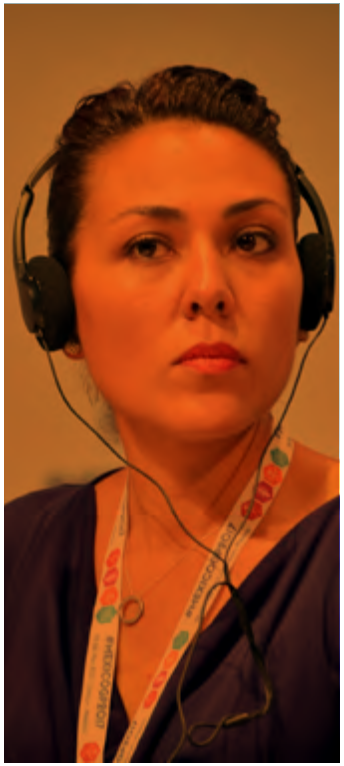
notamment nos forces armées, nos organismes publics, la société civile ; nous disposons également des ressources humaines et matérielles nécessaires pour consolider et faire fonctionner un système national de protection civile.
Nous savons que ce n'est pas forcément le cas dans les pays où les ressources sont moindres. Il suffit de savoir que 90 % des décès causés par les catastrophes surviennent dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Ici même, dans la région des Caraïbes, certaines économies et sociétés sont particulièrement vulnérables à des situations de catastrophe qui ont été aggravées par le changement climatique.
Il est impératif de parvenir, dans les nations les moins favorisées, à la réduction des dommages humains et matériels à laquelle nous sommes parvenus dans nombre de nos pays.
Par conséquent, nous appelons les membres de la Plate-forme mondiale à faire preuve de solidarité, par des ressources, des formations et tout autre soutien, en faveur des pays qui ont besoin de renforcer leurs efforts nationaux. Le Mexique est un pays qui est solidaire avec le monde entier, mais particulièrement à l'égard des pays des Caraïbes.
Et ici, dans ce lieu, dans le cadre de cette manifestation et à l'occasion de ce forum international, nous renouvelons l'engagement que le Mexique partage avec tous les pays de la région des Caraïbes, à laquelle nous sommes fiers d'appartenir, pour exprimer clairement notre solidarité et notre soutien à toutes les politiques qui résulteront de cette rencontre, justement pour renforcer leurs capacités institutionnelles et réduire les risques de catastrophe.

Mesdames et Messieurs,
La leçon la plus importante que nous avons retenue en matière de catastrophes, c'est la nécessité d'agir de manière préventive.
Il est important d'intervenir à temps, mais il est encore plus crucial d'être préparé à des événements inattendus. Les phénomènes naturels ne connaissent pas les frontières nationales ni les ordres des gouvernements, et ils affectent le plus fortement les populations les plus vulnérables.

Les expériences des plus de 6 000 délégués des 189 pays qui participent à cette réunion vont nous permettre d'améliorer la coopération internationale et de réduire les pertes humaines, économiques et infrastructurelles liées aux situations de catastrophes.
Je vous souhaite la plus grande des réussites, car ensemble nous pouvons faire avancer l'élaboration des meilleures pratiques de prévention et d'action en matière de Réduction des Risques de Catastrophe.
Une fois encore, soyez les bienvenus au Mexique. Mon pays vous ouvre les bras pour vous accueillir en espérant que cet événement sera productif, puisque telle est la raison pour laquelle il a été organisé.
Je vous souhaite un très agréable séjour au Mexique.

Merci de votre attention.

SÉANCES DE TRAVAIL



FORUM DES DIRIGEANTS

TABLES RONDES MINISTÉRIELLES

SÉANCES SPÉCIALES

SÉANCES PLÉNIÈRES

DÉCLARATIONS OFFICIELLES

Déclarations officielles

Les délégations suivantes ont fait une déclaration pendant la Plate-forme mondiale 2017.
Toutes les déclarations sont disponibles en vidéo en cliquant sur le nom du pays.

Afghanistan
Afrique du Sud
Albanie
Algérie
Allemagne
Arabie saoudite
Argentine
Arménie
Australie
Bahreïn
Bangladesh
Belgique
Bénin
Bolivie (État plurinational de)
Brésil
Cambodge
Cameroun
Canada
Chili
Chine
Colombie
Costa Rica
Côte d'Ivoire
Cuba
Danemark
Égypte
El Salvador
Émirats arabes unis
Équateur
Espagne
États-Unis d'Amérique
Éthiopie
Fédération de Russie
Finlande
France
Gabon
Gambie (République de)
Géorgie
Ghana
Guatemala
Honduras
Îles Cook
Îles Marshall
Îles Salomon
Inde
Indonésie
Iran (République islamique d')
Italie
Jamaïque
Japon
Jordanie
Kazakhstan
Kirghizistan
Kiribati
Koweït
Lesotho
Liban
Libéria
Luxembourg
Madagascar
Malaisie
Malawi
Maldives
Maurice
Mexique
Mongolie
Myanmar
Népal
Nicaragua
Niger
Nigéria
Norvège
Nouvelle-Zélande
Ouganda
Pakistan
Panama
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Paraguay
Pérou
Philippines
Portugal
Qatar
République de Corée
République dominicaine
République démocratique populaire lao
République populaire démocratique de Corée
République tchèque
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Saint-Siège
Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Samoa
Serbie
Slovénie
Soudan
Soudan du Sud
Sri Lanka
Suisse
Suède
Swaziland
Tadjikistan
Tanzanie
Tchad
Thaïlande
Tonga
Tunisie
Turquie
Ukraine
Zambie

Déclarations des organisations intergouvernementales et des entités du système des Nations Unies

Agence des Caraïbes pour la gestion des catastrophes et situations d'urgence
Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)
Banque mondiale
Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'assistance humanitaire
Bureau du Haut-Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
Centro de Coordinación para la Prevención de los Desastres
Commission de l'océan Indien
Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique
Communauté du Pacifique
Communauté économique des États de l'Afrique centrale
Conseil de coopération des États arabes du Golfe
Fonds des Nations Unies pour la population
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
Ligue des États arabes
Naturales en América Central
ONU Femmes
Ordre souverain de Malte
Organisation de coopération et de développement économiques
Organisation de coopération économique
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Organisation internationale du travail
Organisation internationale pour les migrations
Organisation mondiale de la santé
Organisation météorologique mondiale
Programme alimentaire mondial
Programme des Nations Unies pour le développement
Secrétariat de la Communauté de l'Afrique de l'Est
Secrétariat général de la Communauté andine
Union européenne
Université des Nations Unies
Université pour la paix

Déclarations des organisations non gouvernementales, du secteur privé et des groupes de parties prenantes

Academy of diagnostics, Inc
ACHE International
ActionAid
Africa Nature Conservation Organization
Asian Disaster Reduction Centre
Asociación de Municipios de Panamá
Asociación Nacional de Bomberos Municipales departamentales de Guatemala
Association de Genève
Association mondiale sur les catastrophes et la médecine des situations d'urgence
Bangladesh Red Crescent Society
Caritas Internationalis
Center for Disaster Risk Resilience
Center for Emergency Situations and Disaster Risk Reduction in Almaty
Centre de collaboration des universités d'Oxford et de Hong Kong pour la réponse humanitaire et médicale aux catastrophes
China Charity Alliance
Conseil international des monuments et des sites, Comité international pour la préparation aux risques
Conseil norvégien des réfugiés
Consultoría Social Integral Vinni Cubi A.C.
Doctorado en Desarrollo Científico y Tecnológico para la Sociedad del Centro de Investigación y de Estudios Avanzados del Instituto Politécnico Nacional
DRR Dynamics Ltd

Déclaration commune de la Plateforme régionale pour l'Asie centrale et le Caucase du Sud
Déclaration commune des femmes
Déclaration commune des maires et autorités locales
Déclaration commune des médias
Déclaration commune des ONG
Déclaration commune des partenaires pour la résilience
Déclaration commune des personnes âgées
Déclaration commune des peuples autochtones
Déclaration commune du Groupe des parties prenantes handicapées
Déclaration commune du Groupe des scientifiques et universitaires parties prenantes
Déclaration commune du réseau Sécurité humaine
Déclaration commune du secteur privé
Earthquake Analysis Laboratory
EcoHealth Alliance and Future Earth
FM Global
Fédération internationale des associations d'étudiants en médecine
Grand groupe des Nations Unies pour les enfants et les jeunes
Grand groupe des Nations Unies pour les sciences et les technologies
Grupamento de Bombeiros Civis Voluntários
Habitat for Humanity International
Initiative de préparation aux catastrophes et de prévention pour les pays d'Europe du Sud-Est
Institute of Mountain Hazards and Environment, Chinese Academy of Science
Instituto de Protección Civil para el Manejo Integral de Riesgos de Desastres del Estado de Chiapas
International Federation of Environmental Health
Iwate University
Little Bees International
Mercociudades
Ministros y Altas Autoridades de GIR del MERCOSUR
Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires
Organización de Bomberos Americanos
Oxfam International
Position commune de l'Afrique pour la Plateforme mondiale 2017 pour la réduction des risques de catastrophe
Sadeem Wireless Sensing Systems
Soka Gakkai International
The International Emergency Management Society - India Chapter
Union géodésique et géophysique internationale
Universidad Autónoma del Estado de México, Facultad de Enfermería y Obstetricia
Universidad Nacional Autónoma de México
Université de La Laguna
Université de Zanjan
Voluntarios Digitales para Emergencias y Desastres
World Animal Protection
World Vision Canada
Xavier Institute of Social Service, Ranchi

M. Taneti Maamau, Président de la République des Kiribati, pendant son intervention à la Plate-forme mondiale 2017

Forum des dirigeants

Communiqué de haut niveau de Cancún – 24 mai 2017
Assurer la résilience des infrastructures et des habitations

Un Forum des dirigeants s'est réuni le mercredi 24 mai 2017 à Cancún, Mexique, dans le cadre de la Plate-forme mondiale pour la Réduction des Risques de Catastrophe présidée par M. Enrique Peña Nieto, Président du Mexique, avec la participation des personnalités suivantes : M. Jovenel Moïse, Président d'Haïti, M. Taneti Maamau, Président de la République des Kiribati, S. M. Mswati III, Roi du Swaziland, M. Robert Mugabe, Président la République du Zimbabwe, M. Mattlan Zackhras, Ministre attaché au Président de la République des Îles Marshall, M. Khurelsukh Ukhnaa, Vice-Premier Ministre de Mongolie, Mme Inonge Wina, Vice-Présidente de Zambie, Mme Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, Mme Laura Tuck, Vice-Présidente de la Banque mondiale pour le développement durable, les directeurs des organisations intergouvernementales, le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, des parlementaires, des représentants d'autorités locales, des responsables d'entreprises et de la société civile et d'autres parties prenantes, afin de définir des mesures pratiques visant à réduire les pertes économiques liées aux catastrophes, à augmenter la résilience des personnes, des communautés, des pays et de leurs actifs et moyens de subsistance en mettant l'accent sur les infrastructures et les habitations - et de s'engager solennellement à l'égard de telles mesures.

Le Défi
Nous, les participants au Forum des dirigeants, reconnaissons que les pertes économiques directement imputables aux catastrophes augmentent significativement sur le plan mondial, puisqu'elles ont atteint,au cours de la dernière décennie, près de 1 400 milliards de dollars. Les pertes économiques indirectes amplifient encore ce chiffre. Les pertes des pays en habitations, infrastructures, actifs productifs et moyens d'existence et les impacts sur la santé et l'éducation ont des implications budgétaires considérables qui freinent la croissance économique et le développement.
Selon des modèles mondiaux, le risque de pertes économiques augmente en raison de l'accroissement rapide de la valeur des actifs exposés à des risques, de leur maintenance inadéquate et de la mondialisation de l'économie. Dans certaines régions, le risque de perte en capital à la suite d'une catastrophe peut croître plus rapidement que le rythme de création du capital.

Table principale du Forum des dirigeants réuni le mercredi 24 mai 2017

« Nous, les participants au Forum des dirigeants, reconnaissons que les pertes économiques directement imputables aux catastrophes augmentent significativement au plan mondial, puisqu'elles ont atteint,au cours de la dernière décennie, près de 1 400 milliards de dollars. »

Nous savons que le changement climatique a une influence sur la fréquence et l'intensité des risques climatiques et qu'il pose d'énormes défis en matière de Réduction des Risques de Catastrophe et de renforcement de la résilience. Nous sommes conscients que les catastrophes, en particulier les catastrophes à petite échelle, lentes et récurrentes, endommagent gravement les infrastructures, les habitations, les lieux de travail, les moyens de subsistance, les écosystèmes et la production économique, qui sont les piliers de la croissance et du développement. La perte en elle-même devient un facteur de vulnérabilité et d'exposition, donc de risque de catastrophe, elle affaiblit la résilience et accroît la probabilité d'un déplacement causé par les catastrophes. En outre, nous reconnaissons la faible pénétration des mécanismes de transfert des risques, en particulier pour les plus défavorisés. Nous reconnaissons également le lien étroit entre changement climatique et catastrophes liées à l'eau, lesquelles représentent près de 90 % du millier d'événements les plus graves enregistrés depuis 1990. Par conséquent, nous reconnaissons que la gestion intégrée des ressources hydriques est un moyen efficace de renforcer la résilience aux fins de la Réduction des Risques de Catastrophe et de l'adaptation au changement climatique, et nous invitons les autres dirigeants et toutes les parties prenantes à adhérer à ce point de vue.

Nous reconnaissons que les personnes défavorisées souffrent de manière disproportionnée des dangers d'origine naturelle ou anthropique, parce que la pauvreté sape considérablement la résilience socioéconomique des personnes aux catastrophes, et que les catastrophes dégradent davantage encore les moyens de subsistance et le bien-être et diminuent la résilience, ce qui exacerbe la pauvreté et les pertes non économiques. De plus, les ménages à faible revenu affectés par les catastrophes voient diminuer leur ration alimentaire, leur accès aux soins de santé et doivent réduire les dépenses consacrées à l'éducation, ce qui menace leurs perspectives de sortie de la pauvreté et amplifie la transmission de la pauvreté des parents aux enfants.

Environ une personne sur sept dans le monde vit dans un logement surpeuplé et insalubre. Les ménages à faible revenu sont particulièrement exposés, car ils vivent généralement dans des zones à risque où les terres sont médiocres, les infrastructures et les services déficients ou absents, les logements fragiles et de mauvaise qualité et l'environnement dégradé.

Nous observons que les secteurs public et privé sont interdépendants s'agissant du développement, du fonctionnement, de la maintenance et de la modernisation des infrastructures. Ensemble, ils peuvent réduire les risques de catastrophe et de pertes en veillant à ce que les pratiques d'investissement et les cadres réglementaires soient raisonnés en fonction des risques, conjointement planifiés, les données échangées et un environnement propice créé.

L'opportunité

Au cours des 40 prochaines années, il sera nécessaire d'investir dans les infrastructures – construction d'écoles, d'hôpitaux, de voies urbaines, eau et assainissement, énergie, systèmes de transport, logements – plus que jamais auparavant. Quelque 60 % des zones qui devraient être urbanisées d'ici 2030 restent à construire et des milliers de milliards de dollars US devraient être investis chaque année dans de nouvelles infrastructures. Satisfaire les besoins d'une population mondiale qui atteindra neuf milliards de personnes en 2050, atteindre les objectifs de développement durable d'ici 2030 et faire face aux effets négatifs du changement climatique va exiger des investissements considérables dans des infrastructures résilientes, notamment dans des infrastructures et des logements « verts ». Si le coût de la modernisation des infrastructures et des bâtiments est souvent élevé, rendre les nouveaux investissements résilients ne l'est pas et s'avère rentable à long terme.

Nous reconnaissons que réduire les pertes imputables aux catastrophes présente des avantages à court, moyen et long terme et que cela est essentiel si l'on veut parvenir au développement économique et social et à la durabilité environnementale. Investir dans des infrastructures résilientes aux catastrophes – y compris les infrastructures qui atténuent les catastrophes – dans des logements adéquats et sûrs, dans le renforcement des cadres normatifs et réglementaires, et les dispositifs d'alerte précoce et d'anticipation basés sur les prévisions est un moyen d'action efficace en ce sens. De plus, les mécanismes de transfert des risques peuvent encourager les investissements raisonnés en fonction des risques.

Nous soulignons qu'il est urgent de prendre immédiatement des mesures pour inverser la tendance actuelle à l'aggravation de la raréfaction de l'eau, à l'augmentation des inondations, de la dégradation des systèmes d'égouts et d'assainissement et des catastrophes liées à l'eau. Nous réaffirmons notre engagement à inclure les questions hydriques dans tous les débats sur le développement qui ont lieu au niveau mondial.

Nous soulignons le besoin sociétal – et reconnaissons l'opportunité commerciale que

cela représente – d'accroître les partenariats entre les secteurs public et privé et la société civile aux fins de développer et d'assurer la maintenance et la modernisation des infrastructures ainsi que le développement urbain, y compris les habitations, pour réduire risque de catastrophe.
Nous reconnaissons la nécessité de continuer à investir dans l'éducation et la sensibilisation pour exploiter au maximum la présente opportunité.

Les engagements

Dans le contexte des investissements mondiaux dans le développement, y compris « construire en mieux » après les catastrophes et « mieux construire dès le départ », nous décidons de travailler ensemble et d'appeler tous les acteurs concernés à :

- mettre en œuvre le Cadre de Sendai 2015-2030 pour la Réduction des Risques de Catastrophe, conformément aux objectifs de développement durable, à l'Accord de Paris sur le climat, au nouvel agenda urbain et autres instruments pertinents ;
- effectuer, d'ici 2019, une évaluation des risques de catastrophe en ce qui concerne les infrastructures critiques ;
- investir dans la collecte de données et d'informations sur les risques de catastrophe et de pertes, en tenant compte du patrimoine culturel des populations autochtones, des risques intensifs et extensifs, des facteurs de risque sous-jacents, en veillant à ce qu'elles soient adaptées aux contextes locaux ;
- renforcer, s'il y a lieu, à tous les niveaux, les cadres normatifs et réglementaires en matière de Réduction des Risques de Catastrophe, d'amélioration de l'utilisation des sols, de normes de construction, d'application et de responsabilisation ; et rendre la résilience abordable, réduire l'incitation financière au développement vulnérable, encourager les partenariats public-privé, allouer un budget à la Réduction des Risques de Catastrophe et rendre rémunérateurs les investissements dans la résilience ;
- faire de l'évaluation des risques de catastrophe une condition préalable aux investissements dans les infrastructures et les logements, avec des horizons temporels correspondant aux cycles de vie de ces infrastructures et logements ;
- tenir compte des risques de pertes dans les infrastructures et les logements et de leurs conséquences dans l'élaboration des stratégies économiques et des budgets ;
- poursuivre le développement et l'expansion des mécanismes de transfert des risques, y compris des régimes de prévoyance sociale pour protéger les populations, les actifs naturels, les moyens de subsistance et les infrastructures, augmenter leur pénétration et leur couverture, surtout pour les groupes défavorisés et à faible revenu, et renforcer la résilience des communautés ;
- promouvoir un développement urbain axé sur les habitants, sensible à la dimension du genre, accessible et résilient, qui soutienne l'ensemble de la société, y compris les personnes vulnérables, défavorisées et marginalisées ;
- encourager et soutenir la formation de partenariats multipartites et socialement inclusifs pour le développement d'infrastructures et d'habitations résilientes ;
- renforcer la coopération internationale aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral pour gérer les risques de catastrophe conformément au Cadre de Sendai, et
- dresser le bilan des progrès réalisés lors de la prochaine Plate-forme mondiale pour la Réduction des Risques de Catastrophe qui aura lieu en Suisse en 2019.

Participants au Forum des dirigeants tenu dans le cadre de la Plate-forme mondiale 2017

Intégrer la Réduction des Risques de Catastrophe dans la planification économique mondiale

Jeudi 25 mai, 17 h 00 - 19 h 00

La table ronde ministérielle a été l'occasion d'un échange de vues sur la question de l'intégration de la Réduction des Risques de Catastrophe dans la planification économique globale. La séance était présidée par Robert Glasser, représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe, et Luis Felipe Puente Espinosa, coordinateur national de la protection civile du Mexique.

Après quelques brèves remarques liminaires, trois questions d'orientation ont été proposées par les coprésidents pour guider l'intervention des participants.

Les participants ont mis en lumière le fait que la question du risque de catastrophe est devenue globalement plus complexe, et ce pour plusieurs raisons. Parmi celles-ci, il y a l'impact et les répercussions du changement climatique et de ses manifestations, l'amplification des migrations qui exercent une pression économique supplémentaire sur les pays, et la poursuite de la mondialisation qui, à côté de ses effets économiques positifs, génère des risques externes que de nombreux pays ne peuvent ni influencer ni gérer.

Les participants ont souligné la nécessité d'intégrer la Réduction des Risques de Catastrophe à la planification nationale du développement et de recenser adéquatement les ressources nécessaires à son financement. L'inclusion de la Réduction des Risques de Catastrophe dans les politiques économiques et son intégration à tous les secteurs ont également été considérées comme vitales pour la croissance durable et la création d'emplois.

Les participants ont mentionné quelques facteurs pouvant faciliter un processus de planification raisonné en fonction du risque de catastrophe. Ils ont souligné a) la nécessité de la reconnaissance, dans la planification économique globale, de la nature intégrale de la gestion des risques de catastrophe et de l'adaptation au changement climatique ; b) la nécessité de travailler sur la base du principe qu'investir dans la Réduction des Risques de Catastrophe est économiquement profitable ; c) qu'il vaut mieux prévenir que guérir ; et d) que tous ces efforts doivent être déployés selon une approche axée sur les populations.

Aux fins d'une plus grande efficacité de la Réduction des Risques de Catastrophe, les partenaires de développement doivent collaborer plus étroitement pour garantir que la Réduction des Risques de Catastrophe fait partie de leur portefeuille ; en outre, la coordination et la collaboration entre les niveaux national et local doivent être renforcées.

À titre d'exemple de progrès réalisés par plusieurs pays, des projets d'atténuation du risque d'inondation ont été cités comme étant un investissement d'un excellent rapport coût-bénéfice qui renforce le secteur productif et crée un impact économique favorable. En s'appuyant sur cet exemple, les participants ont souligné que les projets de Réduction des Risques de Catastrophe doivent être pluriannuels (à long terme) et que des mécanismes facilitant l'accès aux ressources financières doivent être mis en place pour soutenir le renforcement de la résilience.

Les participants ont formulé trois principales recommandations pour garantir la résilience des infrastructures : a) promouvoir une approche transversale couvrant en particulier les infrastructures et les habitations, b) sensibiliser le public aux avantages des investissements dans la Réduction des Risques de Catastrophe, et c) disposer de fonds de réserve et de fonds d'urgence.

Les participants ont convenu que, sans collecte de données sur l'impact et les pertes causés par les catastrophes, il serait plus difficile d'expliquer les raisons d'agir en matière de Réduction des Risques de Catastrophe. Ils ont mis en lumière la nécessité de développer des bases de données sur les pertes dues aux catastrophes, et d'élaborer des profils de risque et une bonne gestion des informations sur les risques. Grâce à une meilleure disponibilité et à un meilleur accès à ces informations, les décideurs et le grand public se rendront compte de la nécessité de passer de la gestion des catastrophes à la gestion des risques de catastrophe.

Le secteur privé a été à plusieurs reprises reconnu comme une partie prenante majeure qui peut jouer un rôle déterminant s'agissant de garantir que les investissements soient plus résilients. À cette fin, les partenariats public-privé doivent être encouragés et multipliés. Il a été suggéré d'organiser des tables rondes sur l'innovation en matière de risque de catastrophe pour discuter avec le secteur privé et examiner les défis et opportunités de la Réduction des Risques de Catastrophe. Soutenir des technologies innovantes peut conduire à la promotion de la croissance écologique des entreprises et de l'économie.

Il reste beaucoup à faire, l'application des politiques, normes et codes existants étant l'un des défis majeurs. Le renforcement des capacités des responsables des ministères des finances et de la planification a été mentionné comme une priorité. À cet égard, le rôle du secteur de l'éducation doit également être pris en considération. Toutes ces mesures contribueront à rendre les pays plus compétitifs et plus durables.

États participants

Afrique du Sud : David van Rooyen, Ministre de la gouvernance coopérative et des affaires coutumières

Australie : Concetta Fierravanti-Wells, Ministre du développement international et du Pacifique

Bahrein : Mohamed Mubarak Bin Daina, Directeur exécutif, Conseil suprême de l'environnement

Bangladesh : Mofazzal Hossain Chowdhury Bir Bikram, Ministre de la gestion des catastrophes et des secours

Chine : Gu Zhaoxi, Ministre adjoint des affaires civiles

El Salvador : Jorge Antonio Meléndez López, Directeur général de la protection civile

Équateur : Ricardo Peñaherrera León, spécialiste en Réduction des Risques de Catastrophe, Secrétariat de la gestion des risques

Gabon : Hortense Togo, Directrice générale de la prévention des risques, au nom du Ministre de l'intérieur

Guyana : Riyad Insanally, Ambassadeur auprès des États-Unis d'Amérique, Représentant permanent auprès de l'Organisation des États américains

Indonésie : Willem Rampangilei, ministre, Directeur de l'agence nationale de gestion des catastrophes

Italie : Fabrizio Curcio, directeur du département de la protection civile et chef de délégation

Japon : Shigeki Habuka, Vice-Ministre au bureau du Conseil des ministres, Yohei Matsumoto

Kazakhstan : Yuriy Viktorovich Ilin, Ministre adjoint de l'intérieur

Kiribati : Taneti Maamau, Président

Maroc : Lahcen Daoudi, ministre, délégué du chef du gouvernement chargé des affaires générales et de la gouvernance

Mexique : Rosario Robles Berlanga, Secrétariat du développement urbain et rural

Myanmar : Win Myat Aye, Ministre de la prévoyance sociale, des secours et de la réinstallation

Namibie : Likando Hellen Mpule, Directrice adjointe, cabinet du Premier ministre

Niger : Laouan Magagi, Ministre de la gestion des catastrophes

Ouganda : Emmanuel Serujonji, maire de Kampala, capitale de l'Ouganda

Paraguay : Joaquin Roa, ministre, Secrétariat national des urgences

Philippines : Ricardo B Jalad, Directeur exécutif, Conseil national de gestion de la Réduction des Risques de Catastrophe

Portugal : Jorge Gomes, Secrétaire d'État aux affaires intérieures

Roumanie : Raed Arafat, Secrétaire d'État, Ministre de l'intérieur

Saint-Siège **:** Silvano M. Tomasi, chef de délégation

Saint-Vincent-et-les-Grenadines : Godfred Pompey, Secrétaire permanent, Ministère de la sécurité nationale

Sri Lanka : Anura Priyadarshana Yapa, Ministre de la gestion des catastrophes

Tadjikistan : Rustam Nazarzoda, Président, Comité des situations d'urgence et de la défense civile

Thaïlande : Pol. Lt. Gen. Nadhapat Snidvongs, Vice-Ministre de l'intérieur

Tunisie : Riadh Mouakhar, Ministre des affaires locales et de l'environnement

Ukraine : Ruslan Biloshytskyi, Directeur adjoint du service des situations d'urgence, ministre adjoint

Autres participants

CGLU (Cités et gouvernements locaux unis) : Roland Ries, Coprésident et maire de Strasbourg

Communauté du Pacifique : Audrey Aumua, Directrice générale adjointe

Organisation de coopération économique : Seyed Jelaledin Alavi Sabzevari, Secrétaire général adjoint

Risk Management Solutions : Daniel Stander, Directeur général monde

Union européenne : Christos Stylianides, commissaire chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises

Urban Poor Federation of Informal Settlements : Josephine (Jhocas) Castillo

Luis Felipe Puente Espinosa, Coordinateur national de la protection civile du Mexique, pendant la séance plénière de bienvenue de la PM2017

Intégrer les considérations de réduction des risques de catastrophe dans la planification sectorielle

Vendredi 26 mai, 11 h 15 - 13 h 15

La table ronde ministérielle a été l'occasion d'un échange de vues sur la question de *«l'intégration des considérations de risques de catastrophe dans la planification sectorielle»*. La séance était présidée par Robert Glasser, représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe, et Luis Felipe Puente Espinosa, coordinateur national de la protection civile du Mexique.

Le Cadre de Sendai appelle les gouvernements nationaux à renforcer la gouvernance des risques de catastrophe afin de gérer les risques de catastrophe. Il souligne l'importance de promouvoir la cohérence entre les systèmes, les secteurs et les organisations liés au développement durable et la Réduction des Risques de Catastrophe dans les politiques, les plans, les programmes et les processus gouvernementaux.

Trois questions ont été proposées par les coprésidents pour guider l'intervention des participants. La table ronde s'est déroulée sous la forme d'un dialogue ouvert. Tous les participants ont été invités à prendre la parole.

Les participants ont convenu que les solutions efficaces de gestion des risques doivent être discutées dans un cadre interdisciplinaire impliquant tous les secteurs et l'ensemble de la société. À cet effet, ils ont estimé que l'un des facteurs les plus déterminants était la prise de décision et le soutien par les dirigeants au sommet du pouvoir exécutif. Les participants ont mentionné l'importance de se doter d'une plate-forme nationale de Réduction des Risques de Catastrophe ou d'un mécanisme de coordination similaire pour faciliter l'engagement interministériel et l'élaboration de plans et stratégies intersectoriels de Réduction des Risques de Catastrophe et impliquant également les principales parties intéressées.

En ce sens, la concertation de tous les secteurs ou ministères compétents en matière de Réduction des Risques de Catastrophe est considérée comme une priorité à traiter par les gouvernements pour garantir une mise en œuvre efficace du Cadre de Sendai. Tous les secteurs doivent prendre en compte la Réduction des Risques de Catastrophe (par ex. éducation, tourisme, logement, énergie, infrastructures, agriculture) et travailler collectivement de manière interdisciplinaire en abandonnant l'approche traditionnelle du cloisonnement.

Les participants ont souligné la nécessité de renforcer la collaboration entre et au sein des États moyennant divers mécanismes de coopération et de collaboration, avec le soutien et l'implication des organisations internationales et des principales parties intéressées.

Les participants ont estimé qu'il était extrêmement utile d'avoir une vision infrarégionale ou continentale sur les risques de catastrophe et d'utiliser des cadres politiques régionaux pour intégrer la Réduction des Risques de Catastrophe dans les secteurs au niveau national.

Un autre aspect mis en lumière par les participants est que l'élaboration des plans nationaux de développement devrait incorporer la Réduction des Risques de Catastrophe et que les gouvernements devraient mesurer les investissements dans la Réduction des Risques de Catastrophe et effectuer des analyses coût-bénéfice intégrant l'aspect du risque de catastrophe.

Les efforts de Réduction des Risques de Catastrophe devraient mettre l'accent principalement sur la prévention de la création de nouveaux risques, surtout lors du déploiement des plans de développement et des investissements. Certains participants ont également signalé la nécessité d'envisager la restauration des écosystèmes comme une mesure efficace de Réduction des Risques de Catastrophe.

Les participants ont suggéré que les municipalités et les autorités locales devraient être tenues d'intégrer des cartes des risques et des informations documentées sur les risques dans les plans d'urbanisme et d'aménagement du territoire. À cet égard, les participants ont estimé indispensable de discuter avec le législateur de l'exécution des mesures de Réduction des Risques de Catastrophe, en particulier aux niveaux local et régional, et de fournir aux autorités locales des conseils sur la manière d'incorporer la Réduction des Risques de Catastrophe et l'adaptation au changement climatique dans les plans d'urbanisme. Les participants ont convenu qu'il convient de donner la priorité aux solutions locales, basées sur le secteur privé et sur les communautés locales.

La connaissance des risques est également un aspect important. La collaboration entre gouvernements, société civile et chercheurs est nécessaire pour développer cette connaissance de manière précise. La télédétection et le « big data » doivent être utilisés dans toute la mesure du possible pour effectuer des analyses prospectives des risques. Ces analyses des risques doivent prendre en compte les risques existants et les risques potentiels.

Les gouvernements doivent élaborer des politiques et des procédures visant à s'assurer de l'engagement du secteur privé et à renforcer la collaboration avec ce dernier en matière de Réduction des Risques de Catastrophe. Les participants ont également mis en lumière l'importance de sauvegarder les cultures autochtones et d'impliquer les populations, les femmes et les filles autochtones dans la Réduction des Risques de Catastrophe.

États participants

Arabie saoudite : Ali Alshahrany, Secrétaire général du conseil saoudien de la protection civile

Argentine : Emilio Renda, Secrétaire national de la protection civile

Arménie : Davit Tonoyan, Ministre des situations d'urgence

Bolivie (État plurinational de) : Oscar Cabrera Coca, Vice-Ministre de la protection civile

Canada : Celina Caesar-Chavannes, Secrétaire parlementaire de la Ministre du développement international

Colombie : Carlos Iván Márquez Pérez, chef de délégation

Costa Rica : Iván Brenes Reyes, Président de la Commission nationale des urgences

Côte d'Ivoire : Anne Désirée Ouloto, Ministre de la santé, de l'environnement et du développement durable

Cuba : Ramón Pardo Guerra, chef de la protection civile nationale

Éthiopie : Mitiku Kassa, commissaire (Ministre d'État), commission nationale de la gestion des risques de catastrophe

Jamaïque : Desmond McKenzie, Ministre de la gouvernance locale et du développement communautaire

Nicaragua : Guillermo González, ministre, Directeur des systèmes nationaux de prévention, de réduction et de surveillance des catastrophes

Niger : Abdoul Kader Agali, ministre, Directeur adjoint du cabinet, bureau du Premier Ministre

Panama : María Luisa Romero, Ministre de l'intérieur

Paraguay : Joaquín Daniel Roa Burgos, ministre, Secrétariat national des situations d'urgence

République populaire démocratique de Corée : Kang Il Sop, Président de la Commission d'État de la gestion des situations d'urgence et des catastrophes ; et Paek Sung Chol, Senior Officer, département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères

Roumanie : Raed Arafat, Secrétaire d'État, Ministre de l'intérieur

Sri Lanka : Anura Priyadarshana Yapa, Ministre de la gestion des catastrophes

Suisse : Manuel Bessler, Vice-Directeur, délégué à l'aide humanitaire et chef du corps suisse d'aide humanitaire

Uruguay : Fernando Traversa, Directeur du système national de secours

Autres participants

CCNUCC : Patricia Espinosa, Secrétaire exécutive

Commission de l'Union africaine : Bahiigwa Godfrey, Directeur

Community Practitionners Platform : Prema Gopalan, directrice, Swayam, Shikshan Prayog

Conseil d'Auckland : Kiri Maxwell, Conseiller principal stratégies et partenariats

FNUAP : Natalia Kanem, Directrice exécutive adjointe des programmes

Fondation Enel : Carlo Papa, directeur

ONU Femmes : Yannick Glemarec, Directrice exécutive adjointe

Wetlands International : Jane Madgewick, CEO

Participants à la Plate-forme mondiale 2017 échangeant leurs points de vue entre deux séances officielles

Stratégies nationales et locales de Réduction des Risques de Catastrophe

Jeudi 25 mai, 9 h 00 - 11 h 00

Coprésidents : Shri Kiren Rijiju, Ministre d'État, Inde, **Joaquin Roa,** ministre, Secrétariat du Ministère national des situations d'urgence, Paraguay. **Aurora Denisse Ugalde Alegría,** maire de Tlalnepartla, Mexique.

Intervenants : Christos Stylianides, Commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises, Commission européenne. **Melchior Mataki,** Secrétaire permanent, Ministère de l'environnement, Président du Conseil national pour les catastrophes, Îles Salomon. **Kathy Oldham,** chef de service, Protection civile et unité résilience, association des autorités du grand Manchester, Royaume-Uni.

Le Cadre de Sendai appelle à un leadership politique fort, à l'engagement et à la participation de toutes les parties prenantes à tous les niveaux pour « écarter les nouveaux risques de catastrophe et réduire les risques existants en prenant des mesures intégrées et globales dans les domaines économique, structurel, juridique, social, culturel, environnemental, technologique, politique et institutionnel et dans les secteurs de la santé et de l'éducation qui permettent d'éviter l'exposition aux aléas ou de réduire la vulnérabilité aux catastrophes, améliorent la préparation à l'intervention et aux activités de relèvement, et renforcent ainsi la résilience ».

La poursuite d'un objectif aussi vaste exige une approche stratégique et un plan soigneusement défini pour veiller à ce que les efforts soient coordonnés, qu'ils impliquent l'ensemble de la société, et que les ressources soient efficacement utilisées dans tous les secteurs et par toutes les parties prenantes.

Reflétant cette exigence fondamentale, l'objectif E du Cadre de Sendai appelle à augmenter substantiellement le nombre de pays dotés de stratégies nationales et locales de Réduction des Risques de Catastrophe d'ici 2020.

Une stratégie peut se présenter sous des formes très diverses. Il peut s'agir d'un document de stratégie unique et détaillé, ou d'un système de stratégies par secteur et partie prenante dont les liens sont explicités par un document de synthèse.

La sélection des cibles de réduction et des différents types de mesures se fera en fonction des situations ; elle ne doit pas varier uniquement selon les conditions environnementales, physiques, sociales, culturelles et économiques, mais devra également dépendre de la perception des risques et de la tolérance aux risques de la société représentée par les décideurs.

Les participants ont reconnu que la valeur la plus importante ajoutée par l'élaboration de stratégies de Réduction des Risques de Catastrophe est la réunion de tous les secteurs gouvernementaux et des autres parties prenantes publiques et privées pour collaborer à un objectif commun et communiquer conjointement à ce sujet.

Cinq éléments propices à la réussite de la mise en œuvre des stratégies de Réduction des Risques de Catastrophe ont été recensés :

a) un solide mécanisme de gouvernance pour gérer le processus d'élaboration de la stratégie de Réduction des Risques de Catastrophe et la mettre en œuvre ;

b) une compréhension globale des risques de catastrophe, et les capacités adéquates pour justifier les mesures de gestion des risques de catastrophe ;

c) des ressources financières suffisantes et stables à consacrer à la mise en œuvre de la stratégie ;

d) des capacités techniques et institutionnelles de mise en œuvre ;

e) des mécanismes renforcés de suivi et d'évaluation périodique et de création de rapports publics concernant les progrès réalisés.

La note de synthèse de la 1re séance plénière décrit les étapes de l'élaboration des stratégies de Réduction des Risques de Catastrophe et définit les éléments propices à la mise en œuvre des stratégies.

PDF

Selon cette note de synthèse, cinq changements sociétaux fondamentaux sont nécessaires pour faire avancer les stratégies nationales et locales de Réduction des Risques de Catastrophe :

1. La cohérence avec le développement : les dirigeants à tous les niveaux du gouvernement, la communauté et les parties prenantes et tous les secteurs publics et privés doivent sortir de leur cloisonnement pour créer un mécanisme cohérent de Réduction des Risques de Catastrophe garantissant que les risques existants sont significativement atténués et que le futur développement est conduit en tenant compte des risques existants, de manière à éviter ou prévenir la création de nouveaux risques.
2. La responsabilité de l'ensemble de la société : tous les membres de la société doivent participer à une évolution culturelle rendant chaque personne responsable en termes de compréhension des risques de catastrophe et de rôle(s) joué(s) dans leur gestion.
3. L'engagement financier : les dirigeants financiers à tous les niveaux de gouvernance doivent élaborer et déployer une stratégie de financement de tous les aspects de la gestion des risques de catastrophe, y compris l'atténuation des risques existants ; ils doivent appliquer une gestion proactive des coûts liés aux risques résiduels (par exemple, moyennant la planification des conséquences ou du transfert des risques, ou une planification hybride).

4. Obligation de rapport : les dirigeants gouvernementaux aux niveaux national et infranational doivent rendre compte régulièrement à leurs électeurs de l'évaluation des risques et des progrès réalisés en matière de a) prévention de nouveaux risques de catastrophe, b) atténuation des risques de catastrophe existants et c) gestion des risques de catastrophe résiduels.
5. Compréhension exhaustive des risques de catastrophe : pour assurer la conception, la mise en œuvre, l'application et le suivi des mesures de gestion des risques de catastrophe, il est essentiel de disposer d'informations fiables sur les niveaux actuels de danger et de risque, et de comprendre les causes de la survenue des risques actuels.

Christos Stylianides, Commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises, pendant la séance plénière sur les stratégies nationales et locales de Réduction des Risques de Catastrophe

Une approche du développement durable et de la résilience raisonnée en fonction des risques pour les pays en situation particulière

Jeudi 25 mai, 15 h 00 - 17 h 00

Coprésidents : **Concetta Fierravanti-Wells,** Ministre du développement international et du Pacifique, Australie. **Fathimath Thasneem,** Ministre adjointe de la défense et de la sécurité nationales, Maldives. **Fekitamoeloa Katoa 'Utoikamanu,** Haute-Représentante des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.
Intervenants : **Inonge Mutukwa Wina,** Vice-Présidente de Zambie. Desmond McKenzie, Ministre de la gouvernance locale et du développement communautaire, Jamaïque. **Krishna Bahadur Raut,** Co-Secrétaire et chef de la division de gestion des catastrophes, Ministère de l'intérieur, Népal.

Les participants à la séance ont rappelé que les pays les moins avancés (PMA), les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (PEID) subissent l'énorme pression de catastrophes de plus en plus fréquentes et graves et des impacts du changement climatique.
Une approche cohérente de la Réduction des Risques de Catastrophe, du développement durable et de l'agenda du changement climatique sera bénéfique pour les pays en situation particulière et leur permettra de se renforcer mutuellement.
Quand les ressources et les capacités sont limitées, elles doivent être mobilisées pour servir des priorités communes, et non être dépensées tous azimuts. Des stratégies de mise en œuvre et de suivi plus cohérentes et plus efficaces doivent être appliquées à ces agendas qui se chevauchent pour améliorer efficacement la résilience et l'état de préparation dans les pays les plus vulnérables. Si des progrès ont été constatés – les petits États insulaires en développement ont été cités en exemple – les ministères et les parties prenantes de nombreux pays ont besoin de temps et de soutien technique pour réorganiser et intégrer leurs efforts.
L'aide officielle au développement reste la source majeure de financement de nombreux pays en situation particulière. Cette aide doit être raisonnée en fonction des risques et inclure des ressources financières prévisibles, ainsi qu'un transfert de technologie.
Les intervenants et les participants ont souligné que cette réalité confère une énorme importance aux partenariats régionaux et mondiaux. Renforcer les partenariats améliorera le soutien apporté aux pays en situation particulière et leur permettra d'accélérer le développement et la mise en œuvre des stratégies nationales de Réduction des Risques de Catastrophe d'ici 2020.
Les intervenants ont souligné que les instruments de financement doivent être mieux adaptés aux besoins des pays en situation particulière et des pays à revenu intermédiaire. Ils ont expliqué que les partenariats qui réduisent la fragmentation du financement de la Réduction des Risques de Catastrophe et de l'adaptation au changement climatique facilitent l'accès aux ressources.
Les pays en situation particulière ont également besoin de partenariats favorisant le transfert des connaissances et le partage des meilleures pratiques. Vu leurs ressources limitées, les pays ont apprécié le concept de transfert de technologies, notamment en termes de dispositifs améliorés d'alerte précoce, de technologies de l'information et de la communication et d'infrastructures résilientes.
Il a également été souligné que l'aide en matière de collecte et d'analyse des données visant à combler les lacunes dans la compréhension des pertes causées par les catastrophes améliorera les capacités de prise de décision dans le sens de la résilience des investissements.
La révision ou l'élaboration de politiques de Réduction des Risques de Catastrophe et de plans d'action conformes au Cadre de Sendai exigent une direction gouvernementale active, notamment dans les pays les moins développés et les plus vulnérables. Il faut mettre fin au cloisonnement, qui isole les unes des autres les fonctions nationales de développement, de financement et de Réduction des Risques de Catastrophe. Élaborer des stratégies nationales de Réduction des Risques de Catastrophe est une étape cruciale ; encore faut-il mettre en place une gestion efficace des risques de catastrophe qui les appliquera et les dirigera.
Les cadres législatifs et réglementaires doivent habiliter les institutions, de sorte qu'elles puissent répondre aux besoins des populations, piloter la mise en œuvre et promouvoir une approche de la Réduction des Risques de Catastrophe globale, multipartite et axée sur la prévention.
Par exemple, en Jamaïque le cadre législatif en matière de catastrophes, consacré dans la loi de 2015 sur la gestion des risques de catastrophe, habilite les autorités locales à élaborer des plans de réduction des risques qui renforcent la résilience en fonction des risques recensés localement et à prendre des décisions d'investissement sur la base de l'analyse de données locales précises.

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

En Zambie, la gestion des risques de catastrophe nationale inclut des dispositions de coordination et de mise en œuvre visant à faciliter l'élaboration de stratégies au niveau des districts. La gestion des risques de catastrophe est inspirée par le Cadre de Sendai, par le 7e plan national de développement 2017-2021 et par le programme d'action pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai 2015-2030 en Afrique.
Des appels ont été lancés en faveur d'un renforcement de la coopération entre les secteurs public et privé. Considérant l'impact économique disproportionné des catastrophes dans les PMA, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, les participants ont souligné le caractère indispensable des partenariats public-privé en tant que moyen de mettre en œuvre le Cadre de Sendai.

Les intervenants ont estimé que les investissements dans des infrastructures résilientes représentent une contribution majeure au développement durable et à la réduction de la pauvreté dans leurs pays. Ils ont souligné la nécessité d'une approche globale de l'aménagement du territoire et d'un cadre modernisé raisonné en fonction des risques pour guider le secteur de la construction. Le rôle des partenariats public-privé et celui des communautés locales en termes de « Mieux reconstruire » à la suite du tremblement de terre de 2015 au Népal a également été souligné.

Recommandations et engagements

- Intensifier les efforts d'exploitation des synergies entre les agendas complémentaires de la Réduction des Risques de Catastrophe, du changement climatique et du développement durable.
- Accélérer le développement des outils, des technologies et des instruments de financement et l'accès à ceux-ci, et former des partenariats pour soutenir le développement et la mise en œuvre de stratégies de Réduction des Risques de Catastrophe adaptées aux contextes spécifiques des pays en situations particulières.
- Mettre en place des structures de gouvernance couvrant les niveaux national et local, s'appuyer sur des parties prenantes multiples et intégrer les risques de catastrophe aux principaux processus nationaux d'élaboration de politiques de développement, de planification économique et de budgétisation.

Concetta Fierravanti-Wells, Ministre du développement international et du Pacifique, Australie, coprésidente de la séance plénière sur le développement durable dans les pays en situation particulière.

Suivi du Cadre de Sendai

Vendredi 26 mai, 9 h 00 - 11 h 00

Coprésidents : **Luis Felipe Puente Espinosa,** Coordinateur national de la protection civile du Mexique. **Robert Glasser,** Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe, UNISDR. **Marcus Oxley,** Directeur exécutif du Réseau mondial pour la Réduction des Risques de Catastrophe.
Intervenants : **Rohan A. Richards,** chef de service, division Gestion des données spatiales nationales, Jamaïque, et Coprésident de l'UN-GGIM (Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale). **Paloma Merodio Gómez,** Vice-Présidente, Institut national de statistiques et de géographie, Mexique. **Peter Felten,** directeur, Aide humanitaire/division politique, Bureau fédéral des affaires étrangères, Allemagne. **Natalia Kanem,** Sous-Secrétaire générale et Directrice exécutive adjointe, Fonds des Nations Unies pour la population.

En adoptant le Cadre de Sendai 2015-2030 pour la Réduction des Risques de Catastrophe, les États membres se sont engagés à mesurer, à assurer le suivi et à faire rapport systématiquement et périodiquement sur la réalisation des objectifs du Cadre de Sendai.
Les progrès vers la réalisation des sept priorités mondiales du Cadre de Sendai seront mesurés au moyen de 33 indicateurs, dont certains seront également utilisés pour mesurer les avancées vers les objectifs de développement durable 1, 11 et 13 qui sont liés aux catastrophes.
Le premier cycle de mesure des progrès de la mise en œuvre du Cadre de Sendai (qui couvre exceptionnellement les deux exercices biennaux 2015-2016 et 2017-2018) sera lancé début 2018, pour se terminer en mars 2019.
Une série d'indicateurs optionnels nationaux a également été définie ; elle pourrait être choisie par les pays pour mesurer à l'échelle nationale les cibles et priorités des stratégies nationales conformes au Cadre de Sendai. Ces indicateurs permettront aux pays d'évaluer les actions politiques, ainsi que les facteurs qui contribuent à réduire et à prévenir la création de risques et à renforcer la résilience.
Bien qu'optionnels, ces indicateurs nationaux sont essentiels si l'on veut mesurer l'impact des stratégies et méthodes de gestion des risques de catastrophe sur les facteurs de risque sous-jacents (y compris la pauvreté, la dégradation de l'environnement, l'expansion urbaine anarchique et la faiblesse de la gouvernance des risques).
De 2014 à 2016, l'UNISDR a soutenu une série d'études pilotes en Arménie, aux Fidji, en Italie, au Japon, au Liban, au Mozambique, au Paraguay et aux Philippines pour évaluer la faisabilité d'indicateurs pour le Cadre de Sendai. Les conclusions ont montré qu'outre des lacunes importantes en termes de données et de gouvernance des risques, l'efficacité et l'impact des efforts de suivi étaient entravés par plusieurs facteurs, parmi lesquels : les structures de gouvernance relatives à la gestion et au partage des données ; l'utilisation des données dans le cadre de la prise de décision ; et l'appropriation des initiatives internationales.
Ces problèmes étaient souvent aggravés par l'existence de multiples méthodes et normes de production des données, ce qui empêchait le partage de données entre institutions et parties prenantes intéressées. Le suivi efficace des progrès dans la réalisation des objectifs mondiaux du Cadre de Sendai et des objectifs de développement durable liés aux catastrophes est fondé sur la disponibilité, l'accessibilité, la qualité et l'applicabilité de multiples séries de données. Ces données seront collectées auprès de nombreuses sources via de multiples mécanismes, y compris, mais pas uniquement, les systèmes nationaux de comptabilité des pertes dues aux catastrophes, les systèmes nationaux de statistiques, les enquêtes auprès des ménages et les données issues de la routine administrative. Des données qualitatives et quantitatives seront nécessaires et pourraient être complétées par des observations de la Terre et des informations géospatiales, par exemple. La faisabilité et la qualité dépendront de la disponibilité et de l'accessibilité des données requises, lesquelles devront être suffisamment cohérentes et comparables pour permettre des mesures significatives des progrès et des impacts.
Pour avoir un tableau de la situation actuelle, l'UNISDR a effectué une étude sur la disponibilité de données aux fins du Cadre de Sendai pour évaluer l'état de préparation des pays à élaborer des rapports au regard des cibles mondiales. Pour contribuer à l'étude, 87 États membres de toutes les régions ont évalué leur état de préparation en termes de suivi et d'élaboration de rapports et, surtout, de disponibilité de données relatives aux catastrophes nationales, de manques de données relatives aux catastrophes et de type de ressources requises pour combler ces lacunes. L'étude a également évalué la capacité des pays à fixer des valeurs de référence pour mesurer les cibles mondiales du Cadre de Sendai.
Le rapport de synthèse de l'étude a conclu que la plupart des pays peuvent collecter une masse importante de données sur les pertes dues aux catastrophes requises pour mesurer les priorités A à D de Sendai et les objectifs de développement durable 1 et 11, mais qu'il existe des lacunes plus importantes de données pour les priorités E, F et G. Environ 83 % des pays sont en mesure de fournir des données sur le nombre de décès imputables aux catastrophes (priorité A), et 66 % peuvent indiquer le nombre de personnes directement affectées par les catastrophes (priorité B).
La pratique de la comptabilité des pertes dues aux catastrophes est bien établie dans de nombreux pays. Toutefois, les données sur les dommages matériels et l'impact humain sont

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

généralement plus disponibles que les données sur les pertes économiques, les moyens de subsistance, les pertes d'actifs et d'infrastructures spécifiques, le patrimoine culturel et les perturbations des services de base. La disponibilité de données pour les priorités C et D est donc généralement faible. Pour les priorités E à G du Cadre de Sendai qui concernent des indicateurs de politique et d'autres intrants, les pays font état de fortes variations de la disponibilité des données. Cela va de 57 à 72 % de pays pour les données relatives aux dispositifs d'alerte précoce, aux informations sur les risques et le nombre de personnes évacuées pertinentes pour la priorité G, et de 39 à 54 % de pays pour les données sur les stratégies nationales et locales de Réduction des Risques de Catastrophe existantes, conformes à la priorité E du Cadre de Sendai. La plus faible disponibilité de données – environ 20 % de pays – a été observée pour les indicateurs de la priorité F, qui mesurent la coopération internationale.

Certains pays ont indiqué qu'à leur connaissance les données n'étaient pas disponibles mais qu'elles pourraient néanmoins exister. Les données relatives aux catastrophes sont souvent produites et conservées par diverses parties prenantes et il se peut qu'elles ne soient pas connues de tout le monde ou qu'elles ne soient pas rendues publiques. Les chiffres du rapport doivent donc être considérés avec prudence.

Les agences de gestion de la réduction des risques, qui sont mandatées pour assurer le suivi du Cadre de Sendai, ont dans quelques cas noué de fortes relations avec des institutions de cartographie, des offices nationaux de statistiques ou autres producteurs de données. Mais ces cas sont des exceptions plutôt que la règle qui peuvent fonctionner de manière informelle plutôt que sur une base institutionnelle. En général, les protocoles de partage de données n'existent pas.

Les lacunes en matière de données doivent être comblées d'ici mars 2019 afin que les pays puissent établir des rapports pour le premier cycle officiel de présentation de rapports sur le Cadre de Sendai et fixer les valeurs de référence 2005-2015 requises aux fins des mesures. Exceptionnellement, le premier cycle de présentation de rapports couvrira les deux exercices biennaux 2015-2016 et 2017-2018.

Points de discussion supplémentaires

- Ventiler les données pour pouvoir adapter la politique aux besoins des groupes de parties prenantes, en accordant une attention particulière aux personnes affectées de manière disproportionnée.
- Veiller à ce que les informations soient accessibles sous une forme qui puisse être utilisée par de multiples groupes de parties prenantes.
- Harmoniser les informations et le processus de collecte de données relatives aux objectifs de développement durable et au Cadre de Sendai (et subséquemment celles liées à l'Accord de Paris) pour augmenter l'impact aux niveaux national et local, puisque ces données ne sont pas différenciées au niveau local.
- Les défis et les opportunités que représente l'amélioration du suivi si l'on intègre les points de vue des populations, y compris sur le changement de politique, doivent être pris en compte, ainsi que les conséquences des aléas naturels d'ampleur modeste survenant fréquemment.
- Il faut promouvoir l'inclusion en mettant l'accent sur la qualité des données et le partage des informations, afin de répondre aux attentes des communautés. Les personnes ayant des attentes et des besoins spéciaux ne doivent pas être négligées. Personne ne doit être laissé pour compte. Ce but ne peut être atteint que par un travail en commun, en élaborant des données pour les appliquer à une planification transformatrice qui profite à la totalité de la population.

Point d'action : collecte et diffusion de données relatives aux catastrophes

- Un suivi efficace doit inclure toutes les phases des catastrophes et toutes les parties prenantes. Pour que l'information soit efficace, les différentes séries de données doivent être intégrées et les données doivent être désagrégées.
- Des évaluations des risques doivent être effectuées et des cartes des risques dressées.
- Des séries de données sur les informations spatiales concernant tous les incidents antérieurs doivent être diffusées et mises à disposition au niveau local.
- Le partage des données et la coordination entre les gouvernements et entre les membres de la communauté constituent une responsabilité intersectorielle.
- Une infrastructure complète de données géospatiales est nécessaire pour connecter les consommateurs et les utilisateurs.
- Des plate-formes de partage de données doivent être mises en place, sur la base de l'interopérabilité et de données ouvertes pour favoriser l'accessibilité.
- Pour remédier aux manques de données sur les catastrophes, il convient d'adopter une méthode globale de collecte des données qui inclut les déplacements dus aux catastrophes dans la planification nationale.
- Il est nécessaire d'intégrer des données géospatiales aux informations statistiques de manière à fournir aux professionnels de la Réduction des Risques de Catastrophe des données leur permettant d'élaborer des stratégies et des mesures efficaces de Réduction des Risques de Catastrophe.

Point d'action : appliquer au suivi les données d'observation de la Terre liées aux catastrophes

- Pour permettre un suivi exhaustif aux niveaux régional, national et local, il est vital d'assurer l'accès pour tous aux informations géospatiales grâce à des protocoles de partage des données, des normes communes et une plate-forme d'information à accès libre.
- La coordination et l'intégration des différentes sources de données d'observation de la Terre sont essentielles pour garantir la mise en œuvre du cadre stratégique de l'UN-GGIM sur les informations et services géospatiaux, et pour compléter le suivi du Cadre de Sendai.
- Les données géospatiales sont importantes pour le suivi des cibles mondiales du Cadre de Sendai et les objectifs connexes des objectifs de développement durable, car elles peuvent contribuer à combler les manques de données.
- La génération d'informations sur les risques humains et environnementaux doit être incluse dans les objectifs en matière de données géospatiales ; elle doit comprendre des recommandations d'actions spécifiques à tous les niveaux pour toutes les parties prenantes.

Point d'action : intégration des données relatives aux catastrophes dans les statistiques officielles de suivi et amélioration de la cohérence

- Les systèmes statistiques nationaux doivent coordonner toutes leurs données nationales relatives aux catastrophes.
- La coordination entre les différentes unités est essentielle et doit être basée sur un cadre normatif aux fins de la génération d'informations par différents acteurs et de leur diffusion au public.
- Les comités et organes techniques au sein du système de statistiques traitent les indicateurs des objectifs de développement durable. Un processus similaire doit être établi pour les indicateurs du Cadre de Sendai.

Point d'action : les données relatives aux catastrophes doivent documenter la planification et les investissements multisectoriels et raisonnés en fonction des risques

- La coopération entre tous les niveaux, gérée par un solide point focal national du Cadre de Sendai doté d'un mandat de coordination précis et reconnu, et soutenue par une plate-forme nationale rassemblant tous les acteurs pertinents, est une condition préalable à une planification raisonnée en fonction des risques. Les données relatives à la Réduction des Risques de Catastrophe doivent être disponibles pour tous. Les actions doivent être centrées sur les personnes.

Marcus Oxley, directeur exécutif du Réseau mondial pour la Réduction des Risques de Catastrophe et coprésident de la séance plénière sur le suivi du Cadre de Sendai

- Pour garantir que les capacités du gouvernement en matière de fourniture de services critiques correspondent aux besoins de la communauté, il faut utiliser une approche interdisciplinaire des données relatives aux catastrophes qui implique les utilisateurs finaux.
- Les systèmes géographiques et statistiques doivent travailler de concert et systématiquement pour favoriser la disponibilité des données à utiliser pour le suivi et la mise en œuvre au niveau sectoriel.

Engagements

À titre de suivi de l'étude sur la disponibilité de données aux fins du Cadre de Sendai, l'UNISDR s'est engagé à travailler avec le système des Nations Unies et les organisations pertinentes pour aider les pays à renforcer leurs capacités à assurer le suivi du Cadre de Sendai et à mesurer les progrès de sa mise en œuvre.

Cohérence entre le Cadre de Sendai, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les changements climatiques

Vendredi 26 mai, 14 h 00 - 16 h 00

Coprésidents : **Willem Rampangilei,** ministre, Directeur de l'Agence nationale pour la gestion des catastrophes, Indonésie. **Manuel Bessler, Secrétaire d'État et délégué du conseil fédéral pour l'aide humanitaire, corps suisse d'aide humanitaire, et Vice-Directeur de l'Agence suisse de coopération au développement,** Suisse. **Madeleine Redfern,** maire d'Iqaluit, Canada.
Intervenants : **Saber Chowdhury,** Député, Bangladesh, et Président de l'Union interparlementaire. **Ingrid-Gabriela Hoven,** Directrice générale Questions mondiales, secteur des politiques et programmes, Ministère fédéral de la coopération économique et du développement, Allemagne. **Meleti Bainimarama,** Secrétaire permanent, Ministère du développement agricole, rural et maritime et de la gestion des catastrophes, Fidji. **Patricia Espinosa Cantellano,** Secrétaire exécutive, CCNUCC.

La séance plénière a été consacrée aux questions de cohérence avec les programmes du développement durable et du changement climatique. Les intervenants ont observé que le principe de la cohérence est déjà intégré dans les accords qui prennent en compte le programme à l'horizon 2030 et que les accords interdépendants offrent de multiples possibilités d'action. Les conventions de Rio, le nouvel Agenda urbain et des engagements comme la déclaration de New York sur les réfugiés et les migrants doivent également être pris en compte à cet égard.
La séance plénière s'est penchée sur le Forum politique de haut niveau sur le développement durable et le thème de l'année 2017 : «Éradiquer la pauvreté et promouvoir la prospérité dans un monde qui change ». Les pertes dues aux catastrophes ont été décrites comme des échecs des efforts de développement, et la Réduction des Risques de Catastrophe a été considérée comme une condition préalable à la réduction de la pauvreté et à la réalisation du développement durable.
Pour les personnes vivant dans la pauvreté, en ville ou à la campagne, l'exposition aux risques est plus élevée et les capacités de relèvement plus faibles. Or la résilience est essentielle à la réalisation du programme à l'horizon 2030. Les plus vulnérables doivent être placés au premier rang des plans et politiques de mise en œuvre.
Les processus de planification doivent garantir que tous les membres de la communauté, dans leur diversité, aient l'opportunité d'apporter leur contribution. Les intervenants ont exprimé l'opinion selon laquelle les gens sont vulnérables parce qu'ils sont exclus. On peut parvenir à la cohérence moyennant l'inclusion de toutes les parties prenantes. Le principe de la participation complète doit être appliqué dès les premières étapes de la planification. Accéder aux possibilités de s'impliquer doit être simple ; du temps doit être accordé aux parties prenantes pour se faire entendre.
Les participants ont reconnu le rôle des infrastructures essentielles dans la promotion de la prospérité et ont demandé instamment à ce que leur résilience soit assurée grâce à des investissements qui tiennent compte des risques de manière à réduire les pertes. Le secteur privé joue un rôle fondamental. Le rôle des assurances a été mis en lumière pour sa capacité à déterminer le prix des risques. La législation et les politiques qui soutiennent des approches intégrées préparent la voie aux investissements financiers.
Au cours de la séance, les interventions ont abondamment évoqué les questions de gouvernance et l'importance du renforcement des institutions.
Le représentant de la Suisse a expliqué comment l'établissement d'une plate-forme nationale a déclenché un passage de la riposte aux risques à la gestion de ceux-ci et conduit à l'intégration de cartes des risques dans la planification et les politiques d'aménagement du territoire.
Le représentant de l'Indonésie a exprimé l'avis que le renforcement de la résilience de la communauté doit passer par une approche connectée des trois accords ; il a évoqué l'expérience de son pays où ils ont été harmonisés au niveau local et où l'accent a été mis sur la résilience urbaine et des efforts complémentaires dans les zones rurales.
Aux Fidji, l'interconnectivité s'est faite progressivement, en s'appuyant sur la législation déjà en place.
Au Bangladesh, la cohérence et la convergence ont contribué à mettre le pays sur la voie d'un solide développement économique ; en outre, les députés jouent un rôle important dans le plaidoyer.
Le représentant de l'Allemagne a mis en lumière les efforts consentis pour renforcer la coopération entre les axes de travaux internationaux (y compris les contributions déterminées au niveau national [CDN] à l'Accord de Paris, le mécanisme sur les pertes et dommages, le Fonds vert pour le climat et le partenariat CDN).

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

Recommandations et engagements

- Renforcer la volonté politique nationale de mettre en œuvre l'approche cohérente déjà intégrée au Cadre de Sendai, à l'Accord de Paris et plus largement au Programme à l'horizon 2030.
- Établir un lien entre les stratégies nationales et locales (priorité E) et les processus nationaux de planification du développement ainsi que les contributions déterminées au niveau national à la mise en œuvre de l'Accord de Paris.
- Définir un ordre de priorité dans la régionalisation, la mise en contexte et la localisation des accords mondiaux.
- Relier plus efficacement les activités des différents ministères par la planification et les finances.
- Tirer parti des cadres et des mécanismes régionaux pour renforcer la cohérence au niveau national.
- Établir une relation entre l'évaluation des risques passés et les risques futurs pour soutenir une prise de décision raisonnée en fonction des risques.
- Définir un ordre de priorité dans le renforcement de la résilience des communautés, en mettant au premier rang les plus défavorisés et les plus marginalisés.
- Promouvoir une approche cohérente de la Réduction des Risques de Catastrophe, du développement durable et du changement climatique au travers des délibérations gouvernementales du Forum politique de haut niveau sur le développement durable.
- À l'occasion du Forum politique de haut niveau sur le développement durable 2017, reconnaître la Réduction des Risques de Catastrophes comme une stratégie de réduction de la pauvreté qui exige une approche pangouvernementale.
- Considérer la CdP23 comme une opportunité de lier les systèmes de suivi, de réduire la charge de production des rapports, de garantir la cohérence des données et de renforcer l'action sur le terrain.

Renforcer l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « Mieux reconstruire » durant la phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction

Mercredi 24 mai, 10 h 00 – 11 h 30

Coprésidents : **Shigeki Habuka,** Vice-Ministre de la coordination des politiques du conseil des ministres, Japon, **Lourdes Tibán,** députée au Parlement de l'Équateur et Rapporteure spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. **Aris Papadopoulos, Président fondateur du** groupe consultatif du secteur privé de l'UNISDR, États-Unis.

Intervenants : **Inonge Mutukwa Wina,** Vice-Présidente de Zambie. **Khaled Abu Aisheh,** directeur de la planification architecturale et urbaine, autorité de la zone économique spéciale d'Aqaba (ASEZA), Jordanie. **Marcie Roth,** CEO, Stratégies inclusives de gestion des situations d'urgence, et ancienne directrice du bureau d'intégration et de coordination du handicap, gestion des situations d'urgence au niveau fédéral, Agence/Ministère de la sécurité intérieure, États-Unis. **Johannes Luchner,** directeur de la gestion des situations d'urgence, ECHO, Commission européenne.

La séance spéciale a traité des défis concernant l'action « renforcer l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour "mieux reconstruire" durant la phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction ». Les discussions et les questions ont porté sur les Objectifs du Cadre de Sendai, sur les principes de responsabilité partagée et d'engagement de l'ensemble de la société, et sur les conditions nécessaires à la coopération internationale.

La séance à mis en lumière la nécessité urgente de garantir que les plans de préparation aux catastrophes et de relèvement tiennent compte des risques si l'on veut concrétiser la objectif E du Cadre de Sendai d'ici 2020. Les plate-formes multipartites de dialogue politique aux niveaux national et local sont un moyen efficace d'attribuer les rôles et les responsabilités parmi les parties prenantes ; elles sont également efficaces pour la planification de la préparation et du « mieux reconstruire ». Pour « mieux reconstruire », les participants ont souligné la nécessité d'une planification du relèvement avant les catastrophes.

L'importance de dispenser une formation générale sur les avantages de la résilience au secteur privé et aux consommateurs a également été mise en lumière. Aux fins d'une mise en œuvre harmonieuse, toutes les parties prenantes, y compris les citoyens, doivent participer à la planification de la préparation et au processus d'élaboration des plans de reconstruction. Il est important de garantir l'implication des femmes, des personnes handicapées et ayant des besoins fonctionnels particuliers, et d'autres personnes comme les autochtones, dans la planification avant la catastrophe. L'importance d'éduquer et d'impliquer les citoyens, qui sont souvent les premiers intervenants, a été soulignée.

La coopération régionale et mondiale est essentielle à la préparation et à la réponse aux catastrophes. Une analyse coût-bénéfice de la réduction des risques par rapport à la réponse aux catastrophes doit être effectuée et adressée aux ministres des finances et décideurs politiques. Un financement prévisible doit être constitué, en particulier par le secteur privé. Malgré des progrès substantiels en termes de préparation, les interventions en cas de catastrophe et la réduction des risques doivent être « aussi locales que possible, et aussi internationales que nécessaire ».

Recommandations et engagements

- Intégrer la planification du relèvement avant la catastrophe dans le cadre politique.
- Envisager de nouvelles structures ou améliorer celles qui existent, comme les plate-formes nationales et locales de Réduction des Risques de Catastrophe, y inclure la communauté scientifique et remédier au problème de la participation insuffisante du secteur privé et de la société civile.
- Renforcer les capacités des communautés à s'impliquer dans la planification de la préparation et du « mieux reconstruire » et à se l'approprier.
- Considérer le relèvement comme une occasion de favoriser l'accessibilité universelle et de garantir la primauté d'une approche d'intégration universelle.
- Construire l'argumentation pour prouver et justifier les avantages économiques de la résilience, de la préparation et de la planification du relèvement avant la catastrophe.
- S'efforcer d'équilibrer les dépenses entre Réduction des Risques de Catastrophe et intervention en cas de catastrophe, et d'intégrer l'intervention et le relèvement aux projets financés par l'action humanitaire.

Disponibilité et accessibilité des dispositifs d'alerte précoce multi-aléas et des informations sur les risques de catastrophe

Mercredi 24 mai, 11 h 45 – 13 h 15

Coprésidents : **Davit Edgar Tonoyan,** Ministre des situations d'urgence, Arménie. **Gautier Mignot,** Directeur adjoint de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international, Ministère des affaires étrangères, France. **Sharon Bhagwan** Rolls,coordinatrice, FemLINKPACIFIC.

Intervenants : **Petteri Taalas,** Secrétaire général, OMM. **Molly Nielson,** responsable de la gestion des catastrophes, Ministère des ressources naturelles et de l'environnement, Samoa, **Tatsuo Hirano,** député, Japon. **Elliot Jacks,** service météorologique national des États-Unis (au nom du Canada, du Mexique et des États-Unis d'Amérique).

La séance a souligné que les dispositifs d'alerte précoce multi-aléas, basés sur l'impact et centrés sur la population représentent, pour les autorités nationales et locales, des outils importants pour réduire le risque de catastrophes. Ils doivent donc faire partie des stratégies et plans nationaux de gestion des risques de catastrophes.
Les dispositifs d'alerte précoce doivent reposer sur les besoins en informations sur les risques pour identifier les menaces, les institutions et les populations exposées et leurs vulnérabilités, et pour établir des seuils de lancement d'alerte. Ces informations doivent refléter les multiples risques et aléas et prendre en compte le changement climatique. Le représentant des Samoa a partagé une bonne pratique selon laquelle les centres météorologiques et d'analyse du climat et des tsunamis ont été intégrés à des fins d'efficacité, pour fournir en temps utile des alertes et des services intégrés.
Les institutions de suivi et de prévision des risques naturels, comme les services météorologiques nationaux, doivent travailler en étroite collaboration avec les agences de protection civile et autres institutions pour relier plus efficacement, à tous les niveaux, les prévisions et les alertes aux mesures de préparation et de réponse.
La séance a souligné que les dispositifs d'alerte précoce doivent être inclusifs et sensibles au genre, reconnaître le rôle des femmes en tant que premières intervenantes, mais en tenant compte de tous les types de diversités. Des engagements doivent être pris concernant la mise en place de dispositifs d'alerte précoce plus inclusifs et plus équitables. La coopération mondiale et régionale doit être renforcée, ainsi que les investissements dans des dispositifs d'alerte précoce capables de prévoir les conséquences et pas seulement les événements. Les pays développés disposent de systèmes élaborés, mais il est nécessaire que d'autres ressources financières soient investies dans d'autres pays pour s'attaquer aux besoins actuels.

Les intervenants ont observé que l'initiative « Risques climatiques et dispositifs d'alerte précoce » (CREWS) constitue un modèle intéressant de soutien concerté entre pays et mieux adapté aux besoins des PMA et des pays les moins avancés et petits États insulaires en développement.
Bien que des technologies comme l'observation satellitaire permettent d'améliorer les prévisions, il est toujours nécessaire de communiquer les prévisions aux populations en temps utile et dans un format accessible et inclusif pour protéger les vies et les biens. À cet égard, la radiodiffusion publique doit être améliorée.

IGNITE STAGE

1. Consultation sur le prototype du Sendai Framework Monitor

Mercredi 24 mai, 10 h 00 – 11 h 30

Coprésidents : Mercedita A. Sombilla, Secrétaire adjointe, Autorité nationale pour l'économie et le développement, Philippines. **Yannick Glemarec,** Sous-Secrétaire général et Directeur exécutif adjoint aux politiques et programmes d'ONU-Femmes.

Intervenants : Martin Owor, commissaire à la préparation et à la gestion des catastrophes, cabinet du Premier Ministre, Ouganda. **Kamal Kishore,** membre de l'Autorité nationale de gestion des catastrophes, Inde **Nathalie Zaarour,** gestionnaire des projets de Réduction des Risques de Catastrophe, présidence du Conseil des ministres, Liban. **Andria Grosvenor,** directrice de la planification et du développement commercial, Agence de gestion des catastrophes et des situations d'urgence des Caraïbes (CDEMA).

La séance a été consacrée à la présentation du *prototype* du Sendai Framework Monitor aux États membres. Avec le stand de la place de marché, la séance a permis aux pays et autres utilisateurs finaux de se familiariser avec l'outil, de le manipuler et de l'essayer avant l'achèvement de la phase de conception.

L'Inde, le Liban, l'Ouganda et la CDEMA ont procédé dans leur pays à un test du prototype et ont présenté leurs conclusions lors de la séance.

La commission de statistique des Nations Unies ayant donné son aval, le suivi du Cadre de Sendai permettra aux États membres, aux organisations régionales intergouvernementales et aux autorités locales de suivre les progrès de la mise en œuvre du Cadre, ainsi que des éléments des objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris liés à la Réduction des Risques de Catastrophe. Le suivi fournira aux utilisateurs des informations pertinentes relatives aux risques, pouvant être utilisées sur le plan national pour faciliter le développement de politiques tenant compte des risques pour les secteurs critiques, de stratégies de mise en œuvre, de ressources appropriées, et pour renforcer la responsabilité de toutes les parties prenantes.

Les indicateurs, agréés au niveau international et définis au niveau national, constituent l'épine dorsale du système de suivi. En combinant les indicateurs relatifs aux pertes aux indicateurs relatifs aux risques et à la résilience et aux indicateurs relatifs à la politique, les pays pourront systématiquement évaluer les politiques et les mécanismes qu'ils ont mis en place pour gérer leurs risques de catastrophe et la mesure dans laquelle ces derniers sont efficaces s'agissant d'obtenir les résultats voulus – c'est-à-dire la réduction des risques et le renforcement de la résilience – ainsi que les résultats en termes de réduction des pertes et d'impact dus aux catastrophes. Pour garantir un suivi utile des progrès à différents niveaux et pour maximiser l'appropriation, le *prototype* comprend deux axes principaux : la déclaration de données mondiale et la déclaration de données personnalisée. La séance a décrit la hiérarchie des responsabilités et des capacités en matière de coordination et de saisie des données, d'analyse de données et de présentation de rapports pour les personnes et les entités dans toutes les institutions gouvernementales et à des niveaux administratifs multiples. Elle a examiné quelques-unes des principales caractéristiques du Monitor :

- L'analyse contribuera à une prise de décision raisonnée en fonction des risques
- Il permet de collecter des données au niveau national, sous-national et régional
- Les cibles personnalisées reconnaissent l'importance des spécificités des pays
- Possibilité de traduction dans une ou plusieurs langues locales
- Déclaration intégrée de données sur les objectifs de développement durable et les priorités du Cadre de Sendai
- Le rapport peut être publié ou rester confidentiel à la discrétion du gouvernement déclarant
- Interface conviviale
- Déclaration documentée au moyen de photos et de vidéos
- Basé sur des valeurs de référence établies depuis de nombreuses années par Desinventar, etc.
- Responsabilités de suivi et de présentation de rapport dans tous les ministères
- Suivi de multiples utilisateurs
- Fonctionne sur plusieurs plate-formes et avec plusieurs navigateurs
- Élaboré et validé selon un processus consultatif impliquant tous les pays.

Recommandations et engagements

- Soutenir les capacités de développement aux niveaux régional et national.
- Formuler des lignes directrices claires pour garantir la rigueur et la discipline requises.
- Accorder une attention supplémentaire aux indicateurs de niveau des intrants, ainsi qu'aux indicateurs de niveau des résultats et des réalisations.
- Le Moniteur doit pouvoir démontrer ses avantages en termes de réduction intégrée des risques pour de multiples entités gouvernementales.
- Se concentrer sur l'exploration de domaines critiques, par exemple, le développement urbain, l'agriculture, les ressources hydriques et les transports.
- Le Monitor doit être compatible avec les mécanismes de suivi régional/sous-régional.
- L'impact des déplacements de population doit être pris en compte.
- Le Monitor doit inclure les questions de genre.

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

2. Promouvoir des infrastructures critiques résilientes aux risques

Mercredi 24 mai, 10 h 00 – 11 h 30

Président : **Wais Ahmad Barmak,** Ministre de la gestion des catastrophes et des affaires humanitaires, Afghanistan.
Intervenants : **Hans T. Sy, Président**, comité directeur, SM Prime Holdings, Inc, Philippines. **Hirotada Matsuki,** Directeur du Bureau des affaires internationales, Division de la planification des cours d'eau, Bureau de la gestion de l'eau et des catastrophes, Ministère de l'aménagement du territoire, des infrastructures, des transports et du tourisme, Japon. **P. K. Mishra,** Secrétaire principal adjoint auprès du Premier Ministre, Inde. **Michele Young,** Conseillère régionale hébergement et construction pour l'Asie, Save the Children, Thaïlande. **María Inés Gutiérrez Prado,** Bureau de la défense nationale et de la gestion des risques de catastrophe, Ministère de l'éducation, Pérou.

Les intervenants ont convenu que les gouvernements, les donateurs et les banques multilatérales doivent assurer le soutien technique de la résilience des bâtiments et des infrastructures critiques qu'ils financent. Même si de nombreux outils et directives sont disponibles en matière de soutien de la résilience des constructions, le partage des connaissances et du soutien technique est nécessaire.
La séance a appelé à la formation d'une coalition (ou d'une « plate-forme ») mondiale de pays et d'organisations visant à partager les connaissances, les outils, les meilleures pratiques et les enseignements acquis concernant les questions d'infrastructures critiques, et à promouvoir la coopération technique. L'Inde s'est engagée à soutenir la formation d'une telle coalition.

Recommandations et engagements

- Comprendre et identifier les risques menaçant les infrastructures critiques, tant anciennes que nouvelles.
- Assurer systématiquement la maintenance des infrastructures, en effectuant régulièrement des évaluations et des travaux d'amélioration des infrastructures critiques anciennes.
- Les nouveaux plans et projets doivent être à la fois respectueux de l'environnement, écologiques, et résilients. Il est nécessaire d'améliorer la conception et les normes.
- L'UNISDR doit formuler des lignes directrices concernant les questions de résilience des infrastructures critiques.
- Les partenariats entre le gouvernement, le secteur privé, les communautés locales et les chercheurs doivent être renforcés et de nouveaux partenariats créés.

Intervenants de la séance de travail sur les infrastructures critiques résilientes aux risques

- Les banques multilatérales (par exemple, la Banque mondiale, la Banque asiatique d'investissement, la Nouvelle banque de développement, la Banque interaméricaine de développement) doivent être appelées à veiller à ce que toutes les infrastructures critiques qu'elles financent soient résilientes.
- Les politiques et les stratégies doivent tenir compte des risques, aux niveaux national et local et du secteur privé. Les gouvernements doivent envisager des mesures pour inciter le secteur privé à investir dans la Réduction des Risques de Catastrophes.
- L'accessibilité et la disponibilité de bonnes pratiques sont essentielles à la promotion d'infrastructures résilientes. Il convient d'appeler au partage des connaissances et des meilleures pratiques via une plate-forme internationale ou une coalition de pays, qui puisse être utilisée par différents pays pour partager et comprendre la résilience des infrastructures critiques. Le secteur privé doit être impliqué dans cette coalition. Il faut également établir une plate-forme en ligne pour faciliter le partage des bonnes pratiques parmi les pays et les parties prenantes à tous les niveaux.
- Il est nécessaire de promouvoir des systèmes d'assurance dans les pays défavorisés et d'échanger les meilleures pratiques des pays qui ont déjà établi de bonnes pratiques d'utilisation des assurances.

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

3. Coopération internationale à l'appui de la mise en œuvre du Cadre de Sendai

Mercredi 24 mai, 10 h 00 – 11 h 30

Président : **David Douglas Des van Rooyen,** Ministre de la gouvernance coopérative et des affaires coutumières, Afrique du Sud.
Intervenants : **Ingrid Hoven,** Directrice générale pour les questions mondiales, secteur des politiques et programmes, Ministère fédéral de la coopération économique et du développement, Allemagne. **Laura Tuck,** Vice-Présidente de la Banque mondiale pour le développement durable. **Rolf Alter,** Directeur de la gouvernance publique, OCDE. **Heidi Schroderus-Fox,** Directrice de l'UN-OHRLLS (pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement). **Sandra Wu,** Présidente et CEO de Kokusai Kogyo Co. Ltd, membre du conseil d'administration de l'UNISDR, réseau ARISE.

La séance a présenté quelques bonnes pratiques et initiatives réussies de la coopération internationale, notamment des transferts de technologie , elle a discuté des obstacles à la formation de partenariats Nord-Sud, Sud-Sud, et de partenariats triangulaires. Elle a également attiré l'attention sur les moyens de parvenir à une coopération internationale durable. Les intervenants et les participants ont annoncé des engagements concernant le renforcement de la coopération internationale et des partenariats mondiaux.
Ils ont souligné le besoin urgent d'une coopération internationale pour garantir la mise en œuvre du Cadre de Sendai et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier dans le contexte des pays ayant des besoins spéciaux. La nécessité de mieux comprendre les risques de catastrophe a été mise en lumière, ainsi que l'importance de recourir à un système de repérage des flux de financement officiels de la Réduction des Risques de Catastrophe, similaire à celui coordonné par le comité d'aide au développement de l'OCDE, afin de créer une base de référence significative. Les intervenants ont également mentionné l'importance des données relatives aux dépenses de gestion des risques.
La séance a mis en avant l'importance d'accroître la cohérence entre l'action humanitaire et la coopération au développement à long terme. Elle a également fait ressortir l'importance de la reconnaissance politique de la cohérence et de son renforcement dans les accords internationaux, notamment en liant les mécanismes de suivi aux rapports sur les objectifs et les indicateurs.
Les intervenants ont appelé à l'accroissement de la coopération en matière de transfert de technologie. L'établissement de la Banque de technologies pour les pays les moins avancés (PMA) a été cité comme une avancée majeure qui permettra à ces pays d'encourager les sciences, les technologies et l'innovation et d'intégrer les technologies dans le développement. Les intervenants ont appelé à augmenter les investissements et ont recommandé de faire un usage plus efficace des ressources existantes destinées à renforcer la coopération internationale. L'aide transitoire au développement soutenue par le gouvernement allemand a été citée comme un bon exemple de lien entre les approches humanitaires et de développement.
Les intervenants ont également insisté sur la nécessité d'un financement pluriannuel et d'un passage au financement des résultats plutôt que des activités, afin de garantir la flexibilité des approches adoptées pour réaliser les objectifs communs. La représentante de la Banque mondiale a cité certains instruments de financement innovants, comme les options de tirage différé pour les risques liés aux catastrophes pour les PMA et l'initiative SISRIS pour les petits États insulaires. Au cours de la séance, il a également été affirmé que le rôle de la publication des risques est vital dans la prise de décisions d'investissement informées sur les risques, de même que les conclusions du TFCD (groupe de travail du conseil de stabilité financière sur l'information relative aux changements climatiques).
La séance a aussi souligné le rôle de plus en plus stratégique du secteur privé s'agissant de garantir la coopération internationale. Le rôle de la société Kokusai Kogyo en matière de cartographie et de partage d'informations et données géospatiales a été cité comme un moyen essentiel de garantir la durabilité de la coopération internationale. Les partenariats business-to-business ou privé-privé ont été considérés comme un facteur important de garantie d'une mise en œuvre intégrée des cadres mondiaux.

Recommandations et engagements

- La société Kokusai Kogyo s'est engagée à mettre en œuvre des projets à exécution rapide sous la forme d'une coopération privé-privé impliquant des technologies de Réduction des Risques de Catastrophe, destinés aux pays en développement.
- La Suisse s'est engagée à affecter au moins un sixième de son financement destiné à l'aide humanitaire à la Réduction des Risques de Catastrophe.

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

4. Transfert de risques et assurance en vue de la résilience

Mercredi 24 mai, 11 h 45 - 13 h 15

Coprésidents : **Riikka Laatu,** directrice générale adjointe du département de la politique de développement, Ministère des affaires étrangères, Finlande. **Simon Young,** directeur d'exploitation de l'African Risk Capacity Insurance Company Limited, Afrique du Sud.
Intervenants : **Shaun Tarbuck,** CEO de la Fédération internationale des assurances coopératives et mutualistes, et membre du comité directeur du fonds de développement institutionnel de la Banque mondiale. **Robert Muir-Wood,** directeur de la recherche, Risk Management Solutions. **Phil Evans,** directeur d'exploitation du Met Office, Royaume-Uni. **Liliana Cardozo de Cano, Directrice générale,** Tajy insurance agency. **Sophia Belay, Directrice** de l'initiative R4 résilience rurale, Oxfam Amérique.

Le Cadre de Sendai, le programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris recommandent tous les trois le renforcement de la collaboration en matière de compréhension de la gestion des risques. Cela donne un nouvel élan au secteur des assurances pour s'engager à améliorer la réduction des risques, renforcer la résilience et soutenir un relèvement rapide post-catastrophe.
La séance a souligné que le secteur des assurances peut être une source d'idées innovantes ; il peut offrir des incitations financières et une protection pour encourager la résilience de la planification et des moyens de subsistance, il peut promouvoir l'acquisition de connaissances sur les risques et soutenir les décisions d'investissement. Les intervenants ont toutefois observé que les options individuelles ne généreront pas de dividendes de résilience pour les détenteurs de police et les sociétés et qu'elles ne sont pas durables. Les mécanismes de transfert de risques et d'assurance ne sont efficaces que s'ils sont fondés sur une compréhension exhaustive de l'ensemble de la configuration des risques et de ses indicateurs, précédée de la collecte de données et de preuves, d'une modélisation des risques transparente et soutenue par une solide évaluation des impacts. Pour être durable, toute solution de soutien du développement doit être fondée sur a) la définition de la configuration des risques, b) des données d'accès libre et de haute qualité, c) la compréhension par le client de la valeur de l'assurance et du transfert des risques, d) l'engagement actif du gouvernement dans la gestion et la régulation des risques, e) la confiance sociétale obtenue moyennant l'éducation, l'appropriation et l'habilitation des communautés et f) des partenariats – entre les gouvernements, la société civile et le secteur privé, à tous les échelons. De tels partenariats sont essentiels.

Les gouvernements doivent promouvoir la disponibilité des données, établir des normes et, moyennant des cadres réglementaires, récompenser les comportements réduisant les risques et les investissements raisonnés en fonction des risques. Les gouvernements peuvent promouvoir un mécanisme de transfert de risques souverain, par exemple, mais c'est moyennant des partenariats durables que de telles initiatives souveraines peuvent être remplacées par une activité commerciale menée par le secteur privé à une échelle fine, ciblée et durable, aux niveaux global et local.
Les systèmes d'assurance doivent être efficaces et résilients et placer les personnes au centre de la prise de décision. Ils doivent comporter des mécanismes d'acquisition de connaissances sur les risques pour soutenir la résilience sociétale. Comprendre et impliquer les communautés confrontées aux risques, satisfaire les besoins spécifiques pour augmenter la résilience et réduire les risques de catastrophe pour co-créer des services : tel est le changement de paradigme nécessaire pour aller au-delà de la simple fourniture de produits d'assurance afin de créer une plate-forme de réduction des risques et une couverture d'assurance durable.

Recommandations et engagements

- Des solutions d'assurance et de transfert des risques doivent être offertes en tant qu'élément de la stratégie intégrée de gestion des risques de catastrophe.
- Toute solution durable d'assurance et de transfert des risques doit être précédée d'une analyse approfondie permettant une compréhension exhaustive de la configuration des risques et des facteurs de risque, documentée par des données de haute qualité sur les risques, le recensement des actifs assurables, et être soutenue par un cadre réglementaire propice et par des connaissances accrues sur les risques.
- La conception du transfert de risques et des produits d'assurance doit être basée sur une tarification précise des risques, afin d'encourager un comportement adaptatif, du niveau souverain au niveau de la communauté.
- La résilience ne doit pas, sans évaluation, être sacrifiée au profit de l'augmentation des volumes ou de l'échelle.

5. Engagement du secteur privé dans la Réduction des Risques de Catastrophe

Mercredi 24 mai, 16 h 15 - 17 h 45

Président : **Chloe Demrovsky,** Disaster Recovery Institute International.

Intervenants : **Daniel Stander,** Directeur général, Risk Management Solutions. **Mark Crosweller**, Directeur général, Emergency Management, Australie. **Dale Sands,** Vice-Président principal et Directeur des pratiques mondiales, CH2M. **Jesús González Arellano,** partenaire, KPMG Mexique.

La séance a réaffirmé que les secteurs public et privé doivent travailler ensemble à l'atténuation des effets des catastrophes d'origine naturelle ou humaine. Les participants ont avalisé les recommandations suivantes :

Recommandations et engagements

- Les investissements raisonnés en fonction des risques encourageront le secteur privé à accroître ses investissements dans la Réduction des Risques de Catastrophe, ce qui atténuera les futurs risques qui menacent la société. Il existe de nombreuses opportunités d'attirer des investissements résilients. Le secteur privé peut favoriser la prise de décisions informées sur les risques en réalisant des études pour évaluer les pertes et en élaborant des scénarios de pertes probables permettant de mesurer les coûts de l'inaction.
- La compréhension des risques et des avantages de l'amélioration de la résilience est indispensable à une gestion efficace. La nécessité de la collaboration des secteurs public et privé aux fins de la Réduction des Risques de Catastrophe est plus importante que jamais s'agissant d'utiliser des décennies d'expertise et d'expériences inexploitées pour évaluer les chocs aigus et les stress chroniques. Les investissements public-privé doivent plus tenir compte des risques, faute de quoi les pertes en vies humaines et en capital continueront à augmenter.
- C'est à l'aune de la confiance de la communauté que le succès de la réduction du risque de catastrophe se mesure le mieux. L'aspect le plus important de la mission est la réduction des souffrances de la communauté. Par conséquent, tout ce qui est pensé, dit ou fait doit être motivé par ces deux principes.
- D'où l'importance des données, puisqu'elles permettent la compréhension, mais des progrès doivent être faits dans ce domaine. Le risque étant un facteur dynamique et qui évolue constamment, il est nécessaire d'étudier différents scénarios et diverses perspectives pour traiter la complexité des futures catastrophes.
- Il convient de se souvenir que les catastrophes sont davantage une affaire de cœur que de tête. Le ressenti des populations est important, voire plus important, que ce qu'elles pensent. Lorsque nous guidons les communautés au milieu de l'adversité, nous devons veiller à être en connexion avec elles, partager leurs expériences et faire usage de notre expertise si nous voulons vraiment gagner leur confiance et atténuer leurs souffrances.
- Il faut s'assurer de la compréhension des informations basées sur l'impact des catastrophes en termes de vies humaines et de pertes économiques ; la collaboration entre les secteurs public et privé est fondamentale pour rendre résilientes les communautés et les économies.
- Trois facteurs doivent être mis en exergue s'agissant de galvaniser l'engagement du secteur privé :
  - Les entreprises ont besoin de méthodes prouvant que les investissements dans la réduction des risques procurent des bénéfices en termes de performances financières et de valeur de l'entreprise.
  - Les publications de risques doivent être soumises à des audits indépendants, effectuées en temps utile et être récompensées pour inciter les entreprises à s'engager dans des actions de Réduction des Risques de Catastrophe.
  - Les gouvernements doivent faire davantage d'efforts pour encourager le secteur privé à appliquer son expertise non plus aux seuls indicateurs traditionnels, mais aussi aux indicateurs de résilience, qui estiment les coûts de l'inaction et la valeur des investissements dans la résilience.

Les participants sont d'avis que renforcer l'engagement du secteur privé, surtout celui des petites entreprises, dynamisera les avancées vers la réalisation des objectifs du Cadre de Sendai.

- La mesure des progrès en termes de résilience des investissements du secteur privé comporte des lacunes, ce qui souligne l'importance de définir des indicateurs risque/résilience.
- Le secteur public/privé ne peut mesurer le rapport coût-bénéfice de l'évitement des impacts des catastrophes (dividende de la résilience). Ceci est dû à l'absence d'intégration et de quantification des risques dans les questions d'investissement.
- Le secteur privé considère que la Réduction des Risques de Catastrophe est impérative si l'on veut parvenir au développement durable. Il est nécessaire de renforcer le dialogue, la coopération, la collaboration et l'éducation pour parvenir à un effort équilibré en faveur de la résilience.

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

6. Bases de données d'informations sur les risques et les pertes dues aux catastrophes pour une réduction efficace des risques de catastrophe

Mercredi 24 mai, 16 h 15 - 17 h 45

Coprésidents : **Fatih Özer,** Vice-Président de l'Autorité de gestion des catastrophes et des situations d'urgence (AFAD), Turquie. **Ricardo Peña-Herrera,** Vice-Ministre, Secrétariat de la gestion des risques, Équateur.

Intervenants : **Tom de Groeve, chef d'**unité, Centre commun de recherche de la Commission européenne. **Bapon Fakhruddin,** spécialiste senior, Réduction des Risques de Catastrophe et résilience au climat, Tonkin & Taylor, Nouvelle-Zélande. **Jutta May,** conseillère en gestion de l'information et des connaissances de la Communauté du Pacifique. **Anoja Seneviratne,** Directrice de la recherche et développement en atténuation, Centre de gestion des catastrophes, Sri Lanka.

La séance a couvert plusieurs préoccupations majeures relatives aux informations sur les risques et les pertes dues aux catastrophes. Les intervenants et les coprésidents ont évoqué l'importance de se doter de méthodes et lignes directrices normalisées de collecte de données pour établir et maintenir des bases de données nationales sur les pertes et effectuer des évaluations des risques. Les secteurs public et privé doivent s'engager à soutenir ces actions ; ce soutien doit être collecté et utilisé de bas en haut, des autorités locales aux autorités sous-nationales, nationales, régionales et mondiales.

Une importance particulière a été donnée à la collecte locale d'informations, surtout en raison de la forte présence de données ventilées. Toutefois, il convient de s'assurer que l'agrégation au niveau des statistiques nationales ne conduise pas à une perte d'informations critiques.

Les participants ont recommandé que l'évolution des aspects liés aux technologies, aux parties prenantes, à l'assurance qualité et à la gouvernance du traitement des données soit prise en compte dans les rapports au fil du temps. La mobilisation de ressources pour l'amélioration de la collecte, de l'enregistrement des données et de l'élaboration des rapports à tous les niveaux exige d'investir dans le renforcement des capacités locales et régionales. La coopération et les partenariats internationaux en matière de statistiques sur les catastrophes et les pertes sont nécessaires ; la création, si possible, de plate-formes de données ouvertes est encouragée.

La transformation des données relatives aux pertes en preuves statistiques à l'usage des décideurs politiques, des planificateurs du développement et des praticiens de la Réduction des Risques de Catastrophe a également été soulignée. Le but ultime de la collecte de données sur les risques et les pertes consiste à les utiliser dans le processus de réduction des risques, et pas uniquement à des fins d'élaboration de rapports.

Les données doivent passer du statut d'information à celui de preuve pour étayer la prise de décision. Il a été souligné tout au long de la discussion que la cohérence entre les différents cadres post-2015 ouvre la voie à une couverture et à une collaboration globales.

La séance a mis en lumière l'importance de se doter de méthodes et lignes directrices standardisées de collecte des données destinées à constituer et à maintenir des bases de données nationales sur les pertes dues aux catastrophes et sur les évaluations des risques ; elle a recommandé que, outre les cibles mondiales du Cadre de Sendai, une attention spéciale soit accordée à des cibles et indicateurs nationaux élaborés par les États membres, comme ceux relatifs au déplacement, ventilés de manière significative par genre, âge, revenu et personnes handicapées.

L'intervention de Bapon Fakhruddin, spécialiste senior en Réduction des Risques de Catastrophe et résilience au climat, pendant la séance de travail sur les informations relatives aux risques

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

7. Contribution de la science et de la technologie à la réalisation des cibles 2020 de Cadre de Sendai

Jeudi 25 mai, 11 h 15 - 12 h 45

Coprésidents : Renato Solidum, Sous-Secrétaire à la Réduction des Risques de Catastrophe et au changement climatique, Ministère des sciences et technologies, Philippines. **Juan Carlos Villagrán de León,** chef de service du Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence (UN-SPIDER) UNOOSA.
Intervenants : Gordon McBean, Président, CIUS. **Royol Chitradon,** Directeur de l'Institut d'informatique pour l'eau et l'agriculture, Thaïlande. **Irina Rafliana,** Secrétaire exécutive du Centre international interdisciplinaire de recherche avancée, Institut indonésien des sciences. **Ian Clark,** chef de l'unité de gestion des risques de catastrophe, Centre européen de connaissances en gestion des risques de catastrophe. **Marcial Bonilla,** directeur de la recherche fondamentale, CONACYT, Mexique.
Les participants à la séance ont salué le lancement du partenariat pour la science et la technologie (S&T) de l'UNISDR, ainsi que la feuille de route de la science et la technologie, à l'occasion de la conférence internationale sur la science et la technologie tenue à Genève en janvier 2016 pour renforcer l'importance de la contribution de la communauté S&T aux priorités du Cadre de Sendai.

Les intervenants ont présenté les progrès réalisés dans l'exécution des engagements à l'égard de la feuille de route de la science et la technologie, notamment l'établissement du centre européen de connaissances en gestion des risques de catastrophe de la Commission européenne, des centres de ressources régionaux pour la gestion des incendies et le lancement du partenariat mondial utilisant des technologies spatiales pour la Réduction des Risques de Catastrophe (GP-STAR).
L'initiative internationale sur les inondations du Centre international sur les risques liés à l'eau et leur gestion (ICHARM) a été présentée. Elle a été mise à jour afin d'examiner les besoins mis en avant par le Cadre de Sendai.
Les intervenants ont fait ressortir l'importance du soutien de la communauté de la science et la technologie aux gouvernements nationaux et locaux en termes d'accès et d'utilisation des évaluations multirisques et des analyses des risques, qui doivent inclure des informations documentées sur les risques, l'exposition et les vulnérabilités.
Les intervenants ont souligné avec force la nécessité de rapprocher la science et la technologie du développement de systèmes d'information afin d'améliorer le soutien à la prise de décision et à la politique, y compris par l'apport de conseils sur les indicateurs et l'amélioration de l'utilisation des données en tant que preuves, et en renforçant l'importance des sciences de la Terre et du climat dans la compréhension et la modélisation des risques qui déclenchent des catastrophes, ce qui permet l'établissement de dispositifs d'alerte précoce efficaces.
Les intervenants ont mis en lumière la nécessité du dialogue et d'une compréhension partagée entre la communauté scientifique, les décideurs politiques et la société, en intégrant les informations afin de couvrir la totalité du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
Le lancement de la publication « Youth Science Policy Interface », qui propose une feuille de route pour les jeunes scientifiques, souligne l'importance de la jeunesse dans les sciences et les technologies liées à la Réduction des Risques de Catastrophe. Le représentant de l'Institut des sciences indonésien a souligné le rôle renforcé que les femmes, les enfants, les jeunes et les personnes handicapées peuvent jouer dans le rapprochement de la science et du public.

Recommandations et engagements

- Élaborer le premier plan de travail 2017-2019 pour le nouveau groupe mondial de la science et la technologie de l'UNISDR et constituer des groupes consultatifs régionaux de la science et la technologie.
- Le Forum mondial des sciences, co-organisé par le conseil des sciences du Japon, le CIUS et l'UNISDR et qui aura lieu à Tokyo en novembre 2017, se concentrera sur le soutien de la science et la technologie aux plate-formes nationales de réduction du risque de catastrophe et aux rapports scientifiques de synthèse.
- Le CIUS s'est engagé à offrir sa collaboration scientifique aux programmes de recherche internationaux qu'il sponsorise ou co-sponsorise : l'IRDR (recherche intégrée sur les risques de catastrophes), Future Earth, programme mondial de recherche sur le climat, Urban Health, programmes mondiaux d'observation – pour permettre à l'Agenda post-2015 d'être traité efficacement.
- Mettre en œuvre une version actualisée de la feuille de route des jeunes scientifiques, avec des objectifs 2017-2019 plus ambitieux alignés sur les priorités de la feuille de route de l'UNISDR pour la science et la technologie, dont les résultats seront présentés à la prochaine réunion du partenariat mondial.

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

8. Réaliser les objectifs du Cadre de Sendai et les objectifs de développement durable au niveau local

Jeudi 25 mai, 11 h 15-12 h 45

Coprésidents : Riadh Mouakhar Ministre des affaires locales et de l'environnement, Tunisie. **Relinda Sosa Pérez,** Présidente de la Confédération nationale des femmes organisées pour la vie et le développement intégré (CONAMOVIDI).

La séance a couvert les quatre priorités du Cadre de Sendai, leurs liens avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 du point de vue des autorités locales et leur mise en œuvre au niveau local. Les participants ont exprimé des préoccupations quant aux défis que représente pour les autorités locales la mise en œuvre des accords mondiaux, vu leur manque de capacités et de ressources financières. La nécessité de définir une conception commune de l'interface entre les principaux accords post-2015 a été soulignée en tant que moyen de parvenir à la cohérence et de faciliter l'action.
La séance a été consacrée principalement à la nécessité de garantir une coopération verticale entre les autorités locales et nationales par le biais d'un cadre législatif, et de définir des normes minimales pour l'élaboration de stratégies de Réduction des Risques de Catastrophe et de résilience. L'égalité des genres a été reconnue comme une composante essentielle à prendre en compte dans l'élaboration de ces stratégies ; de même, les cadres mondiaux, comme les dix points essentiels pour rendre les villes résilientes, ont été considérés comme des lignes directrices précieuses pour les autorités locales.
Les participants ont fait remarquer l'importance de constituer une base de données intégrée d'évaluation des risques, qui permettrait aux autorités locales et au public d'accéder à des données et à des informations de haute qualité pour la prise de décision et pour renforcer la sensibilisation aux risques. Ils ont également estimé que la participation multipartite et l'association de la population aux processus de Réduction des Risques de Catastrophe et de renforcement de la résilience sont fondamentales pour améliorer les capacités sociales et pour renforcer le rôle des autorités locales en tant que parties prenantes essentielles dans la gestion des risques et dans la réponse aux catastrophes et le relèvement après celles-ci.
Les participants ont recommandé que les autorités locales prennent des mesures pour permettre la diffusion d'informations relatives aux risques et promouvoir des investissements tenant compte des risques, car ce sont des facteurs clés de la promotion de l'intégration de la Réduction des Risques de Catastrophe et de la résilience dans les stratégies de développement urbain. Le renforcement des réseaux urbains et les échanges de bonnes pratiques ont également été mentionnés comme d'importants mécanismes pour optimiser les ressources.
Le Conseil mondial des données urbaines s'est engagé à fournir une plate-forme de données ouvertes pour faciliter la prise de décision en matière de planification durable, évaluer les progrès et promouvoir l'échange de connaissances entre les villes.

Les personnes handicapées ont participé activement à la séance grâce à des robots de téléprésence et d'autres équipements installés pour améliorer l'accessibilité.

9. Accélérer les efforts de renforcement de la résilience des communautés aux catastrophes

Jeudi 25 mai, 11 h 15 - 12 h 45

Coprésidents : Win Myat Aye, Ministre de la prévoyance sociale, des secours et de la réinstallation, Myanmar. **Elhadj As Sy,** Secrétaire général de la FISCR.
Intervenants : Mayra Bermudez, responsable communautaire, coordinatrice, Mesa Nacional de Gestión de Riesgos, Honduras. **Kiyoshi Murakami,** conseiller principal, ville de Rikuzentakata, Japon. **Anne Akwango, d**irectrice de programme, Réseau de développement des associations de bénévoles autochtones, Ouganda. **Iván Andrey Brenes Reyes,** Président de la Commission nationale de prévention des risques et des interventions d'urgence, Costa Rica. **Vicente Raimundo Núñez-Flores,** Directeur du Bureau régional pour l'Amérique centrale, le Mexique et les Caraïbes, ECHO.

La résilience des communautés a été reconnue comme essentielle à l'avancement de la mise en œuvre des priorités du Cadre de Sendai et à la réalisation des objectifs de développement durable d'ici 2030.
Les participants ont réaffirmé l'importance de soutenir les communautés vulnérables dans leur recherche de la meilleure voie vers la résilience, en soulignant qu'un programme de la résilience durable devrait toujours être exécuté par les communautés locales elles-mêmes, qui doivent s'y engager en ayant le sens des responsabilités, de l'appropriation et des capacités nécessaires pour réduire les risques.
Le renforcement de la résilience communautaire ne peut être efficace et durable que si les besoins et la contribution des communautés locales sont reconnus, pris en compte et intégrés aux plans de gouvernance des risques.
Une attention particulière a été accordée à l'importance de localiser la Réduction des Risques de Catastrophe et de favoriser une mise en œuvre plus efficace du Cadre de Sendai au niveau local. Les bonnes pratiques appliquées au Honduras et en Ouganda mettent en lumière le leadership des femmes dans le contexte du processus de passage de la communauté à la résilience. Le Costa Rica et le Japon ont fait la promotion d'un nouveau modèle de gouvernance de la Réduction des Risques de Catastrophe, basé sur l'inclusion et la participation active des communautés locales au processus national de programmation, conception et prise de décision. Le Japon se fonde sur le principe des objectifs de développement durable selon lequel « personne ne doit être laissé pour compte », sur les systèmes nationaux de Réduction des Risques de Catastrophe et les investissements qui atteignent réellement les communautés locales et les populations les plus vulnérables, en complétant les initiatives et la gouvernance locale et en favorisant une action précoce sur le terrain.
Cette nouvelle forme de partenariat et de coopération entre les communautés et les gouvernements nationaux/locaux est cruciale pour parvenir à une gouvernance de la Réduction des Risques de Catastrophe plus efficace, plus transparente et plus inclusive.
Les participants ont appelé à l'accroissement des investissements au niveau communautaire et à un financement précoce. Les communautés ont été encouragées à travailler en collaboration plus étroite avec les autorités locales pour que leurs besoins et exigences soient mieux intégrés et reflétés dans les budgets locaux. Il convient de trouver des sources de financement externes pour compléter le financement domestique via des mécanismes comme le programme de préparation aux catastrophes (DIPECHO) de la Commission européenne.

Recommandations et engagements

- Les gouvernements nationaux et locaux doivent accélérer leurs efforts en faveur d'une intégration sociale accrue. Pour ce faire, ils doivent offrir plus systématiquement à la communauté en général - y compris aux femmes - des opportunités de s'impliquer dans la programmation et la conception de la RRC (y compris la recherche de ressources et la prise de décision) et dans la formulation et la mise en œuvre de stratégies et politiques inclusives locales de RRC d'ici 2020.
- Les partenaires financiers doivent accroître les investissements dans la résilience communautaire, atteindre plus largement les communautés locales et garantir que les instruments et les possibilités de financement soient mieux connus, plus accessibles et mieux adaptés aux besoins des communautés locales.
- La FISCR s'engage à aider 1 milliard de personnes d'ici 2025 à renforcer leur résilience aux catastrophes et à enregistrer leurs contributions à l'égard des objectifs de développement durable via la « Coalition d'un milliard pour la résilience » et la feuille de route vers la résilience des communautés.

10. Gouvernance de la Réduction des Risques de Catastrophe

Jeudi, 25 mai, 17 h 00 - 18 h 30

Coprésidents : **Anura Priyadarshana Yapa,** Ministre de la gestion des catastrophes, Sri Lanka. **Robert Šakić Trogrlić,** doctorant, université Heriot-Watt, Édimbourg (groupe enfants et jeunes), Royaume-Uni.
Intervenants : **Carlos Iván Márquez Pérez,** Directeur de l'Unité nationale de gestion des risques de catastrophe, Colombie. **María Luisa Romero**, Ministre de l'intérieur, Panama **Fadi Hamdan,** Directeur général du Centre de gestion des risques de catastrophe, Liban. **Dilanthi Amaratunga,** Présidente du groupe de travail «transformer les mots en actes » de la gouvernance de la Réduction des Risques de Catastrophe, Sri Lanka. **Natalia Ilieva,** chef de bureau et assistante exécutive du Secrétaire général de l'Union de radio-télévision Asie-Pacifique.

Les discussions de la séance ont porté sur les délicates questions de la gouvernance des risques de catastrophe du point de vue du gouvernement, des communautés et du secteur privé. La première édition du guide « Des paroles aux actes », qui traite du domaine essentiel de la gouvernance de la Réduction des Risques de Catastrophe et du devoir de rendre compte, a été présentée.
Les intervenants ont convenu que la gouvernance des risques de catastrophe aux niveaux national, régional et mondial constitue la base d'une gestion efficace et efficiente des risques de catastrophe. La réussite du processus de gouvernance de la Réduction des Risques de Catastrophe dépend d'une forte volonté politique au plus haut niveau gouvernemental. Considérant que le Cadre de Sendai n'est pas un instrument juridiquement contraignant, les pays doivent transformer la volonté politique en politiques et cadres juridiques nationaux propres à garantir que la Réduction des Risques de Catastrophe est réglementée et appliquée.

Recommandations et engagements

- Atteindre de manière efficace les objectifs prioritaires du Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe est subordonné à la volonté politique de traduire une disposition mondiale non contraignante comme le Cadre de Sendai en mécanismes nationaux de gouvernance visant à guider les secteurs public et privé dans leur traitement des risques de catastrophe.
- Pour que la prévention, l'atténuation, la préparation, l'intervention, le relèvement et la réhabilitation soient efficaces, il est essentiel que les mécanismes de gouvernance encouragent la coordination au sein et entre les secteurs et impliquent la participation des parties intéressées.
- La première édition du guide « Des paroles aux actes », présentée pendant la séance, constitue un mécanisme de promotion du devoir de rendre compte qui propose aux pays des directives pratiques de mise en œuvre du Cadre de Sendai.
- Les médias peuvent jouer un rôle important dans la gouvernance des risques de catastrophe : a) en brisant le cloisonnement et en touchant les différents groupes, b) en tant que mécanisme de présentation de rapports qui informe le public des engagements du gouvernement et c) en tant que mécanisme d'éducation et de renforcement des capacités, en communiquant au public des informations relatives aux risques et à la gestion des risques.

11. Protection des écosystèmes, gestion et agriculture résiliente pour la Réduction des Risques de Catastrophe

Jeudi, 25 mai, 17 h 00 - 18 h 30

Coprésidents : Rustham Nazarzoda, ministre, Président de la Commission des situations d'urgence et de la protection civile, Tadjikistan. **Jane Madgwick,** CEO, Wetlands International.

Intervenants : Adrian Fitzgerald, responsable de la politique relative au changement climatique et à la résilience, Ministère des affaires étrangères et du commerce, Irlande. **Rony Estuardo Granados Mérida,** Directeur de l'Institut national des forêts, Guatemala. **Margareta Wahlström,** Présidente de la Croix-Rouge suédoise.

Les participants ont débattu de la nécessité de comprendre les risques liés à la dégradation des écosystèmes et à certaines pratiques de gestion agricole. Les risques qu'implique le fait de ne rien faire pour inverser cette tendance à la dégradation doivent être pris en compte. La demande en produits alimentaires accroît la pression sur les sols, les ressources hydriques, les zones humides et autres écosystèmes et, par conséquent, augmente l'exposition aux catastrophes naturelles. Les participants ont partagé des exemples positifs montrant comment la gestion des écosystèmes et une agriculture résiliente réduisent les risques de catastrophe.

Recommandations et engagements

- Établir un ordre de priorité dans les approches basées sur les écosystèmes pour exécuter les engagements au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment via les contributions déterminées au niveau national à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique et aux plans d'action nationaux pour la biodiversité au titre de la Convention sur la diversité biologique et de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.
- Réexaminer les efforts de protection et de restauration des écosystèmes dans le contexte des politiques nationales et sectorielles, en accordant une attention spéciale à l'aménagement du territoire et à la planification de la gestion de l'eau aux fins de la Réduction des Risques de Catastrophe et de l'adaptation au changement climatique.
- Prendre en compte les causes et les conséquences du changement environnemental pour les bassins versants lors de l'élaboration des stratégies locales de Réduction des Risques de Catastrophe. En tant que facteur crucial, l'eau peut contribuer à faire concorder les intérêts des utilisateurs d'eau et des communautés, induire une prise en compte des écosystèmes dans la planification sectorielle, favoriser un développement informé sur les risques et créer des incitations.
- Dans les stratégies économiques nationales, reconnaître la gestion des écosystèmes aux fins de la Réduction des Risques de Catastrophe comme une opportunité de création d'emplois verts.
- Cartographier et assurer le suivi des infrastructures naturelles/vertes, qui servent d'infrastructures essentielles, dans le contexte de la présentation de rapports sur les objectifs C et D du Cadre de Sendai.
- Mettre en lumière les projets de nouvelles infrastructures pour lesquelles des solutions basées sur la nature ou hybrides (combinaison de solutions techniques et basées sur la nature) pourraient être proposées.
- Définir des normes et des indicateurs pour les infrastructures naturelles, sur la base des directives existantes.
- Constituer un groupe de défenseurs politiques originaires de différents pays qui préconiseront la gestion basée sur les écosystèmes et contribueront à traiter les conflits d'intérêts existants.
- Impliquer et habiliter les parties prenantes, via des approches multipartites, pour qu'elles fassent un usage durable de leurs terres, des ressources en eau et des écosystèmes. La participation de la communauté, en particulier la participation des femmes, est indispensable au succès. Adhérer aux principes du consentement préalable libre et éclairé dans le contexte des actions menées avec les populations autochtones.
- Renforcer les capacités en matière de conformité au sein des communautés locales, notamment via les ONG. Renforcer les compétences des décideurs en matière de production alimentaire et obtenir leur engagement en faveur de la protection de l'environnement.
- Accroître les investissements moyennant un engagement proactif et un dialogue régional avec les industries agroalimentaires, extractives, de gestion des infrastructures côtières et hydriques et des ressources naturelles, d'ici la réunion de la Plate-forme mondiale 2019.
- Recenser, moyennant une cartographie des vulnérabilités et des opportunités à l'échelle du paysage, les zones où les écosystèmes doivent être restaurés et conservés, et en recourant également à des simulations. Exploiter les mécanismes existants, comme le Défi de Bonn, et la mise en œuvre de la convention relative aux zones humides (convention Ramsar).

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

12. Réduction des Risques de Catastrophe inclusive et axée sur les personnes

Jeudi, 25 mai, 17 h 00 - 18 h 30

Coprésidents : Abul Kalam Azad, coordinateur en chef des affaires liées aux objectifs de développement durable, cabinet du Premier Ministre, Bangladesh. **Natalia Kanem,** directrice exécutive adjointe des programmes, FNUAP.
Intervenants : Lenny N. Rosalin, Vice-Ministre de la croissance et du développement des enfants, Indonésie. **Mary Jack,** coordinatrice provinciale d'ActionAid, Vanuatu. **Carlos Kaiser,** directeur exécutif, ONG Inclusiva, Chili. **Raphael Obonyo,** conseiller externe du conseil consultatif de la jeunesse d'ONU-Habitat.

Au cours de la séance, l'importance d'intégrer le risque auquel sont confrontés les enfants et les jeunes dans les stratégies nationales élaborées par les pays, ainsi que l'importance de s'appuyer sur leurs capacités sont ressorties.
Parvenir à l'inclusion de tous exige la mise en place de systèmes interactifs. Les intervenants ont souligné la nécessité d'entreprendre trois actions interconnectées : a) renforcer les connaissances et les compétences, b) changer les attitudes et les systèmes de valeurs et c) promouvoir une gouvernance inclusive. Cela permettra aux populations marginalisées et aux organisations de soutien de s'impliquer en tant que coproductrices de solutions contre les risques.
Un appel énergique a été lancé en faveur de la disponibilité de données et d'utilisation de données pour informer les politiques publiques, mesurer la Réduction des Risques de Catastrophe et élaborer des rapports sur ses avancées en collectant des données ventilées et des pratiques innovantes, y compris en exploitant les nouvelles technologies. En particulier, les jeunes devraient être impliqués dans la collecte et l'utilisation de données aux fins de la planification, de la budgétisation, du suivi et de l'évaluation de l'impact et des progrès, pour garantir l'inclusion et renforcer le principe de la présentation de rapports sur la Réduction des Risques de Catastrophe.
Les activités liées à la santé, la protection, l'éducation et la génération de revenus sous-tendent l'autonomisation durable des femmes et des jeunes. Les impacts des catastrophes sur les prestations de soins non rémunérées passent largement inaperçus et ne sont en général pas inclus dans le calcul des pertes dues aux catastrophes. Améliorer la compréhension et collecter davantage de données sur cette question permettrait de renforcer les arguments en faveur de politiques et de services soucieux de parité et d'augmenter le rôle de dirigeant des femmes dans la Réduction des Risques de Catastrophe.
Garantir une Réduction des Risques de Catastrophe inclusive et centrée sur les personnes par le biais des mécanismes de suivi et d'évaluation du Cadre de Sendai est essentiel pour protéger le bien-être des communautés exposées à des risques élevés. Il est impératif de collecter davantage de données locales et régionales ventilées par âge, sexe, handicap et statut de mobilité et d'en faire une analyse approfondie pour comprendre l'effet d'une gouvernance inclusive et du principe de présentation de rapports aux groupes marginalisés.

Recommandations et engagements

- Les comités de gestion des risques de catastrophe doivent inclure tous les genres, âges, et les personnes handicapées.
- Rassembler et publier les expériences acquises et les meilleures pratiques en termes d'inclusion au plan mondial pour améliorer la prévention et l'état de préparation, pour qu'elles soient utilisées par les diverses parties prenantes, y compris les agences de protection civile.
- Former et autonomiser les femmes et les bénévoles en leur donnant accès aux processus de prise de décision et en les impliquant pleinement dans ceux-ci.
- Les États membres sont instamment invités à mettre en œuvre la déclaration adoptée à Dacca sur le handicap et la gestion des risques de catastrophe et à remettre leur rapport à ce sujet lors de la réunion de suivi du Cadre de Sendai en 2019.

13. Patrimoine culturel et connaissances autochtones pour le renforcement de la résilience

Vendredi 26 mai, 11 h 15 - 12 h 45

Coprésidents : Ana Lucy Bengochea Martínez, Coordinatrice de la plate-forme communautaire WAGUCHA et experte en autonomisation et gouvernance des communautés autochtones, Honduras. **Kiren Rijiju,** Ministre de l'intérieur, Inde.
Intervenants : Gianluca Silvestrini, Secrétaire exécutif de l'accord EUR-OPA Risques majeurs, Conseil de l'Europe. **Simon Lambert,** autochtone maori, Nouvelle-Zélande. **Lara Steil,** Centre national de prévention et de lutte contre les incendies de forêt (PREVFOGO), Brésil. **Nuria Sanz,** Directrice et représentante du bureau de l'UNESCO au Mexique, **Todd Kuiack,** Directeur de la gestion des situations d'urgence, affaires autochtones et du Nord, Canada.

Au cours de la séance, il a été souligné que 76 % du patrimoine culturel pourrait être affecté par des catastrophes dans les prochaines années. Par conséquent, le patrimoine culturel et le savoir traditionnel doivent être considérés comme des sujets actifs qui contribuent directement à la construction de la résilience des communautés. Bien que plusieurs initiatives se soient appuyées avec succès sur les connaissances autochtones traditionnelles et locales aux fins de la Réduction des Risques de Catastrophe, l'application de ces outils et méthodes doit être plus cohérente.
Les participants ont appelé à l'élaboration de plans d'urgence pour les sites les plus vulnérables. Après une catastrophe, le système de gouvernance peut être désorganisé, ce qui peut affecter l'intégrité du patrimoine culturel. Pour être efficace, toute réponse doit prendre en compte dès l'origine la protection du patrimoine culturel.
Les intervenants ont insisté sur la nécessité d'établir un programme visant le renforcement des capacités de tous les groupes existants, y compris les autorités, les communautés locales et les populations autochtones, pour gagner la confiance des parties prenantes et susciter l'engagement politique de protéger les biens culturels en tirant parti du patrimoine aux fins de la résilience.
La séance a mis en lumière l'importante contribution du patrimoine culturel au développement économique, non seulement en termes de tourisme mais aussi en termes de création d'emplois. Une approche holistique a été proposée au niveau national pour protéger le savoir des autochtones au niveau local.

Le patrimoine culturel doit être utilisé comme un moyen, et non comme une fin, pour promouvoir la diversité et la compréhension mutuelle. Les participants ont partagé quelques exemples montrant comment le patrimoine culturel a été utilisé avec succès dans des zones sortant d'un conflit pour reconstruire la cohésion sociale et le dialogue entre communautés. Quand une catastrophe survient dans une zone isolée, les capacités locales jouent un rôle vital dans la réponse. Par conséquent, il convient que les capacités locales et le savoir traditionnel soient intégrés aux politiques et aux plans. Les gouvernements doivent fournir aux communautés locales les moyens de renforcer leurs capacités.

Recommandations et engagements

- Adopter une approche holistique de la résilience culturelle ; aller au-delà de la protection des infrastructures.
- Accroître la reconnaissance de l'importance de la protection du patrimoine immatériel, comme la diversité culturelle et le savoir traditionnel.
- Promouvoir l'élaboration de plans d'urgence pour les sites les plus vulnérables. Établir un ordre de priorité dans la protection et la restauration du patrimoine culturel et le valoriser en tant qu'actif essentiel aux fins du relèvement.
- Développer le rôle de dirigeant et accroître la participation des populations autochtones à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques.
- Soutenir le renforcement de l'intégration du savoir traditionnel dans l'utilisation durable des ressources et la protection du patrimoine naturel.
- Augmenter la mobilisation des ressources et les investissements consacrés au renforcement des capacités à préserver les sites du patrimoine culturel.
- Investir dans les infrastructures humaines au niveau de la communauté selon une approche inclusive ; soutenir les connaissances de la communauté et favoriser la participation de celle-ci.
- Associer les connaissances scientifiques et le savoir traditionnel pour préserver le patrimoine culturel.

14. Promouvoir l'aménagement du territoire et la planification urbaine pour réduire les risques de catastrophe

Vendredi 26 mai, 11 h 15 - 12 h 45

Coprésidents : Rolando Ocampo Alcántar, Vice-Président de l'Institut national de statistique et de géographie, Mexique, et coprésident de l'UN-GGIM. **Dan Lewis,** responsable de l'unité de réduction des risques urbains, UN-HABITAT.
Intervenants : Roberto Moris, Centre national de recherche pour la gestion intégrée des catastrophes naturelles, Chili. **Miho Ohara,** chercheur senior au Centre international sur les risques liés à l'eau et leur gestion (ICHARM), Japon. **Ebru Gencer**, Directrice exécutive du Centre de Réduction des Risques de Catastrophe et de la résilience urbaine.

Les coprésidents ont souligné que l'intensité accrue des aléas climatiques, associée à une urbanisation rapide, entraînera probablement une pression croissante sur la capacité des gouvernements locaux à remédier aux vulnérabilités de la population urbaine, en particulier des personnes défavorisées.
Les participants se sont entendus pour reconnaître que l'urbanisation sauvage et rapide et la mauvaise gestion du territoire sont des facteurs sous-jacents des risques de catastrophe, et que l'aménagement du territoire et l'amélioration de la planification territoriale doivent être une priorité.
La séance a été concentrée sur les bonnes pratiques relatives aux défis que représente l'intégration de la réduction des risques dans l'actuelle planification territoriale et les pratiques de gestion au niveau local ; les participants ont également souligné que l'accès aux informations relatives aux risques et leur utilisation contribueront à l'obtention d'un consensus sur de meilleures pratiques d'aménagement du territoire.
Cela implique la nécessité de sensibiliser les responsables gouvernementaux, la société civile, les communautés et les bénévoles à des plans et politiques d'aménagement du territoire qui favorisent la Réduction des Risques de Catastrophe, ainsi qu'à la nécessité de s'appuyer sur les capacités techniques et scientifiques pour consolider les connaissances existantes, afin de soutenir l'élaboration de tels plans et politiques.
Les participants ont également réaffirmé que le Cadre de Sendai et le Nouvel Agenda urbain reconnaissent l'existence d'un risque sans précédent de catastrophes naturelles et humaines et soulignent l'importance de disposer d'évaluations de la vulnérabilité et d'impact afin de revoir les plans, les politiques et les programmes qui renforcent la résilience urbaine.

La séance a également fait ressortir que les efforts de Réduction des Risques de Catastrophe doivent être intégrés à tous les processus formels ou informels de planification et à l'ensemble du cycle de planification ; ils doivent être incorporés au système de planification même, y compris les cadres juridiques et réglementaires et les dispositions financières. Des recommandations ont été faites sur la manière de garantir que les autorités locales aient accès aux informations, outils et technologies aériennes, spatiales et in situ nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre des plans d'aménagement du territoire informés quant aux risques.

Recommandations et engagements

- Renforcer les capacités pour aider les autorités locales à atteindre l'objectif E (l'ICHARM a offert son expertise).
- Exploiter les initiatives qui fournissent des données géospatiales pour aider les villes et les planificateurs, comme le comité d'experts des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale.
- Poursuivre les efforts visant à garantir la cohérence et l'harmonie de la réalisation des objectifs communs du Cadre de Sendai et du Nouvel Agenda urbain.
- Finaliser le guide de mise en œuvre « Des paroles aux actes » du Cadre de Sendai relatif à l'aménagement du territoire et à la planification urbaine.

15. Santé et Réduction des Risques de Catastrophe

Vendredi 26 mai, 11 h 15 - 12 h 45

Coprésidents : Supamit Chunsuttiwat, Conseiller spécial, Ministère de la santé publique, Thaïlande. **Aida P. Zabal Laruda,** Tolosa Federation of Senior Citizens Organization, Philippines.
Intervenants : Alex Camacho, Conseiller régional en préparation aux situations d'urgence et Réduction des Risques de Catastrophe, OPS. **Massimo Ciotti, Directeur adjoint** de l'unité Capacités et communication en santé publique, Centre européen de prévention et de contrôle des maladies. **William Karesh,** Vice-Président exécutif pour la santé et la politique, EcoHealth Alliance. **Cristina Romanelli,** Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. **Felipe Cruz Vega,** Ministère de la santé, Mexique.

L'approche actuelle des situations d'urgence sanitaire et des catastrophes est principalement réactive et néglige les opportunités critiques de prévention, d'alerte précoce et de détection, et de réaction en temps utile.
La séance a insisté sur le fait que la mise en œuvre des aspects sanitaires du Cadre de Sendai et des Principes de Bangkok sur le statut et le traitement des réfugiés implique nécessairement l'intégration efficace des urgences sanitaires dans les plans, plate-formes et données relatifs à la Réduction des Risques de Catastrophe, une planification tenant systématiquement compte des risques dans le secteur de la santé et la promotion de la résilience des systèmes de santé.
Les Principes de Bangkok décrivent les actions clés à entreprendre par les pays et les agences pour optimiser la prévention, l'état de préparation, la réponse et le rétablissement après les urgences sanitaires et traitent également des impacts sanitaires des autres types de catastrophes.
Ceci doit être en accord avec la mise en œuvre des objectifs de développement durable, en particulier de l'objectif 3 relatif à la santé, et avec les dispositions en matière de santé de l'agenda du changement climatique et du Nouvel Agenda urbain. Les rapports sur la mise en œuvre au niveau national des aspects sanitaires du Cadre de Sendai doivent être intégrés au Sendai Framework Monitor.
La séance a souligné la nécessité d'atténuer les risques de catastrophe sanitaire en ciblant mieux leurs facteurs sous-jacents, en renforçant les capacités du personnel médical en matière de Réduction des Risques de Catastrophe, en intégrant des approches écosystémiques pour « mieux reconstruire », et en partageant les meilleures pratiques fondées sur des preuves.
L'objectif d'ici 2020 est que la santé fasse partie intégrante de stratégies et plans nationaux et locaux de Réduction des Risques de Catastrophe sensibles à la dimension du genre et incluant les dynamiques des déplacements de population pour prendre en compte le risque de transmission de maladies et d'urgences sanitaires dû aux corridors de mobilité humaine.
La séance a permis de souligner que la coordination et les approches multisectorielles comme l'initiative « One Health » sont essentielles pour gérer les risques de catastrophe sanitaire. La collaboration régionale et transfrontière est également vitale pour l'application du Règlement sanitaire international.
La séance a recommandé l'utilisation des nouvelles technologies pour cartographier les risques sanitaires, l'emploi d'une méthode scientifique et fondée sur des preuves pour la préparation, l'intervention et le rétablissement, et l'établissement de données de base sur les pertes en termes de santé dues aux catastrophes, y compris les pertes économiques.
Pour traiter les risques climatiques et de catastrophe, la séance a encouragé les investissements dans la résilience du secteur de la santé, par exemple par des incitations en faveur d'infrastructures sanitaires et d'hôpitaux sûrs, écologiques et adaptés au changement climatique.

Recommandations et engagements

- Adaptation complète du Cadre de Sendai et des principes de Bangkok aux efforts actuels de mise en œuvre d'hôpitaux sûrs et résilients (adaptation de l'initiative « Hôpitaux verts et intelligents » lancée par l'OPS dans les Caraïbes). (Gouvernement du Mexique)
- a) Financement pour la création d'un système universel de soins de santé, b) partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé pour établir un instrument de financement de l'action contre les pandémies, c) projet avec le Gouvernement du Japon pour améliorer la préparation aux pandémies et d) examen des projets de la Banque mondiale pour garantir l'inclusion des questions de santé et de risques climatiques et de catastrophe. (Banque mondiale)
- L'adoption et la mise en œuvre du Plan d'action 2016-2021 du secteur de la santé pour la Réduction des Risques de Catastrophe par les ministres de la santé des Amériques en septembre 2016 et la contribution qu'il pourrait apporter à la réalisation des objectifs du Cadre de Sendai constituent une avancée importante dans la Réduction des Risques de Catastrophe sanitaire.

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

Simulation d'une catastrophe en réalité virtuelle pendant la Plate-forme mondiale 2017

STAGE IGNITE

RÉUNIONS PRÉPARATOIRES

ÉVÉNEMENTS PARALLÈLES

ÉTATS PARTICIPANTS

PLACE DE MARCHÉ

CÉRÉMONIES

Mettre en œuvre le Cadre de Sendai par la collaboration intersectorielle – l'approche innovante de l'Alliance du secteur privé pour les sociétés résistantes aux catastrophes [ARISE] pour renforcer la résilience

Mercredi 24 mai, 13 h 30 - 14 h 30

Président : Simon Clow, responsable de l'engagement avec les parties prenantes, AXA. **Orateurs : Leo Abruzzese,** directeur des politiques publiques, The Economist Intelligence Unit. **Luke Brown,** directeur de l'équipe de stratégie d'atténuation, département de la stratégie de résilience aux catastrophes, gouvernement australien. **Josh Sawislak,** Directeur mondial de la résilience, AECOM. **Hans T. Sy,** Président du comité directeur, SM Prime.

La séance a permis de souligner que la Réduction des Risques de Catastrophe est probablement l'un des meilleurs exemples de la nécessité d'une collaboration entre le secteur privé et les gouvernements afin de porter la résilience à un niveau supérieur. Des exemples concrets existent déjà au niveau local, notamment des partenariats entre villes et entreprises. Ces initiatives prouvent que les entreprises sont désireuses d'investir dans la résilience.
Au cours de la séance, l'exemple de l'Australie a été mis en exergue. Le pays a incité le secteur privé à s'engager en faveur de la Réduction des Risques de Catastrophe et travaille en étroite collaboration avec celui-ci pour mettre en œuvre le Cadre de Sendai.

Recommandations

- Créer un puissant mouvement mondial en vue de réduire les risques de catastrophe en présentant les meilleures pratiques appliquées par le secteur privé pour maximiser l'impact de la mise en œuvre du Cadre de Sendai.
- Étendre l'adoption du Modèle d'évaluation des risques opérationnels intégrant le risque de catastrophe, mis en œuvre conjointement par l'Economist Intelligence Unit et l'UNISDR et qui représente une importante avancée permettant aux entreprises d'acquérir une meilleure compréhension du risque de catastrophe dans le cadre de la planification des activités et des décisions d'investissement tenant compte des risques de catastrophe.
- L'exemple du projet de construction de logements de SM Cares Haiyan selon le principe « mieux reconstruire », mis en œuvre conjointement par SM Prime et des partenaires du secteur privé avec les autorités locales, peut également être reproduit dans d'autres pays. Le projet est axé sur des stratégies de gestion des risques de catastrophes, de réduction des risques urbains et de résilience. Pour éviter de futurs dommages similaires à ceux causés par le typhon Haiyan (Yolanda), des villages des Philippines sont reconstruits selon le principe « mieux reconstruire » dans le but de les rendre résilients aux catastrophes et résistants aux futurs typhons.
- La formation des petites et moyennes entreprises au Tableau de bord pour la résilience aux catastrophes revêt une grande importance. Le projet s'appuie sur les enseignements tirés de l'ouragan Katrina pour améliorer l'état de préparation et de résilience des petites entreprises de La Nouvelle-Orléans. AECOM et la ville de La Nouvelle-Orléans ont effectué une enquête exhaustive sur plus de 200 entreprises qu'elles ont ensuite formées pour leur permettre d'améliorer leur planification d'activités résilientes aux catastrophes et leurs décisions d'investissement tenant compte des risques de catastrophe.

Comprendre et prendre des mesures sur les risques liés à la vision des communautés autochtones au Mexique.

Mercredi 24 mai, 13 h 30 - 14 h 25

Pour plus d'informations, contacter : giorgia.pergolini@wfp.org

Protéger les personnes déplacées en raison d'une catastrophes grâce à de meilleures données et de meilleures connaissances sur les risques de déplacement

Mercredi 24 mai, 13 h 30 - 14 h 30

Président : Allan Lavell, coordinateur du Programme d'étude sociale des risques et des catastrophes, école latino-américaine des sciences sociales (FLACSO). **Orateurs : Peter Felten,** Directeur de la division d'aide humanitaire et Président de la Plate-forme sur les déplacements dus aux catastrophes, Allemagne. **Michelle Yonetani,** conseillère stratégique senior en matière de catastrophes et de changement climatique, Conseil norvégien pour les réfugiés/Observatoire des situations de déplacement interne. **Roy Barboza Sequeira,** Secrétaire exécutif, CEPREDENAC. **E. Evan P. Garcia,** Représentant permanent des Philippines auprès de l'ONU à Genève, Filipe Nainoca, Directeur général de la Croix-Rouge des Fidji.

La séance a été centrée sur la nécessité d'améliorer les données et les connaissances sur les risques de déplacement causés par les catastrophes. Les derniers chiffres mondiaux disponibles, ain-

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

si que les meilleures pratiques aux niveaux régional et national pour combler les lacunes en termes de collecte de données et de disponibilité, ont été présentés. La séance a mis en lumière la nécessité de renforcer la collecte de données sur les déplacements causés par les catastrophes au niveau national, à la fois comme mesure de prévention et de réduction des risques et d'élément clé du soutien de la réponse aux catastrophes. La compréhension du risque de déplacement des populations et des raisons d'un tel risque peut faciliter la conception en temps utile de mesures appropriées de résilience et de protection, lesquelles contribueront à réduire notablement le risque de déplacement et à limiter les impacts sociaux des catastrophes, tout en renforçant la résilience des communautés.

La séance a souligné que les catastrophes déplacent davantage de personnes que les conflits et la violence : rien qu'en 2016, 24,2 millions de personnes ont été déplacées en raison de catastrophes, contre 6,9 millions déplacées en raison de conflits. Depuis 2008, 25,3 millions de personnes en moyenne ont été déplacées chaque année par des catastrophes. La moitié de ces déplacements ont lieu dans les pays à revenu faible et à revenu moyen inférieur, principalement en Asie.

Les intervenants ont observé qu'il existe des exemples de méthodes et de pratiques efficaces de collecte des données sur les déplacements survenant dans le contexte des catastrophes, et d'intégration du déplacement dans les politiques et stratégies nationales de Réduction des Risques de Catastrophe et de gestion des risques basées sur les données collectées et la recherche.

Recommandations

- La collecte de données sur les risques de déplacement, les vulnérabilités, les modèles de déplacement et les besoins des personnes déplacées doit être une priorité pour tous les pays travaillant au renforcement de leurs efforts de Réduction des Risques de Catastrophe.
- Renforcer les capacités nationales de mesure et de collecte systématique de données ventilées sur le déplacements en vue de fournir une aide adéquate, d'évaluer les vulnérabilités et d'identifier les personnes et les communautés à risque de déplacement.
- Promouvoir l'échange et l'utilisation des pratiques efficaces existantes en matière de recherche et de collecte de données sur les déplacements liés aux catastrophes ; renforcer la collaboration et les partenariats entre gouvernements, les agences d'aide humanitaire, la communauté scientifique et toutes les parties prenantes impliquées dans la collecte et l'analyse des données.
- Définir des objectifs et des indicateurs nationaux pour l'élaboration des rapports au niveau national et au niveau mondial du Sendai Framework Monitor.

Expériences de Réduction des Risques de Catastrophe dans le Pacifique

Mercredi 24 mai, 13 h 30 - 14 h 30

Présidente : Audrey Aumua, Directrice générale adjointe de la Communauté du Pacifique, Nabua, Suva, Fidji.

Orateurs : Taneti Maamau, Président de la République des Kiribati. **Mattlan Zackhras,** Président adjoint et Ministre assistant spécial du Président des Îles Marshall. **Meleti Bainimarama,** Secrétaire permanent du Ministère du développement rural et maritime et de la gestion des catastrophes, Fidji. **Morika Hunter,** Présidente du Conseil des Fidji pour les catastrophes économiques et la résilience, Fidji.

La séance a été l'occasion d'échanger des expériences et des informations sur le changement climatique et les risques de catastrophe rapide et lente. Le Président des Kiribati a souligné que, pour chaque pas que le pays fait sur la voie du développement, il recule de deux ou trois pas à cause du changement climatique et des catastrophes. Les orateurs ont insisté sur le fait que le changement climatique continue à être l'un des plus grands défis du développement. L'objectif 13 de développement durable relatif à la lutte contre le changement climatique reconnaît ces défis, et constate qu'il est impossible de parler de Réduction des Risques de Catastrophe sans parler du changement climatique. Il est affligeant de voir les gens continuer à lutter contre l'élévation du niveau de la mer, contre les inondations et les catastrophes.

Le Président adjoint des Îles Marshall a indiqué qu'en 2015 et 2016, l'extrême faiblesse des précipitations et un phénomène El Niño intense ont entraîné l'une des plus longues périodes de sécheresse de l'histoire du pays. Les communautés de l'île périphérique ont alors été confrontées à un grave défi. Des points de distribution d'eau ont dû être installés en plusieurs lieux de l'île.

Le secteur agricole, le plus gravement touché par la sécheresse, a enregistré une baisse de sa production brute de 1,77 million USD. Par conséquent, la vulnérabilité des Îles Marshall aux risques climatiques est réelle et ne peut être ignorée.

Le Secrétaire permanent du Ministère du développement rural et maritime et de la gestion des catastrophes des Fidji a décrit en détail les impacts du cyclone tropical Winston sur les Fidji. Environ 40 % des habitants ont été affectés ; 90 % des structures ont été détruites dans les zones les plus durement frappées ; 100 % des structures ont été anéanties dans certaines des petites îles de l'archipel, et des logements d'urgence, de l'eau et de l'assistance ont dû être fournis à environ 150 000 - 250 000 personnes.

Il a expliqué que le cyclone avait permis au ministère de tirer des enseignements sur les manques en matière de relèvement et de réhabilitation, mais aussi sur les points positifs. Toutes les maisons qui avaient été construites selon le principe « mieux

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

reconstruire » ont résisté à Winston.
La Présidente du Conseil des Fidji pour les catastrophes économiques et la résilience a souligné qu'une entreprise sur quatre ne survivra pas à une catastrophe. Par conséquent, il est important d'aider les communautés à se doter d'un plan de continuité des activités économiques et à savoir comment l'appliquer dans la pratique. Il est également important de veiller à ce que les chaînes d'approvisionnement soient résilientes. Il est bon de travailler de manière collaborative pour éviter de devoir tout faire à la dernière minute, après une catastrophe.

Phénomène El Niño : atténuation, riposte et réhabilitation. L'Afrique tire-t-elle les leçons des catastrophes passées ?

Mercredi 24 mai, 13 h 30 - 14 h 30

Présidente : Thandie Mwape Villadsen, coordinatrice de la diplomatie humanitaire de Partners for Resilience.

Orateurs : Josefa Sacko, commissaire du Département de l'économie rurale et de l'agriculture, Commission de l'Union africaine. **Francesco Rocca,** Vice-Président de la FISCR ; **Mitiku Kassa,** commissaire, Ministre d'État de la gestion des risques de catastrophe et du secteur de la sécurité alimentaire, Éthiopie. **Zachary Atheru,** chargé de programme pour la Réduction des Risques de Catastrophe, Autorité intergouvernementale pour le développement. **Papa Zoumana Diarra,** directeur de la division de planification des situations d'urgence, African Risk Capacity, Afrique du Sud. **Zeituna Roba Tullu,** Cordaid Kenya, directrice pays, Partners for Resilience.

La séance a permis d'étudier les possibilités d'intégrer les réponses humanitaires à la résilience des communautés à long terme et d'améliorer les connaissances en matière d'atténuation efficace, de stratégies d'intervention et de relèvement et de meilleures pratiques. L'objectif de la séance était de sensibiliser, d'écouter ceux qui ont fait preuve de résilience aux impacts d'El Niño, d'exploiter leurs expériences collectives pour suggérer des interventions résilientes et viables et des interventions programmatiques aux défis posés par El Niño et autres risques de catastrophe.
La principale discussion a été centrée sur les préparatifs effectués dans l'éventualité que l'Afrique orientale et australe soit frappée par El Niño avec une fréquence accrue.
La séance a souligné la valeur de la préparation aux risques liés au changement climatique et aux autres risques ; elle a fait ressortir l'importance de lier l'aide humanitaire au développement à long terme.
Les intervenants ont reconnu les capacités des communautés locales à répondre aux divers risques et à renforcer la résilience ; en ce qui concerne El Niño, ils ont suggéré que les efforts de renforcement de la résilience doivent être inclusifs, axés sur l'action et produire des résultats.

Recommandations

- Soutien accru en faveur de l'efficacité de l'atténuation et des politiques d'intervention et de relèvement ; intensifier l'application des meilleures pratiques dans les interventions de Réduction des Risques de Catastrophe visant le phénomène climatique El Niño et autres risques liés au climat.
- Intensification du plaidoyer en faveur du renforcement des initiatives de résilience.
- Appel à présenter des rapports sur la mise en œuvre des engagements pris lors de diverses conférences mondiales et régionales.
- Nécessité d'investir dans le renforcement de la résilience des systèmes de production et des moyens de subsistance dans le Sahel et en Afrique orientale et australe.
- Intégrer les interventions de riposte et de relèvement dans les processus nationaux de planification du développement et des budgets.

Systèmes d'alerte précoce centrés sur les personnes : pouvons-nous réellement apporter du changement ?

Mercredi 24 mai, 13 h 30 - 14 h 30

Pour plus d'informations, contacter : gavin.iley@metoffice.gov.uk

Un changement de paradigme en matière de Réduction des Risques de Catastrophe : intégration des solutions basées sur les écosystèmes aux changements climatiques et aux dimensions de développement

Mercredi 24 mai, 13 h 30 - 14 h 30

Présidente : Jane Madgwick, CEO, Wetlands International.

Orateurs : Fabrice Renaud, directeur de la section vulnérabilité environnementale et services écosystémiques, Institut de la sécurité environnementale et humaine, UNU. **Juriaan Lahr,** directeur des relations internationales, Croix-Rouge néerlandaise. **Javier Gonzales Iwanciw,** chercheur en politique relative au changement climatique, Helvetas Swiss Inter-cooperation. **Margaret Arnold,** spécialiste senior en développement social, Banque mondiale. **Francis Ghesquiere,** directeur du GFDRR. **Shukri Farah Ahmed,** responsable adjoint du programme de résilience de la FAO.

La séance a permis de souligner que l'importance des solutions écosystémiques pour la Réduction des Risques de

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

Catastrophe est largement reconnue par tous les grands cadres post-2015 et par les revues scientifiques de haut niveau. Les écosystèmes – comme les zones humides – peuvent contribuer à absorber les chocs et les changements à long terme et à soutenir les moyens de subsistance de la plupart des populations les plus défavorisées, des facteurs essentiels pour parvenir à la résilience. Les intervenants ont fait ressortir l'importante lacune en termes de mise en œuvre à l'échelle et d'investissement dans les solutions de « business as usual », ainsi que dans les grandes infrastructures hydrauliques et la protection des côtes, étant donné que plus de 90 % des catastrophes sont liées à l'eau. Dans ce contexte de perte continue d'écosystèmes comme les zones humides, il convient d'accorder beaucoup plus d'attention à la régulation naturelle des eaux dans les stratégies et les investissements de Réduction des Risques de Catastrophe.

La séance a également mis en lumière le rôle clé joué par la société civile lorsqu'elle apporte des perspectives sur les communautés dépendantes des écosystèmes pour leur survie et leurs moyens de subsistance, ce qui peut documenter les investissements et les politiques. La société civile peut également contribuer à renforcer les capacités des gouvernements et d'autres parties prenantes sur la base de son travail sur le terrain.

Recommandations

- Créer une plate-forme de pays champions pour susciter un élan et galvaniser l'intégration d'infrastructures vertes dans les stratégies de Réduction des Risques de Catastrophe et d'adaptation au changement climatique.
- Placer les écosystèmes au centre des plans nationaux et locaux de Réduction des Risques de Catastrophe et des plans nationaux d'adaptation, qui seront intégrés aux politiques sectorielles.
- Promouvoir, à tous les niveaux gouvernementaux, la prise en considération de solutions d'infrastructures vertes avant d'envisager des solutions grises dans les zones urbaines, rurales, côtières et maritimes pour renforcer la résilience aux catastrophes.
- Cartographier et quantifier les risques et le ratio coût-bénéfice de différentes approches d'infrastructure (grise/verte) ; recourir à des simulations pour étudier les options de gestion des terres et de l'eau afin de concilier les différentes exigences sectorielles et paysagères.
- Refondre les politiques, les règlements et les mesures d'incitation pour permettre une planification éclairée sur les risques du développement de l'agriculture et des infrastructures, ainsi que la mise en œuvre de solutions d'infrastructures vertes.
- Communiquer pour expliquer simplement et clairement pourquoi et comment une approche écosystémique est avantageuse.
- Passer à une collaboration intersectorielle en matière de gestion des écosystèmes, de l'eau et du territoire, en ayant une compréhension commune de l'exposition, de la vulnérabilité et des causes fondamentales des risques.

Entreprises résilientes : approches et stratégies d'intégration de la Réduction des Risques de Catastrophe et de l'adaptation au changement climatique dans les investissements du secteur privé

Mercredi 24 mai, 13 h 30–14 h 25

Présidente : Katharina Schaaff, conseillère de l'unité de gestion de l'Initiative mondiale de gestion des risques de catastrophe, GIZ.

Orateurs : Ingrid Hoven, directrice générale des questions mondiales, secteur des politiques et programmes, Ministère fédéral de la coopération économique et du développement, Allemagne. **Marianella Feoli Peña,** CEO, Fundecooperación, Costa Rica. **Hans Guttman,** directeur exécutif du centre asiatique de préparation aux catastrophes. **Bijan Khazai,** chercheur scientifique senior, Institut de technologie de Karlsruhe. **Joseluis Samaniego Leyva,** directeur de la division du développement durable et des établissements humains, CEPALC.

La séance a permis de souligner que les entreprises, surtout les PME, sont confrontées à l'augmentation des risques climatiques et de catastrophe ; ceux-ci doivent être réduits afin d'éviter de graves conséquences pour l'économie et la société en général. Ces entreprises représentent elles-mêmes une bonne part de la solution. Elles peuvent être des pionnières en termes de solutions innovantes, et repérer les opportunités d'investissement viables dans la résilience. Elles peuvent être des investisseurs dans la résilience, les moteurs de l'innovation et des employeurs responsables qui protègent leur personnel et leurs employés pour les empêcher de tomber dans la pauvreté.

La séance a souligné que les entreprises ignorent souvent qu'elles sont concernées par les risques climatiques et de catastrophe et que, même si elles sont au courant, elles ne savent souvent pas comment investir efficacement dans leur résilience. Une solution potentielle pourrait consister, d'une part, à organiser des campagnes de sensibilisation aux risques et, d'autre part, à les aider à élaborer des stratégies d'adaptation et de gestion des risques climatiques et de catastrophe, basées sur des évaluations des risques personnalisées en fonction de leurs besoins et de leurs capacités.

Recommandations

- Les entreprises ont besoin d'un environnement propice pour réaliser pleinement leur potentiel. Elles ont besoin de politiques, de règles et de réglementations qui soutiennent à long terme des investissements et des innovations tenant compte des risques, au niveau national et, si nécessaire au niveau régional également.

- Il importe d'améliorer l'accès aux assurances et d'intégrer les entreprises dans une approche globale de gestion des risques pour créer des incitations en faveur d'investissements éclairés sur les risques.
- Le secteur financier doit être impliqué dès l'origine s'agissant de discuter de résilience et d'adaptation au changement climatique dans le secteur privé.

L'eau et les catastrophes : gestion durable, résiliente et innovante du cycle hydrologique

Mercredi 24 mai, 13 h 30 - 14 h 30

Président : Toshio Koike, Centre international sur les risques liés à l'eau et leur gestion (ICHARM).

Orateurs : Mario López Pérez, coordinateur pour l'hydrologie, Institut mexicain de technologie de l'eau. **Jan Daňhelka,** directeur de la division de l'hydrologie, Institut tchèque d'hydrométéorologie. **Toshihiro Sonoda,** spécialiste senior en gestion des risques de catastrophe, GFDRR, Banque mondiale.

La séance a permis de souligner que le cycle de l'eau et son interaction avec la société constituent un processus/système complexe qui exige par conséquent une série de mesures et d'instruments équilibrés et la mise en place d'un cadre coopératif interdisciplinaire et transdisciplinaire aux fins d'une gestion des risques de catastrophe efficace et du renforcement de la résilience.
Les intervenants ont fait ressortir que la communication sur les risques doit être renforcée aux niveaux national, régional et, en particulier, communautaire. En outre, le partage des connaissances en matière de Réduction des Risques de Catastrophe entre professionnels doit être davantage facilité ; une approche scientifique doit être adoptée pour traiter les risques de catastrophe actuels et futurs.
Les participants à la séance ont encouragé la mise en œuvre des principes de la gestion intégrée des ressources en eau par le biais du cycle hydrologique, y compris la gestion intégrée du risque d'inondation et la gestion intégrée du risque de sécheresse en tant qu'approches holistiques applicables tant à la Réduction des Risques de Catastrophe relative à l'eau qu'à la gestion des ressources hydriques et à la préservation de l'environnement.

De Sendai aux objectifs de développement durable : institutionnaliser le leadership citoyen des femmes pour renforcer la résilience

Mercredi 24 mai, 17 h 45 - 18 h 45

Pour plus d'informations, contacter : marnold@worldbank.org

Améliorer l'efficacité et l'évaluation de la gouvernance des risques à tous les échelons

Mercredi 24 mai, 17 h 45 - 18 h 45

Président : Stéphane Jacobzone, directeur adjoint de la Division de la gouvernance publique, OCDE.

Orateurs : Saini Yang, professeur associé, université normale de Pékin. **Rosa Malango,** coordinatrice résidente des Nations Unies et représentante résidente du PNUD en Ouganda. **Emily Wilkinson,** chercheuse senior, Institut de développement d'Outre-mer. **Urbano Fra Paleo,** professeur associé en gouvernance des risques de catastrophe, université d'Estrémadure.

La séance a exploré trois questions cruciales pour la gouvernance des risques de catastrophe : a) l'utilisation de cadres nationaux pour habiliter les autorités locales à exercer la gestion des risques de catastrophe ; b) promouvoir une approche « pansociale » et c) définir des méthodes d'évaluation des progrès.
Les intervenants ont discuté de la manière dont la gestion des risques de catastrophe est organisée dans différents pays et comment les structures et fonctions institutionnelles de la gestion des risques de catastrophe s'inscrivent dans le système politique. Si la Chine et d'autres pays de l'OCDE sont dotés d'un plan national et affichent des niveaux élevés d'engagement national, la mise en œuvre est défaillante dans nombre de pays les plus développés du monde.
En Ouganda, la décentralisation a favorisé le rôle des autorités des districts dans la gestion des risques de catastrophe, et plus généralement dans la fourniture de services. D'ici 2040, l'Ouganda vise à devenir un pays à revenu intermédiaire, ce qui exigera l'habilitation des autorités locales à gérer les risques, à promouvoir le développement durable et à renforcer une résilience inclusive.
Exiger du gouvernement des comptes sur la gestion des risques devient désormais possible grâce aux mesures suivantes :

- création de profils de risque et de danger pour 112 districts.
- définition d'objectifs et d'indicateurs pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai.
- encouragement par le gouvernement national d'une action décentralisée au niveau local pour gérer les risques et renforcer les capacités et la coordination.

Les intervenants ont partagé l'expérience acquise en matière d'élaboration d'objectifs et d'indicateurs de mesure des progrès aux niveaux national et infranational, et de techniques d'évaluation de la gouvernance des risques de catastrophe.
L'un des problèmes majeurs identifiés est la difficulté de mesurer la gouvernance des risques

ou d'évaluer dans quelle mesure un système de gouvernance des risques fonctionne bien.
Les intervenants ont discuté de la nécessité pour les gouvernements d'être flexibles et de tester des innovations en matière de Réduction des Risques de Catastrophe. La conception d'une théorie du changement des politiques de Réduction des Risques de Catastrophe a été discutée et les participants ont estimé qu'une telle approche pourrait être utile à la prise de décision et au progrès de la compréhension. Cela créerait la flexibilité nécessaire dans de nombreux pays, y compris l'Ouganda où, selon le PNUD, l'approche doit être « stratégiquement opportuniste ».

Recommandations
L'amélioration des systèmes de gouvernance des risques de catastrophe centrés sur le renforcement des mécanismes de présentation de rapports est fortement recommandée.

- Utiliser plus largement des méthodes participatives pour évaluer la gouvernance des risques. L'université d'Estrémadure a développé un outil à cet effet.
- Examens par les pairs de la gouvernance des risques. L'OCDE a soutenu un examen par les pairs dans certains pays, ce qui pourrait être étendu à de nombreux autres (hors OCDE).
- Utiliser d'autres mécanismes de mesure des résultats qui favorisent l'apprentissage et la correction de trajectoire.
- Utiliser des « soft laws » (droit « mou ») et d'autres instruments qui n'exigent pas nécessairement une application juridique.
- Encourager les plate-formes nationales à jouer un rôle accru dans le suivi et la mesure des progrès. Cela pourrait devenir une fonction essentielle de ces plate-formes.

Pour une résilience domestique : protéger les animaux, sécuriser les moyens de subsistance, sauver les familles

Mercredi 24 mai, 17 h 45 - 18 h 45

Président : Gerardo Huertas, directeur de la gestion des catastrophes, World Animal Protection.
Orateurs : César Dávila González, éleveur de bétail. **Ejido Aldama,** Chihuahua. **Jorge Rivera,** directeur adjoint du Centre national de prévention des catastrophes. **Santosh Kumar**, directeur exécutif de l'Institut national de gestion des catastrophes. **Mayra Valle,** Secrétariat exécutif, CEPREDENAC.

Les participants ont présenté des exemples pris dans différentes régions montrant comment le fait d'inclure la protection des moyens de subsistance – principalement le bétail et les animaux de ferme – dans les politiques nationales peut réduire les risques de catastrophe et améliorer la résilience au changement climatique au sein des communautés les plus vulnérables. Cet événement parallèle a permis à d'autres pays et parties prenantes de tirer parti de l'expérience du Mexique et d'autres pays pour s'aligner sur le Cadre de Sendai, et d'apprendre comment mesurer l'impact des catastrophes sur le secteur de l'élevage. La discussion et les études de cas ont montré comment la protection des animaux peut jouer un rôle essentiel dans la protection des moyens de subsistance, renforçant ainsi la Réduction des Risques de Catastrophe tant au niveau local qu'au plus haut niveau politique, ce qui est l'un des principaux objectifs du Cadre de Sendai.
La séance a expliqué comment la protection des animaux peut augmenter la capacité des communautés à se relever après une catastrophe. Elle a également illustré comment la réduction du risque de catastrophe et l'adaptation au changement climatique peuvent être intégrées à la programmation du développement et soutenir les communautés d'éleveurs de bétail les plus défavorisées et les plus vulnérables.
Les participants ont partagé des expériences positives d'intégration de la protection des moyens de subsistance, y compris le bétail et les animaux de trait, dans les politiques nationales de Réduction des Risques de Catastrophe, permettant également de renforcer les capacités locales de résilience des petites communautés agricoles. Le Gouvernement du Mexique a expliqué comment il a inclus le recensement des animaux dans son atlas national des risques ; en conséquence, il travaille à la localisation des unités de production les plus exposées aux risques naturels.
Recommandations et engagements Le Mexique a précisé son engagement à accroître la résilience et la protection des moyens de subsistance en renforçant ses politiques nationales de Réduction des Risques de Catastrophe pour parvenir à une gestion globale des risques tenant compte des besoins des populations et des animaux.
L'Inde a annoncé officiellement le lancement de l'Animal Disaster Management Forum et a expliqué que l'inclusion des animaux est essentielle, puisque ceux-ci sont à la base des moyens de subsistance des communautés.
Le CEPREDENAC a souligné qu'il est important d'inclure les entités régionales dans le processus d'élaboration des politiques, ajoutant que la protection des animaux doit constituer une composante majeure de la politique régionale.

Réponse et relèvement communautaires dans le contexte de la catastrophe nucléaire et radiologique de Fukushima : cas du village de Kawauchi

Mercredi 24 mai, 17 h 45 - 18 h 45
Coprésidents : Kazuhiko Moji, vice-doyen de l'école de médecine tropicale et de santé mondiale de l'université de Nagasaki. **Tadanori Inomata,** conseiller stratégique du centre international de recherche collaborative de l'université de Nagasaki et professeur invité à l'UNU.

Orateurs : **Noboru Takamura,** professeur et Président de l'Institut des maladies liées à la bombe atomique, université de Nagasaki, **Makiko Orita,** département de santé mondiale, médecine et bien-être de l'Institut des maladies liées à la bombe atomique, université de Nagasaki University. **Masaaki Ohashi et Takeshi Komino,** Coalition des organisations de la société civile japonaise pour la Réduction des Risques de Catastrophe. **Jenny Nielson,** responsable de l'information de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Un exposé a été fait sur l'évaluation de la situation six ans après la catastrophe nucléaire de Fukushima Daiichi, sur les enseignements tirés du processus de réponse et de relèvement et sur la réaction et le relèvement de la communauté après une catastrophe nucléaire et radiologique, en particulier dans le cas du village de Kawauchi. Les intervenants ont souligné que l'UNISDR a un mandat clair en matière de catastrophe nucléaire et radiologique, qu'il doit exécuter selon une approche multirisque de la catastrophe radiologique, en tenant dûment compte des principes de Bangkok pour la mise en œuvre des composantes santé du Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe.
Les catastrophes nucléaires et radiologiques présentent des caractéristiques uniques : il s'agit de catastrophes à grande échelle, soudaines ou s'engageant lentement, aiguës ou chroniques, produisant des impacts et des dommages directs ou indirects, mais durables.
Les intervenants ont répété que ces catastrophes exigent une interface science/politique intensive fondée sur les faits, afin de mettre en œuvre un plan national multirisque de gestion des risques de catastrophe intégré à la stratégie nationale de santé publique.

Recommandations

- Un bilan de santé exhaustif de toutes les personnes affectées est indispensable pour évaluer les relations dose-effets, organiser la résilience et mettre en place des contre-mesures pour apaiser les craintes et l'anxiété du public à l'égard du rayonnement.
- Il doit y avoir un changement de paradigme, à savoir passer des principes de radioprotection basés sur les doses radioactives au traitement des facteurs sociétaux qui sont déterminants pour la santé publique. La santé publique, non seulement des personnes évacuées mais également celle de la population en général, est fortement affectée par les impacts sociaux, environnementaux et psychologiques de l'accident nucléaire et par les contre-mesures, par exemple l'évacuation, la délocalisation, les opérations de décontamination et les contraintes pesant sur la liberté de résidence et de circulation, ainsi que par la réduction de l'écosystème comme moyen de subsistance.
- Une gestion globale des risques est nécessaire pendant la crise et pendant la période qui suit l'accident nucléaire. La fiabilité et la crédibilité de la communication de crise constituent une priorité majeure, de même que la communication post-crise sur les risques avec la population affectée ; les inquiétudes des habitants doivent être abordées ouvertement.
- Élaborer des directives de gestion des risques multiples liés à l'exposition au rayonnement.
- Élaborer un guide « Des paroles aux actes » selon le Cadre de Sendai comprenant un cadre conceptuel et un plan de travail de Réduction des Risques de Catastrophe nucléaire et de relèvement, ce qui n'existe pas encore. La contribution importante de l'université de Nagasaki à ce processus, avec une attention spéciale portée aux accidents radiologiques ou survenant dans une centrale nucléaire, comble cette lacune et soutien l'application complète du Cadre de Sendai.
- Établir, sous l'égide de l'UNISDR, une plate-forme internationale de sécurité sanitaire mondiale sur la réduction des risques de rayonnement nucléaire pour promouvoir les meilleures pratiques, le renforcement des capacités professionnelles, la formation en gestion des risques de catastrophe nucléaire et en atténuation et relèvement, le tout pour favoriser la communication au sujet des risques avec la population affectée et les autres parties prenantes.

Et... Action ! Comment les médias et la communication peuvent-ils aller au-delà de la « sensibilisation du public » et susciter de réels changements pour la Réduction des Risques de Catastrophe ?

Mercredi 24 mai, 17 h 45 - 18 h 45

Pour plus d'informations, contacter : Lisa.Robinson@bbc.co.uk

Résilience des communautés arabes dans le contexte du Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe

Mercredi 24 mai, 17 h 45 - 18 h 45

Président : **Emad Adly,** coordinateur général du Réseau arabe pour l'environnement et le développement (RAED).
Orateurs : **Nina M. Birkeland,** conseillère principale en matière de catastrophes et de changement climatique, département des partenariats et des politiques, Conseil norvégien pour les réfugiés. **Michelle Yonetani,** conseillère

stratégique senior en matière de catastrophes et de changement climatique, Conseil norvégien pour les réfugiés/observatoire des situations de déplacement interne.

Au cours de la séance, les participants se sont penchés sur les défis et les opportunités auxquels sont confrontées les communautés arabes s'agissant de renforcer leur résilience. Elle a reconnu qu'une base concrète existe, à savoir une stratégie de Réduction des Risques de Catastrophe pour la région arabe, la volonté politique et des points focaux.
Toutefois, les participants ont observé qu'il y a encore beaucoup à faire pour être prêts d'ici 2020.
La nécessité d'augmenter le nombre de partenariats solides et de se doter d'une bonne gouvernance a également été mise en avant.
Les principes clés d'une bonne gouvernance ont été définis comme suit : Diffusion des informations, communication, consultation et participation, implication, coopération et partenariats.
En matière de déplacement, la séance a souligné l'importance d'effectuer des études pour mettre en lumière les impacts du changement climatique et des catastrophes.
Les intervenants ont également discuté des mesures de prévention visant à diminuer les déplacements et à se préparer en renforçant les capacités des communautés et des différentes parties prenantes. Si un déplacement se produit, nous devrions ainsi être prêts à y faire face ou à réinstaller et aider ces communautés à obtenir le soutien et les services dont elles ont besoin.
Enfin, les intervenants ont souligné que le déplacement à la suite de catastrophes devient un important défi dans toutes les régions et dans la région arabe, ce que montre clairement le projet déployé par le RAED en Égypte et au Soudan, et le modèle efficace présenté par Emad Adly.

Recommandations

- Il est nécessaire de se doter d'institutions gouvernementales chargées de collecter des données ; il importe également, aux fins du processus de suivi, de fournir et diffuser les informations collectées et analysées, ainsi que la documentation relative aux différents cas.
- Il est nécessaire de traiter le cas des catastrophes ou des événements à évolution lente comme la sécheresse, en tant que défi important pour la collecte des données sur les personnes affectées et le déplacement subséquent.
- Il est important de renforcer les capacités des institutions et des parties prenantes travaillant dans le domaine du déplacement et de la Réduction des Risques de Catastrophe, de sorte qu'elles puissent assurer un suivi, collecter des données et observer les situations spécifiques dans les communautés vulnérables.

Renforcer la résilience locale et la politique nationale en intégrant la protection des animaux

Mercredi 24 mai, 17 h 45 – 18 h 45

Pour plus d'informations, contacter : emorales@worldanimalprotection.org

Services climatologiques pour la Réduction des Risques de Catastrophe en Afrique : Leçons apprises

Mercredi 24 mai, 17 h 45 - 18 h 45

Pour plus d'informations, contacter : OlusholaO@africa-union.org

De Sendai à Cancún : Comprendre les risques de catastrophe en Amérique latine et dans les Caraïbes

Mercredi 24 mai, 17 h 45 - 18 h 45

Président : **Johannes Luchner,** directeur de la gestion des situations d'urgence, ECHO, Commission européenne.

Orateurs : **Wendy Cue,** directrice du bureau régional de l'UN-OCHA pour l'Amérique latine et les Caraïbes. **Sergio García Cabañas,** Secrétaire exécutif, et **Hardany Navarro,** responsable de l'analyse des risques, Coordination nationale pour la Réduction des Catastrophes (CONRED) Guatemala. **Ronald Jackson,** Directeur exécutif de la CDEMA.

L'Amérique latine et les Caraïbes sont l'une des régions du monde les plus sujettes aux catastrophes, avec des niveaux nationaux et locaux variables en termes de capacités d'intervention. Le manque d'informations systématiques pour analyser, comprendre et présenter l'ampleur des risques est un défi majeur pour réduire les risques de catastrophe, renforcer la résilience et sécuriser le développement durable. Alors que la science nous permet d'améliorer rapidement notre compréhension des risques de catastrophe et que les données pertinentes sont de plus en plus disponibles, l'on note très souvent des défaillances dans leur matérialisation en informations exploitables pouvant accompagner la prise de décision des gouvernements et de leurs partenaires.
Au cours de la séance, les participants se sont penchés sur des exemples pris dans la région montrant comment le partage des analyses des risques peut soutenir la prise de décision et le développement. Elle a examiné la manière dont les différents cadres et méthodes d'analyse des risques peuvent être intégrés, ainsi que les types de ressources et de capacités dont les différentes parties prenantes ont besoin pour rendre l'analyse des risques crédible et durable.
L'approche d'INFORM implique un large éventail d'acteurs reflétant le point de vue de multiples secteurs. Ce processus participatif permet la formation de partenariats solides avec une multitude d'entités gouvernementales, organisations et agences, et les rassemble pour résoudre un problème commun : gérer le risque de crise et

de catastrophe et garantir un développement résilient. La séance a contribué à :

- améliorer la compréhension des différents cadres d'analyse des risques utilisés en Amérique latine et dans les Caraïbes et à montrer comment les intégrer ;
- montrer comment le partage des analyses des risques peut soutenir la prise de décision en matière de Réduction des Risques de Catastrophe et de préparation dans la région ;
- améliorer la compréhension des ressources et des capacités nécessaires au partage de l'analyse des risques et, en particulier, de la manière dont les gouvernements peuvent être soutenus pour y parvenir.

Recommandations

- Favoriser l'élimination des obstacles institutionnels entre gouvernements et acteurs du développement, de la Réduction des Risques de Catastrophe, de l'aide humanitaire et autres acteurs multilatéraux.
- Soutenir une action collaborative et coordonnée entre tous les acteurs travaillant à la gestion des risques de catastrophe et de crise.
- Améliorer et renforcer la mise en œuvre du Cadre de Sendai aux niveaux national et régional.

Gestion inclusive des risques de catastrophe : personnes handicapées et personnes âgées.

Jeudi 25 mai, 13 h 00 - 13 h 55

Pour plus d'informations, contacter : dcogburn@idppglobal.org

Gestion des risques de catastrophe à l'échelle mondiale : le Cadre de Sendai et le « New Shape Prize » pour la gouvernance des catastrophes

Jeudi 25 mai, 13 h 00 - 13 h 55

Pour plus d'informations, contacter : rafael.aybar@globelegislators.org

Renforcer la résilience et la sécurité alimentaire des communautés rurales

Jeudi 25 mai, 13 h 00 - 13 h 55

Pour plus d'informations, contacter : giorgia.pergolini@wfp.org

Suppression des barrières et promotion de la coopération public-privé en matière de Réduction des Risques de Catastrophe

Jeudi 25 mai, 13 h 00 - 13 h 55

Pour plus d'informations, contacter : christine.pahlman@dfat.gov.au

Données ouvertes mondiales pour la surveillance des risques de catastrophe et le suivi des priorités de Sendai

Jeudi 25 mai, 13 h 00 - 13 h 55

Président : Daniele Ehrlich, Centre commun de recherche de la Commission européenne, Institut pour la protection et la sécurité du citoyen, Italie.

Orateurs : Bapon Shm Fakhruddin, spécialiste senior, Réduction des Risques de Catastrophe et résilience au climat, Tonkin & Taylor, Nouvelle-Zélande. **Virginia Murray,** Coprésidente du Conseil international pour la science : Comité de données pour la science et la technologie (CODATA), groupe de travail de la Linked Open Data for Global Disaster Risk Research (LODGD), Programme de recherche intégrée sur la réduction des catastrophes (IRDR), Données sur les pertes dues aux catastrophes (DATA). **Julio César Castillo Urdapilleta,** directeur de la Space Security (agence spatiale mexicaine), représentant du Partenariat mondial sur l'application des technologies spatiales pour la Réduction des Risques de Catastrophe (GP-STAR). **Richard Sliuzas,** université de Twente, Pays-Bas. **Daniele Ehrlich,** Centre commun de recherche de la Commission européenne, Institut pour la protection et la sécurité du citoyen, Italie.

Gap analysis for open data for DRR par le CODATA et l'IRDR.

Atlas of the Human Planet 2017: Global Exposure to Natural hazards, par le Centre commun de recherche de la Commission européenne.

- Il se peut que des données ouvertes soient disponibles, mais qu'elles ne soient pas utilisées dans le cadre de l'évaluation des risques de catastrophe ou de l'élaboration de politiques en la matière.
- Les entités disposant de ressources potentielles en données ouvertes doivent collaborer à l'accessibilité et à l'utilisation par le CODATA et l'IRDR des données sur les pertes liées aux catastrophes aux fins de la Réduction des Risques de Catastrophe.
- Les images satellitaires sont des données qui doivent être transformées en produits d'information avant de pouvoir être utilisées pour la gestion des catastrophes.
- Il se peut que des données ouvertes soient disponibles, mais les données possédant les caractéristiques voulues ne sont pas toujours disponibles (c.-à-d. format ou normes de données non appropriés).
- Pas de politique ni de lignes directrices pour l'interopérabilité des données ouvertes.
- Les capacités du gouvernement national sont insuffisantes pour lui permettre de comprendre et d'utiliser des données ouvertes pour la planification.

Recommandations

- Renforcer la protection des droits d'auteur des données sur les catastrophes et la

Des participants réunis à l'occasion de l'exposition sur la Réduction des Risques de Catastrophe présentée pendant la Plate-forme mondiale 2017

politique d'utilisation acceptable pour garantir la légalité et une utilisation appropriée des données pendant l'atténuation de la catastrophe.

- Étudier, concevoir et finalement créer la prochaine génération d'infrastructure de données sur les catastrophes.
- Engagement du secteur privé.
- Étude de données pour la Réduction des Risques de Catastrophe : projet pilote
- Collaboration mondiale/ régionale/ nationale en matière de données sur les catastrophes moyennant la coordination de l'utilisation de données sur les catastrophes.
- Renforcer l'appel à établir des définitions communes et des normes de données.
- Améliorer l'accessibilité et l'exploitabilité des données sur les catastrophes et appliquer les principes CODATA de partage des données.
- Encourager les fournisseurs de données d'observation de la Terre à se coordonner et à collaborer avec les utilisateurs via des mécanismes régionaux (par ex. CODATA) afin de répondre aux attentes et de mobiliser les autorités nationales.

Connexion des secteurs public et privé dans la gestion des risques de catastrophe pour le développement durable

Jeudi 25 mai, 13 h 00 - 13 h 55

Pour plus d'informations, contacter :
mvalle@cepredenac.org
et hp.teufers@ups.com

Le déménagement communautaire préventif comme stratégie de Réduction des Risques de Catastrophe

Jeudi 25 mai, 13 h 00 - 13 h 55

Présidente : Nina M. Birkeland, conseillère principale en matière de catastrophes et de changement climatique, département des partenariats et des politiques, Conseil norvégien pour les réfugiés.

Orateurs : Filipe Nainoca, directeur général de la Croix-Rouge des Fidji. **Michael Sembenombo,** gestionnaire du projet de gestion des risques de catastrophe du PNUD, Papouasie-Nouvelle-Guinée. **Robin Bronen,** directeur exécutif de l'Alaska Institute for Justice, États-Unis.

La séance a souligné que les déménagements planifiés sont une stratégie essentielle de Réduction des Risques de Catastrophe qui peut protéger des vies humaines. Les intervenants ont expliqué que les déménagements planifiés sont un processus à long terme qui intervient pendant que les membres de la communauté concernée continuent à résider dans leurs habitations et n'ont pas été déplacés par un événement climatique majeur. Les déménagements planifiés sont donc un processus volontaire par lequel les communautés prennent toutes les décisions relatives à la réinstallation, y compris quant à savoir si la réinstallation est la meilleure stratégie de Réduction des Risques de Catastrophe à long terme.

La séance a mis en lumière l'importance, pour les stratégies nationales et locales de Réduction des Risques de Catastrophe, d'incorporer la question de la planification de la réinstallation moyennant la conception et la mise en œuvre d'un cadre institutionnel de gouvernance.

Amélioration de la résilience urbaine : atteindre les plus vulnérables et promouvoir le développement durable dans les villes

Jeudi 25 mai, 14 h 00 - 14 h 55

Président : Sarah Davis, Institut de développement d'outre-mer.

Orateurs : Mohammed Adjei Sowah, maire d'Accra. **Nehal Hefny,** Sous-Secrétaire général du Croissant-Rouge égyptien. **Stefan Brem,** responsable de l'Analyse des risques de l'Office fédéral suisse de la protection civile, **Joe Leitmann,** spécialiste en chef de la gestion des risques de catastrophe, Banque mondiale.

La séance a reconnu que l'urbanisation rapide est un facteur de risque particulier. D'ici les 20 prochaines années, il devrait se construire davantage d'infrastructures et de maisons qu'au cours des 6 000 précédentes années de civilisation. Le taux de croissance urbain va donc continuer à croître très rapidement dans les zones urbaines des régions les moins développées, à un rythme moyen de 2,3 % par an de 2000 à 2030.

La séance a décrit le travail réalisé dans plus de 7 000 villes et agglomérations de 130 pays : plus de 50 milliards USD investis dans plus de 900 projets d'activités liées au climat, et plus de 5 milliards USD investis chaque année dans la gestion des risques de catastrophe. Toutefois, il faut investir davantage encore ; selon les estimations, les villes du monde en développement à elles seules auront besoin d'un millier de milliards de dollars par an rien que pour maintenir leur niveau actuel de développement. La séance a souligné que le financement public ne peut à lui seul relever ce défi. Par conséquent, lever des capitaux privés est une question cruciale pour la résilience urbaine.

Les intervenants ont mis en lumière le fait que le traitement des structures les plus vulnérables exige une approche différente de l'analyse coût-bénéfice. Investir dans les bidonvilles peut s'avérer moins rentable en termes d'exposition économique ; cependant, les populations qui vivent dans des établissements informels peuvent perdre leurs moyens de subsistance, sans opportunités de relèvement. Cela signifie que nous devons calculer et évaluer les risques différemment.

Recommandations

- La résilience urbaine et la gestion des risques de catastrophe doivent être considérées comme des points d'entrée pour traiter toute une plus vaste série de chocs et stress naturels, technologiques et socioéconomiques affectant les villes.
- Les communautés locales vivant dans des bidonvilles doivent être incluses en tant qu'acteurs essentiels de la résilience urbaine. Le travail communautaire doit

commencer au tout début des initiatives, et il doit être axé sur la résolution de vrais problèmes, en sélectionnant des points d'entrée efficaces.

- Il est essentiel de prendre en compte l'avis des communautés locales dans la résilience urbaine. Travailler avec les enfants des écoles publiques est l'un des meilleurs moyens de diffuser les informations parmi les communautés locales.

« Words into Action » [Des paroles aux actes] : directive sur l'évaluation nationale des risques de catastrophe

Jeudi 25 mai, 14 h 00 - 14 h 55

Pour plus d'informations, contacter : info@risk-society.com

Financement basé sur les prévisions : investir dans l'action humanitaire avant les catastrophes

Jeudi 25 mai, 14 h 00 - 14 h 55

Présidente : Alexandra Rüth, coordination de l'adaptation au changement climatique, Croix-Rouge allemande.

Orateurs : Peter Felten, directeur, division aide humanitaire/politique, Bureau fédéral des affaires étrangères, Allemagne. **Peter Höppe**, MunichRe. **Pablo Suárez,** directeur associé de la recherche et de l'innovation, Centre climat, Croix-Rouge/Croissant-Rouge. **Anthony Craig,** conseiller principal en préparation, comité permanent du PAM/groupe Inter Agence. **Shukri Ahmed**, économiste en chef, FAO. **Juan Bazo,** conseiller technique, Centre climat, Croix-Rouge/Croissant-Rouge.

Les participants à la séance ont discuté des initiatives visant à créer un système humanitaire préventif basé sur les prévisions d'événements météorologiques extrêmes pour permettre le décaissement de fonds d'aide humanitaire. Cette solution a été proposée aux donateurs potentiels ou aux organisations d'aide humanitaire qui souhaiteraient investir dans une action fondée sur les prévisions ; des discussions ont eu lieu avec une audience de haut niveau sur les possibilités d'inclure un financement basé sur les prévisions dans les initiatives d'aide humanitaire et les mécanismes de financement existants. Les possibilités de financement basé sur des informations prévisionnelles scientifiques ont également été discutées.

La séance a mis en lumière l'intérêt porté à l'investissement dans les mesures de préparation et les actions précoces. L'aide humanitaire doit être mise en place efficacement, mais la question n'est pas de savoir comment aider le plus efficacement possible les victimes des catastrophes humanitaires, mais comment soutenir chaque personne affectée. Agir est nécessaire dès que la probabilité d'une catastrophe se profile. Les intervenants ont insisté sur le fait qu'il est crucial de communiquer les informations scientifiques aux agents humanitaires. Les programmes de prévisions météo ont suscité un grand intérêt, dans la perspective non seulement d'un financement raisonné en fonction des prévisions, mais aussi de leur intégration dans les structures gouvernementales. Toutefois, certains gouvernements ne sont pas en mesure de développer ces systèmes.

Les intervenants ont expliqué pourquoi le changement climatique requiert l'utilisation des technologies de l'information. À cet égard, le financement raisonné en fonction des prévisions représente une importante initiative. Des exemples ont été donnés, notamment celui du Pérou, montrant comment des prévisions pour différentes échéances et différentes zones ont permis d'entreprendre avec succès des actions précoces relativement à divers aléas : événements liés à El Niño, vagues de froid dans le sud des Andes et inondations dans la région de l'Amazone.

Investir dans la Réduction des Risques de Catastrophe et le développement durable - Méthodes et outils socio-économiques innovants pour renforcer la Réduction des Risques de Catastrophe et la résilience

Jeudi 25 mai, 14 h 00 - 14 h 55

Pour plus d'informations, contacter : mechler@iiasa.ac.at

Un an après le Sommet humanitaire mondial : les réalisations d'Istanbul et les principes de Sendai

Jeudi 25 mai, 14 h 15 - 15 h 15

Président : Azamat Baialinov, Président du Croissant-Rouge du Kirghizistan.

Orateurs : **Jesper Holmer-Lund,** directeur des Services des situations d'urgence, OCHA. **Setsuko Saya,** directrice de la division coopération internationale, bureau de la gestion des catastrophes, cabinet du conseil des ministres, Japon. **Ricardo de la Cruz,** Directeur général de la protection civile, Mexique. **Zuhal Karakoç Dora,** responsable du département d'élaboration des stratégies, Direction de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence (AFAD), Turquie.

La séance a permis de faire ressortir le lien aide humanitaire-développement dans le cadre de la préparation aux catastrophes aux fins d'une riposte efficace, en alignant le suivi du sommet humanitaire mondial (mai 2016, Istanbul) sur les principes directeurs F (autonomisation des autorités locales) et G (stratégie multirisque et mécanisme de prise de décisions sans exclusive) du Cadre de Sendai.

La séance a réuni des représentants du Mexique, du Japon et de la Turquie, pays hôtes des conférences internationales et qui assument le rôle de « moteurs du

changement ». Les intervenants ont présenté le lien entre le Cadre de Sendai et le sommet d'Istanbul, en faisant ressortir la valeur des partenariats de préparation et de réponse aux situations d'urgence. Ils ont également discuté d'approches innovantes, comme le financement basé sur les prévisions, en tant que composante de la préparation et du financement des urgences.

Les participants ont expliqué comment améliorer la compréhension des différents cadres d'analyse des risques utilisés en Amérique latine et dans les Caraïbes et comment les intégrer.

La séance a également montré comment les initiatives de partage des analyses de risques ont soutenu la prise de décisions concernant l'atténuation des risques et la préparation dans la région et, en fin de compte, contribué à une meilleure appréciation des ressources et capacités requises et, en particulier, de la manière dont les gouvernements peuvent être soutenus dans ce domaine.

Recommandations

- Un accord pré-catastrophe entre autorités locales permet de déclencher une réponse immédiate et efficace, en attendant une réponse au niveau national.
- Une alerte précoce efficace basée sur une analyse des risques est le facteur clé d'une réponse efficace.
- Des approches innovantes, comme le financement basé sur les prévisions, doivent être recommandées.
- Les partenariats et les initiatives de préparation doivent être largement informés [par exemple, Comité permanent inter-organisations (IASC), approche de la préparation aux situations d'urgence, Partenariat mondial pour la préparation aux catastrophes].

Objectif : 1 million d'hôpitaux sûrs pour les plus vulnérables. Comment un partenariat public-privé peut aider à améliorer la santé maternelle et néonatale au Mexique

Jeudi 25 mai, 14 h 00 - 14 h 55

Pour plus d'informations, contacter : ngrid.cerwinka@axa.com.mx

Coopération internationale pour la résilience en Méso-Amérique et dans les Caraïbes

Vendredi 26 mai, 13 h 00 - 13 h 55

Pour plus d'informations, contacter : daluna@segob.gob.mx

Renforcer la résilience pour et avec les jeunes – Mettre en valeur les réussites de la mise en œuvre du Cadre de Sendai

Vendredi 26 mai, 13 h 00 - 13 h 55

Président : Saúl Zenteno Bueno, point focal régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Groupe majeur des Nations Unies pour les enfants et les jeunes.

Orateurs : Christian Skoog, représentant pays, UNICEF. **Lenny N. Rosalin,** Ministre adjoint du développement et de la croissance des enfants, Ministère de l'autonomisation des femmes et de la protection de l'enfance, Indonésie. **Sandra Delali Kemeh,** experte junior en gestion des risques de catastrophe, Groupe majeur des Nations Unies pour les enfants et les jeunes. **Gloria García Parra,** spécialiste des programmes, Plan International, Allemagne. **Karen Demerutis Finkenthal,** coordinatrice responsabilité sociale, World Vision.

Les intervenants à la séance ont souligné l'importance de faire participer les enfants et les jeunes, à tous les niveaux, à la création d'une société résiliente. Les enfants ont un point de vue neuf et différent sur la Réduction des Risques de Catastrophe.

Les intervenants ont réaffirmé que les politiques nationales et locales de Réduction des Risques de Catastrophe doivent prendre en compte les besoins spéciaux des enfants et des jeunes dans différents secteurs (par exemple, éducation, protection, inclusion sociale, nutrition et santé). Il importe également de renforcer les capacités et de réduire la vulnérabilité aux catastrophes.

Les intervenants ont appelé au passage d'une gestion sectorielle à une gestion systémique, et à s'attaquer aux facteurs de risque sous-jacents comme la violence et l'inégalité, afin de créer une société résiliente.

Recommandations

- Investir dans des services adaptés aux enfants et aux jeunes pendant les catastrophes, y compris des infrastructures et des services sociaux.
- Inclure les enfants, les adolescents et les jeunes gens dans l'évaluation participative des risques de catastrophe.
- Institutionnaliser des plate-formes destinées aux enfants et aux jeunes pour contribuer à la résilience à tous les niveaux.
- Investir dans les communautés vulnérables au travers d'activités de renforcement des capacités à long terme et adaptées à la situation locale.

Risques technologiques : engagement d'une nouvelle communauté dans la Réduction des Risques de Catastrophe / séance d'information

Vendredi 26 mai, 13 h 00 - 13 h 55

Président : Wendy Cue, directrice du bureau régional de l'UNOCHA pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Orateurs : Irma Gurguliani, directrice adjointe de la gestion des déchets et des produits chimiques, Ministère de l'environnement et de la protection des ressources naturelles, Géorgie. **Hans Guttman,** directeur exécutif du centre asiatique de préparation aux catastrophes, Thaïlande. **Jack Radisch,** chargé de projet senior, Forum de haut niveau sur les risques, OCDE, **Elisabeth Krausmann,** scientifique principale, Centre commun de recherche de la Commission européenne.

La préparation aux aléas technologiques est limitée ; or ces catastrophes peuvent avoir de graves conséquences sur une communauté et ses finances, surtout là où les populations sont les plus vulnérables. Qui plus est, le fait que les systèmes technologiques soient interconnectés et interdépendants peut créer un effet domino : les accidents industriels provoqués par les aléas naturels peuvent entraîner des catastrophes secondaires majeures affectant la population, l'environnement, l'économie et la chaîne d'approvisionnement. Cependant, la vulnérabilité des industries dangereuses aux impacts des aléas naturels n'est pas toujours reconnue.

Les participants ont également discuté des spécificités des aléas naturels qui déclenchent des catastrophes technologiques (risque « NaTech »), notamment du fait que ces risques ont une pertinence au niveau mondial et exigent une approche ciblée de gestion des risques. Les risques NaTech, les accidents industriels et les urgences chimiques relèvent souvent de la compétence des ministères de l'environnement, qui n'ont pas les moyens de déployer les interventions appropriées pour maîtriser les situations d'urgence de ce type. La réduction des risques NaTech est entravée par la rareté des méthodes et des outils d'analyse et de cartographie des risques ; les directives en matière de gestion des risques NaTech sont également insuffisantes.

Les participants ont confirmé que les risques NaTech devraient augmenter à l'avenir en raison de la multiplication des aléas (tant naturels que technologiques) et de la plus grande vulnérabilité de la société. Tout ceci fait que les impacts, les pertes et les dommages humanitaires provoqués par les incidents NaTech ne sont souvent pas correctement évalués et sont insuffisamment signalés.

Recommandations

- Les aléas technologiques doivent passer au premier plan de l'agenda de la Réduction des Risques de Catastrophe et l'interaction entre toutes les communautés doit être améliorée.
- La coopération entre toutes les parties prenantes est essentielle ; elle est cruciale au niveau local. Les étapes de la planification de la prévention et de la préparation sont vitales.
- Adopter une approche multirisque signifie que les aléas technologiques doivent être inclus dans les activités en cours de Réduction des Risques de Catastrophe. Il faut poursuivre les recherches pour déterminer comment les catastrophes peuvent déclencher des accidents technologiques et comment les accidents NaTech peuvent être évités.
- Les accidents ont souvent des causes récurrentes. Il est essentiel de tirer les leçons des événements passés et d'investir dans l'application et le suivi de ces enseignements.
- Il doit être reconnu que l'atténuation des risques NaTech et des urgences environnementales est souvent exclue des flux de financement environnemental et humanitaire. Les pays à faible revenu, en particulier, doivent se battre pour accéder à un soutien financier en vue de réduire les risques.
- Les risques technologiques doivent être correctement évalués. Cela implique des efforts de sensibilisation, de transfert des connaissances et de renforcement des capacités.
- Des critères d'évaluation des risques liés à l'élimination des déchets dangereux doivent être définis, y compris pour les sites de décharge historiques.
- Les potentiels points faibles doivent être recensés, afin de comprendre à quelles forces de marché ils sont imputables. Les politiques peuvent réduire le stock de risques en prenant des mesures d'incitation à investir.
- Des informations relatives aux risques doivent être mises à la disposition des personnes potentiellement concernées par les risques.

Innovations relatives au principe Mieux reconstruire – Examen des expériences de coopération internationales et locales

Vendredi 26 mai, 13 h 00 - 13 h 55

Président : Stefan Kohler, Président du Comité directeur de la Plate-forme de redressement global.

Orateurs : Oscar Gómez, chercheur à l'Institut de recherche de l'Agence de coopération internationale, Japon. **V. Thiruppugazh,** conseiller en politique et planification, Autorité nationale de gestion des catastrophes, Inde. **Roy Barboza Sequeira,** Secrétaire exécutif du CEPREDENAC, au nom de **Luis León Munguía,** CONRED, Guatemala.

Les programmes innovants basés sur le principe « Mieux reconstruire » ont largement reconnu la « bonne gouvernance du processus de relèvement » comme l'un des facteurs clés d'une mise en œuvre réussie. Pour réaliser cet objectif, les actions suivantes ont été préconisées :

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

- Promouvoir l'appropriation locale du processus de relèvement : une étude comparative de l'ouragan Mitch, du tsunami dans l'océan Indien et du typhon Haiyan a révélé que l'appropriation locale du processus de relèvement est fondamentale pour parvenir à mieux reconstruire. L'appropriation locale du processus favorise des décisions plus fermes et plus responsables. Elle implique de tirer les enseignements des expériences passées pour concrétiser efficacement les plans de relèvement. Plus l'appropriation locale est forte, moins l'intervention des acteurs internationaux est nécessaire. Toutefois, il a été noté que l'appropriation locale ne signifie pas nécessairement qu'il faille négliger l'importance d'une aide et d'un appui extérieurs.
- Garantir la responsabilité avec les autorités : Ceci implique un système institutionnel fort qui gère efficacement la dynamique politique et la continuité des efforts, ce qui signifie la capacité à déléguer les tâches, comme le recours à des experts, la consultation des parties prenantes, l'engagement de la communauté, la prise de décision en temps utile, une coordination efficace et l'application des leçons tirées des expériences précédentes.
- Adopter un cadre national de relèvement post-catastrophe : Pour favoriser une gouvernance efficace du processus de relèvement, ce cadre doit spécifier les protocoles de relèvement, les rôles des parties prenantes et les outils de planification à utiliser.
- Par exemple, le Guatemala a adopté en 2013 un cadre national de relèvement qui a été mis en pratique concrètement pour le relèvement à la suite du tremblement de terre de San Marcos en 2014. Cette même ville avait été frappée par un tremblement de terre en 2012.
- Ce cadre a facilité un meilleur relèvement pour les raisons suivantes : a) un partage des tâches mieux coordonné entre les agences du secteur public grâce à des connaissances et à une compréhension préalables ; b) une meilleure répartition des ressources lors des phases à court et moyen terme ; c) la réduction des lacunes en matière d'informations. Le pays a également été en mesure de fournir une assistance technique à l'Équateur voisin pour son relèvement après le tremblement de terre d'avril 2016.

Les participants ont recensé diverses questions nécessitant encore des solutions et une meilleure compréhension : a) vides juridiques, lenteurs bureaucratiques et rotation du personnel chargé de la gestion du relèvement ; b) changements d'état d'esprit et des dispositifs institutionnels ; c) stratégie de consolidation des capacités locales.

Recommandations

- Du maire adjoint de la ville de Sendai, pour mieux reconstruire après les impacts du tsunami : a) construire de multiples couches de protection, comme des digues, des routes surélevées et planter des arbres résistant aux tsunamis ; b) construire des tours d'évacuation, et prévoir des routes et des collines d'évacuation ; c) reloger les habitants des zones à risque de tsunami dans des zones plus sûres.
- Suite à l'expérience du Guatemala : a) produire des guides techniques pour l'évaluation des habitations et des besoins de relèvement ; b) promouvoir l'intégration des critères de Réduction des Risques de Catastrophe dans la planification des investissements publics ; c) créer une liaison permanente entre les centres de coordination des urgences et les commissions de relèvement pour réduire les manques d'informations et améliorer la coordination.

Promotion d'édifices, d'écoles et d'hôpitaux plus sûrs

Vendredi 26 mai, 13 h 00 - 13 h 55

Présidente : Marla Petal, conseillère principale en éducation et réduction des risques, Save the Children, Australie.

Orateurs : Emma Lovell, agente de recherche principale, Programme risques et résilience, Institut de développement d'outre-mer. **Santosh Sharma,** chef d'équipe, Programme mesures d'urgence et relèvement, CARE. **Rebekah Green,** directrice associée de l'Institut de la résilience de l'université Western Washington. **Surya Narayan Shrestha,** directeur exécutif adjoint et ingénieur en chef d'essai des structures, Société nationale de technologie appliquée aux tremblements de terre, Népal. **Felipe Cruz Vega,** Institut de sécurité sociale, Mexique.

Les participants ont réaffirmé que les premières personnes à réagir aux catastrophes sont celles qui sont touchées par celles-ci ; c'est pourquoi, afin de faciliter leur bon auto-relèvement, elles doivent être consultées lors des prises de décision qui affectent leurs vies. Ce principe garantira que les interventions soutiennent les besoins et les priorités des personnes et favorisera l'appropriation. Il soutiendra également les politiques et les pratiques qui peuvent réduire les pertes en vies humaines, en actifs et en moyens de subsistance.

Il importe de fournir une assistance technique adéquate qui rassurera les familles sur le fait que leur habitation est conforme au principe « Mieux reconstruire » et à des normes de construction plus sûres. En outre, la construction de logements ne doit pas être isolée d'autres aspects interconnectés, comme l'eau, l'assainissement, l'hygiène, la santé, les moyens de subsistance et la protection sociale. Les intervenants ont également fait observer que la sécurité des écoles ne peut se réduire uniquement à la construction de bâtiments

plus sûrs. La sécurité s'obtient moyennant une approche globale fondée sur un ferme engagement participatif à l'égard de la construction, de la gestion des catastrophes touchant les écoles et de la formation à la Réduction des Risques de Catastrophe. Des hôpitaux sûrs et résilients sont une priorité si l'on veut renforcer l'effort de protection.

Recommandations

- Promouvoir des bâtiments, des écoles et des hôpitaux plus sûrs, dans l'esprit du Cadre de Sendai. Les projets communautaires de construction d'écoles plus sûres renforcent la compréhension par la communauté du risque de catastrophe et constituent un soutien à la gestion efficace des catastrophes touchant les écoles et, après un tremblement de terre, permettent aux communautés de commencer à mieux reconstruire en appliquant les pratiques de construction plus sûres qu'elles ont observées et concrétisées pendant la construction de l'école de leur communauté.

Construire par la connaissance historique : construction sociale des catastrophes et Réduction des Risques de Catastrophe

Vendredi 26 mai, 13 h 00 - 13 h 55

Pour plus d'informations, contacter : vgarciaa@ciesas.edu.mx

Prévoir et prévenir les pandémies

Vendredi 26 mai, 13 h 00 - 13 h 55

Présidente : Catherine Machalaba.

Orateurs : William B. Karesh, Vice-Président exécutif pour la santé et la politique, EcoHealth Alliance. **Timothy A. Bouley,** spécialiste de la santé mondiale et de l'environnement, Banque mondiale, **Cristina Romanelli,** coordinatrice du Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique. **Massimo Ciotti,** Centre européen de prévention et de contrôle des maladies.

Au cours de la séance, les intervenants ont réaffirmé que les pandémies représentent une grave menace pour la santé et l'économie et que leur fréquence est en augmentation. Les agences techniques et les donateurs présents parmi les intervenants ont signalé des avancées majeures tout au long de la chaîne prévention - détection - riposte - relèvement, s'agissant de se préparer proactivement aux risques de pandémie pour réduire leur fréquence et leur impact. Des résultats analytiques, des outils et d'autres ressources sont disponibles pour aider les pays et les communautés à comprendre et à gérer les risques de pandémie. Ces ressources incluent des évaluations des risques et des supports scientifiques, la surveillance des maladies et des agents pathogènes, des capacités de riposte, des données sur les pertes sanitaires dues aux catastrophes, et des mécanismes financiers innovants.

Au cours de la séance, les participants ont mis en évidence le fait que la préparation aux pandémies exige des cadres pluridisciplinaires. Il est vital d'étendre la collaboration au-delà du milieu de la santé pour améliorer la compréhension du risque pandémique et prendre des mesures coordonnées en impliquant la société tout entière.

Comme exemples de secteurs clés, on peut citer l'environnement et l'agriculture, à traiter selon une approche « One Health » pour cibler les facteurs d'émergence des maladies. Parallèlement, la préparation aux pandémies dans le secteur de la santé est une stratégie de résilience au climat.

Recommandations

- Le Cadre de Sendai prend pleinement en compte les risques biologiques. L'application des Principes de Bangkok peut contribuer à la réduction des risques de pandémie.
- Les pays et les communautés peuvent vaincre les pandémies et réduire les pertes en vies humaines en améliorant leur compréhension des risques, en s'attaquant aux facteurs sous-jacents des maladies, y compris en recourant à des processus d'aménagement du territoire. Il existe de bons exemples de pays utilisant une approche « One Health » pour promouvoir des mesures multirisques qui impliquent l'ensemble de la société.
- Les indicateurs relatifs à d'autres secteurs (par exemple, biodiversité/environnement) peuvent aider les pays à suivre les risques de pandémie. De même, les stratégies d'amélioration de la résilience des écosystèmes (par exemple, adaptation et gestion écosytémiques) peuvent contribuer à réduire la vulnérabilité aux catastrophes sanitaires et à leurs nombreux effets.
- Les établissements de soins adaptés aux changements climatiques peuvent promouvoir la résilience multirisque, y compris aux catastrophes sanitaires ; ils doivent donc être considérés comme une partie intégrante de l'infrastructure de préparation aux pandémies.

Renforcer la résilience financière de l'ASEAN face aux risques climatiques et de catastrophe

Vendredi 26 mai, 13 h 00 - 13 h 55

Pour plus d'informations, contacter : nadya.tarigan@asean.org

Lourdes Tibán, députée au Parlement national de l'Équateur, pendant son intervention à la séance spéciale sur la préparation aux catastrophes et « Mieux reconstruire »

De la gestion des catastrophes à la gestion des risques : le pouvoir des actions basées sur les prévisions, l'assurance basée sur un indice et le financement pluriannuel du relèvement

Vendredi 26 mai, 16 h 00 - 16 h 55

Pour plus d'informations, contacter : giorgia.pergolini@wfp.org

Partenariat mondial sur l'application des technologies spatiales pour la Réduction des Risques de Catastrophe [GP-STAR]

Vendredi 26 mai, 16 h 00 - 16 h 55

Pour plus d'informations, contacter : juan-carlos.villagran@unoosa.org

Partenariat pour un développement basé sur la gestion des risques

Vendredi 26 mai, 16 h 00 - 16 h 55

Pour plus d'informations, contacter : gremillet@undp.org

Gestion des risques de catastrophe et promotion de la résilience des petits États insulaires en développement et des PMA

Vendredi 26 mai, 16 h 00 - 16 h 55

Pour plus d'informations, contacter : uthowfeequ@un.org

Initiative mondiale pour des écoles sûres : promouvoir la résilience aux catastrophes dans le secteur de l'éducation

Vendredi 26 mai, 16 h 00 - 16 h 55

Pour plus d'informations, contacter : marla.petal@savethechildren.org.au

Données géospatiales et d'observation de la Terre au service de la Réduction des Risques de Catastrophe

Vendredi 26 mai, 16 h 00 - 16 h 55

Président : Rolando Ocampo, Vice-Président de l'Institut national de statistique et de géographie, Mexique, et coprésident de l'UN-GGIM.

Orateurs : Rohan Richards, directeur principal de la division de Gestion des données spatiales nationales, Jamaïque. **Steven Ramage**, directeur des relations extérieures, Secrétariat du Groupe sur l'observation de la Terre (GEO), **Daniele Ehrlich,** Centre commun de recherche de la Commission européenne, Institut pour la protection et la sécurité du citoyen, Italie. **Ivan Petiteville,** Agence spatiale européenne, ancien président du Groupe de travail sur les catastrophes du comité sur les satellites d'observation de la Terre (CEOS), point de contact GEO-DARMA. **José Eduardo de la Torre Bárcena,** directeur de la planification, vice-présidence de l'information économique, Institut national de statistique et de géographie (INEGI), Mexique.

Les participants à la séance ont répété que les outils et services d'informations géospatiales et de données d'observation de la Terre sont des composantes essentielles de la prévention, prévision, réponse et gestion des catastrophes, ainsi que de la planification et du suivi du développement durable. Ces technologies et dispositions institutionnelles sont parvenues à une maturité telle qu'elles devraient jouer un rôle prépondérant dans la prise de décision.
Les participants ont souligné que la coopération et les partenariats internationaux sont essentiels pour parvenir à des approches intégrales, globales et inclusives de Réduction des Risques de Catastrophe, de renforcement de la résilience et de développement durable efficaces.
Ils ont également fait ressortir que les données nécessaires à la Réduction des Risques de Catastrophe doivent intégrer différentes sources d'information, telles que : enquêtes sur les ménages, recensements nationaux, données géospatiales et d'observation de la Terre, registres administratifs, enquêtes sur la qualité des services, informations géospatiales spontanées, big data, etc.
Cela implique également d'être à l'écoute des personnes affectées ou potentiellement concernées par les catastrophes et de les intégrer systématiquement dans le processus de planification et de prise de décision.

Recommandations

- L'intégration d'informations géospatiales et statistiques (avec d'autres sources de données, comme les informations géospatiales spontanées et le big data) facilite la localisation et l'évaluation des progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable, ainsi que le suivi des catastrophes au fil du temps et à toutes les échelles.
- Une telle intégration génère de puissantes synergies. Les avantages sont particulièrement évidents pendant les catastrophes et peuvent être utiles au renforcement de la résilience.
- L'harmonisation entre les objectifs de développement durable et le Cadre de Sendai, leurs indicateurs et les communautés chargées de les mettre en œuvre est essentielle pour garantir une approche intégrée de la Réduction des Risques de Catastrophe, pour créer des synergies et pour maximiser – sans les diluer ni les dupliquer – les efforts et les ressources.
- Les données géospatiales et d'observation de la Terre peuvent grandement renforcer cette convergence. Cela signifie qu'une interaction est nécessaire entre les professionnels des données géospatiales et d'observation de la Terre et des statistiques et leur contribution au travail des décideurs politiques et des secouristes, aux fins de décisions basées sur des preuves (à condition que les décideurs politiques soient prêts, désireux et en mesure d'écouter et d'agir sur la base de preuves).

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

- L'accès aux données est une composante majeure de cet objectif. Les générateurs, gestionnaires, intermédiaires et fournisseurs de données doivent veiller à ce que les données soient conformes aux critères suivants : qualité, fréquence, conformité aux normes communes, ouvertes, et accessibilité via les plate-formes et portails usuels.
- La coordination interinstitutionnelle – ainsi qu'une coordination au plus haut niveau, la coordination technique de l'ONS ou d'autres agences expertes, et la participation active et ouverte des chercheurs, de la société civile et du secteur privé – est essentielle à la production, l'intégration, l'analyse et l'utilisation adéquate des informations aux fins de l'élaboration de la politique.
- Le système national d'informations statistiques et géographiques (SNIEG) du Mexique, ainsi que son Conseil national pour le Programme à l'horizon 2030, qui vient d'être formé, constituent des exemples d'une telle coordination.
- D'autres exemples de coordination et de coopération peuvent être trouvés au sein de l'Union européenne et d'autres entités membres de l'UN-GGIM.

Le Cadre de Sendai dans la région arabe : une approche du risque climatique

Vendredi 26 mai, 16 h 00 - 16 h 55

Président : Amjad Madani Abbashar, directeur du bureau régional pour l'Afrique, UNISDR.

Orateurs : **Fadi Hamdan,** cofondateur du Centre de gestion des risques de catastrophe, Liban. **Djilali Benour,** directeur de la recherche, université des sciences et de la technologie **Houari Boumediene** de Bab Ezzouar, Algérie. **Mohammed Fadi Janan,** chargé de programme régional, UNISDR. **Oscar Ekdahl,** chargé de programme régional, Risques de catastrophe et changement climatique, Programme alimentaire mondial, **Zubair Murshed,** Conseiller régional, PNUD. **Nathalie Zaarour,** gestionnaire des projets de Réduction des Risques de Catastrophe, présidence du Conseil des ministres, Liban.

La séance a été consacrée aux défis et opportunités de la mise en œuvre du Cadre de Sendai dans la région arabe. Les participants ont présenté les leçons tirées de la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo dans la région, en soulignant les avancées réalisées et en expliquant comment cette expérience et ces progrès serviront à la mise en œuvre du Cadre de Sendai.

Les intervenants ont exposé les spécificités de la région s'agissant des catastrophes ; ils ont expliqué les difficultés que représente le suivi des catastrophes à déclenchement lent, comment les stratégies de sécurité alimentaire doivent gérer les risques relatifs à la dépendance à l'égard des échanges et des importations de produits alimentaires, et plus généralement comment les efforts de Réduction des Risques de Catastrophe doivent être globaux – en prenant en compte les tendances et les défis socioéconomiques – afin d'être efficaces à long terme.

Les participants à la séance ont présenté un bref aperçu de la déclaration de Doha et de la position arabe sur le Cadre de Sendai, ainsi que des exemples d'expériences acquises par le Liban et l'Algérie sur la manière dont les gouvernements nationaux ont mis en œuvre le Cadre de Sendai.

Une équipe de bénévoles faisant la promotion de la résilience en marge de la Plate-forme mondiale 2017.

Conférence sur les dispositifs d'alerte précoce multirisque

22-23 mai

Coorganisée par l'Organisation météorologique mondiale, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture , la Banque mondiale, le Gouvernement du Mexique et l'UNISDR

Plus de 450 professionnels issus d'un large éventail de milieux institutionnels et techniques se sont réunis pendant deux jours pour assister à la Conférence sur les dispositifs d'alerte précoce multirisque organisée juste avant la Plate-forme mondiale 2017.
Les discussions ont porté sur le 7e objectif mondial du Cadre de Sendai (G) : « Améliorer nettement, d'ici à 2030, l'accès des populations aux dispositifs d'alerte précoce multirisque et aux informations et évaluations relatives aux risques de catastrophe. »

Elles ont abouti aux messages clés suivants :
Les informations sur les risques sont la première étape de tout dispositif d'alerte précoce. Elles recensent les principaux aléas et les groupes les plus vulnérables.

- Les informations sur les risques sont nécessaires aux alertes fondées sur l'impact et à la communication aux communautés exposées.
- Les informations sur les risques doivent être axées sur les personnes et adaptées à la taille de la communauté.
- Le changement climatique augmente le risque de phénomènes météorologiques extrêmes.
- Des exemples ont montré que tous les pays – y compris les pays en développement – peuvent concevoir et mettre en place des dispositifs d'alerte précoce si tous les secteurs y travaillent ensemble, y compris ceux de la météorologie, de l'hydrologie, de la santé et des technologies de l'information. Il faut tirer parti des nouvelles technologies, comme les réseaux de téléphonie mobile/cellulaire et l'Internet, ainsi que des technologies plus anciennes comme la radio.
- Des partenariats public-privé doivent être formés pour collaborer étroitement avec les opérateurs de téléphonie mobile/cellulaire et de satellites et d'autres opérateurs pour développer des outils et stratégies de communication à utiliser en cas de catastrophe.
- Le développement de normes de communications, comme le protocole commun d'émission d'alertes, permettra de diffuser des alertes harmonisées qui atteindront davantage de personnes. Il faut passer de prévisions indiquant quel temps il fera à des prévisions signalant quel impact aura le temps. Cela implique l'introduction au niveau mondial d'alertes fondées sur l'impact.
- Beaucoup de catastrophes provoquent une réaction en chaîne (par exemple, les tremblements de terre déclenchent des tsunamis qui entraînent des inondations et des crises économiques, sanitaires, nucléaires et de sécurité alimentaire).
- Les programmes d'alerte précoce des pays restent fragmentés. La responsabilité de la gestion de multiples portefeuilles impliquant de nombreux partenaires incombe aux institutions nationales. Les choses peuvent encore être améliorées en augmentant l'efficacité des investissements dans les dispositifs d'alerte précoce. Des initiatives comme CREWS (Climate Risk Early Warning Systems) peuvent contribuer à remédier à l'actuel manque de ressources des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement.

Recommandations

- Élaborer des directives sur l'évaluation de l'accès aux dispositifs d'alerte précoce et de leur efficacité, dans le contexte des efforts des pays pour suivre la objectif mondiale G du Cadre de Sendai.
- Diffuser largement la liste de contrôle sur les dispositifs d'alerte précoce multirisque et la compilation des bonnes pratiques.
- Se réunir à nouveau dans deux ans pour évaluer les progrès dans l'application des recommandations formulées dans le compte-rendu de la conférence.

PAGE SUIVANTE »

Forum des États ACP [Afrique, Caraïbes et Pacifique]

Jeudi 25 mai, 13 h 00 - 15 h 00

Intervenants : Léonard-Émile Ognimba, Secrétaire général adjoint, Secrétariat des ACP. **Samuel Eaney Manetoali**, Ministre de l'environnement, du changement climatique, de la gestion des catastrophes et de la météorologie, Îles Salomon. **Hussein Mar Nyuot**, Ministre des affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes, Sud-Soudan. **Max Rudolph Saint-Albin,** Ministre de l'intérieur, Haïti. **Josefa Leonel Correa Sacko**, Commissaire à l'économie rurale et à l'agriculture, Commission de l'Union africaine. **Enrique Guerrero Salom**, membre du Parlement européen. **Johannes Luchner**, directeur de la gestion des situations d'urgence, ECHO.

Le Forum intra-ACP, organisé conjointement par l'UNISDR et le Secrétariat des ACP, a réuni des ministres d'Haïti, des Îles Salomon et du Sud-Soudan, le groupe des États ACP, le Parlement européen et la Commission européenne, la Commission de l'Union africaine, le Secrétariat de la Communauté du Pacifique et le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes.

Les participants ont partagé les enseignements tirés et les meilleures pratiques des programmes de Réduction des Risques de Catastrophe financés par les pays ACP via le Fonds européen de développement.

Les intervenants ont salué l'engagement politique pris l'an dernier par les chefs d'État et de gouvernement des ACP de renforcer la coordination et le dialogue entre les 79 pays dans toutes les instances internationales. Le but de cette initiative est de permettre aux États ACP de travailler à la réforme du système multilatéral qui sert leurs intérêts et de renforcer leur rôle dans tous les secteurs de la gouvernance au niveau mondial, afin de contribuer à leur développement.

Les participants à la séance ont souligné les opportunités offertes par l'accord de Cotonou et ont souligné le fait qu'il constitue une base de collaboration avec l'Union européenne, les institutions régionales ACP et les organisations des Nations Unies sur les questions liées à la compréhension des risques de catastrophe. Ceci inclut l'adoption de stratégies d'amélioration du processus d'évaluation et de recensement des risques, la promotion du renforcement des capacités et de l'intégration de la Réduction des Risques de Catastrophe, et l'élaboration de politiques d'encouragement des initiatives de transfert des risques, de relèvement post-catastrophe et de reconstruction à long terme dans les États ACP. Les ministres des trois régions ACP ont eu un échange sur les difficultés et les expériences relatives aux efforts de Réduction des Risques de Catastrophe financés par le Fonds européen de développement. Les participants ont partagé des informations sur leurs projets actuels.

Ils ont souligné la nécessité d'une responsabilité partagée de la réduction des risques sur la base des différences de capacités, et la nécessité de travailler à l'intégration de la Réduction des Risques de Catastrophe dans toutes les politiques, y compris les investissements publics et privés.

Les participants se sont engagés à continuer à travailler ensemble avec d'autres institutions internationales et avec les institutions régionales ACP pour atteindre les objectifs du Cadre de Sendai d'ici 2030.

La séance a été convoquée dans le cadre du programme « Renforcement des capacités de résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne » ; ce programme d'une durée de cinq ans (2015-2020) en faveur de l'Afrique est financé par l'Union européenne à hauteur de 80 millions d'euros au titre de la coopération dédiée à la RRC entre l'Union européenne et les pays ACP. Cette coopération prévoit également trois autres programmes de Réduction des Risques de Catastrophe soutenant les États ACP au moyen d'un financement supplémentaire de 100 millions d'euros provenant du 10e Fonds européen de développement.

Résilience aux changements climatiques et aux catastrophes dans les petits États insulaires en développement : solutions pratiques

Dimanche 21 - Jeudi 23 mai

Coorganisé par le Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement (GFDRR) de la Banque mondiale, le département des affaires économiques et sociales des Nations Unies et l'UNISDR

Une centaine de décideurs politiques et de professionnels des 34 petits États insulaires en développement se sont réunis pour discuter de leurs réussites et de leurs expériences, pour se pencher sur les opportunités et les obstacles et pour partager des solutions techniques de pointe afin de réduire le risque de catastrophe et de renforcer leur résilience aux aléas climatiques.

La réunion a permis un échange d'expériences entre pairs et a renforcé la communauté de pratiques entre les petits États insulaires en développement s'agissant de déterminer des solutions pour atteindre les objectifs mondiaux du Cadre de Sendai.

Les participants ont souligné l'importance de la collaboration entre les organes compétents pour la résilience aux catastrophes et au changement climatique, et de l'intégration des questions de climat et de risque de catastrophe dans la planification nationale et sectorielle. Une telle intégration demande du temps et nécessite une gouvernance politique au plus haut niveau ; elle exige l'engagement des responsables gouvernementaux clés via les canaux existants plutôt que la création de processus parallèles, et doit être fondée sur de larges consultations multisectorielles et participatives.

À cette fin, les petits États insulaires en développement estiment que les réformes institutionnelles qui favorisent la coordination et rassemblent les différents secteurs et les institutions se sont avérées être une solution prometteuse. Elles offrent aux partenaires du développement un point d'entrée unique qui permet d'éviter la duplication et de renforcer la coordination interne.

C'est lorsque l'intégration de la résilience aux aléas climatiques et aux catastrophes est liée aux processus budgétaires et aux stratégies et plans nationaux que l'impact a été le plus fort. Les Ministres des finances ont été instamment invités à jouer un rôle actif dans l'agenda de la résilience, pour être en mesure d'élaborer des politiques et de prendre des décisions d'investissement qui tiennent compte des risques.

Les participants ont observé que la résilience aux aléas climatiques et aux catastrophes est bien intégrée au niveau communautaire, et que les approches communautaires participatives apportent la preuve nécessaire qu'il faut recommander une approche intégrée d'un développement résilient aux aléas climatiques et aux catastrophes auprès des décideurs politiques nationaux. Ils ont également mis en lumière l'importance des dispositions institutionnelles qui garantissent que les données et les informations sont largement partagées entre toutes les parties prenantes.

Les avantages d'une approche globale de la Réduction des Risques de Catastrophe dans ces pays ont été mis en avant. Parmi ces avantages, on peut citer la meilleure compréhension des risques, l'aménagement du territoire tenant compte des risques, les dispositifs d'alerte rapide, ainsi que les assurances et instruments financiers de transfert des risques. Les systèmes d'information doivent être adaptés aux contextes locaux et aux besoins spécifiques des petits États insulaires en développement.

Considérant que les conditions locales et les risques sont changeants et nécessitent des mises à jour régulières, les participants ont mis en évidence la manière dont les données locales et une résolution précise sont indispensables à l'évaluation des dommages, et dont les exercices réguliers de renforcement des capacités sont essentiels pour garantir la durabilité de l'aménagement du territoire en fonction des risques.

Les participants ont également mis en lumière l'intérêt des systèmes de communication adaptés au contexte, interconnectables et interopérables et formant un tout intégré, ainsi que des dispositifs d'alerte à codes adaptés aux contextes et aux besoins physiques et sociaux locaux. Selon les participants, la collaboration Sud-Sud est vitale pour la planification des options d'adaptation et d'atténuation des risques.

La protection des côtes est considérée comme une priorité par les petits États insulaires en développement. Les participants ont estimé que les solutions efficaces sont les solutions collaboratives – globales et impliquant les parties prenantes à tous les niveaux – qui s'appuient sur des combinaisons de mesures de protection à la fois « vertes » et « grises » et sur une compréhension approfondie de l'interaction entre l'érosion côtière, le changement climatique et le développement socioéconomique.

Débat télévisé

Jeudi 25 mai, 14 h 00 - 15 h 00

La Plate-forme mondiale 2017 incluait un débat télévisé avec le secteur privé. Un panel de cinq orateurs a participé à ce débat d'une heure, modéré par José Martín Sámano, présentateur mexicain de la chaîne TV Azteca : Aris Papadopoulos, ancien CEO de Titan America et membre du conseil d'administration d'ARISE (UNISDR) ; Saber Chowdhury, député du parlement du Bangladesh ; Martha Herrera González, Cemex ; Simon Clow, Axa Group ; et Carlo Papa, fondation Enel.

Les intervenants ont discuté des mesures à prendre pour améliorer la résilience à l'avenir, et des incitations politiques et pratiques qui devraient être mises en place pour que les investissements tiennent davantage compte des risques, considérant que quelque 6 000 milliards USD seront investis globalement dans des infrastructures urbaines comme des routes, des ponts, des services publics collectifs, des hôpitaux, des écoles et des logements au cours des dix prochaines années.

Le débat a été transmis en direct sur les canaux mexicains et européens par le CENOPRIE, le principal réseau public mexicain de radio-télédiffusion, à des audiences de 10 à 12 millions de téléspectateurs.

1re partie **2e partie**

Les intervenants du débat télévisé pendant la Plate-forme mondiale 2017

Accès des femmes à des postes de dirigeantes, Réduction des Risques de Catastrophe et résilience

Jeudi 25 mai, 13 h 00 - 15 h 00

Coprésidents : **Amina Mohammed,** Vice-Secrétaire générale des Nations Unies. **Robert Glasser,** Représentant spécial du Secrétaire général pour la Réduction des Risques de Catastrophe
Intervenants : **Inonge Mutukwa Wina,** Vice-Présidente de Zambie. **Elhad As Sy,** Secrétaire général de la FISCR. **Laura Tuck,** Vice-Présidente de la Banque mondiale pour le développement durable, **Sandra Wu,** CEO, Kokusai Kogyo, **Madeleine Redfern,** maire d'Iqalit, Canada, **Yannick Glemarec,** directeur exécutif adjoint, ONU-Femmes. Message de **Tarja Halonen,** ancienne Présidente de Finlande, délivré par **Riikka Laatu,** directrice générale adjointe, département d'élaboration des politiques, Ministère des affaires étrangères, Finlande.

Les participants ont évoqué certains modèles exemplaires de leadership de femmes œuvrant pour la Réduction des Risques de Catastrophe dans les secteurs public et privé et les institutions internationales ; ils ont mis en lumière les difficultés auxquelles sont confrontées les femmes s'agissant d'accéder à des postes de direction et ont proposé des recommandations pour les futures générations.
La réunion a souligné l'urgence de reconnaître et de promouvoir le leadership et la participation des femmes à tous les niveaux de prise de décision comme une condition préalable au traitement de défis majeurs tels que la pauvreté, l'inégalité et la violence à l'égard des femmes. Les objectifs de développement durable offrent l'opportunité de galvaniser le soutien nécessaire pour parvenir à la pleine participation publique et politique, égale et significative des femmes à la conduite de la mise en œuvre des priorités du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Cadre de Sendai d'ici 2030. S'appuyant sur le principe selon lequel personne ne doit être laissé pour compte, les participants à la réunion ont invité les gouvernements à davantage prendre en compte les connaissances et l'expertise des femmes et à impliquer plus systématiquement les femmes dans la conception, la planification, le financement et la mise en œuvre de stratégies nationales et locales de Réduction des Risques de Catastrophe inclusives et respectueuses de l'égalité des sexes, d'ici 2020.
Le droit des femmes à l'égalité doit être intégré à tous les processus institutionnels et à tous les systèmes juridiques ; ce droit doit être consacré par les lois et les pratiques juridiques.
Les gouvernements ont également été instamment invités à garantir la collecte systématique, la disponibilité et l'analyse de données ventilées sur le genre afin d'identifier les besoins, les capacités, les réalisations et la contribution significative des femmes à la Réduction des Risques de Catastrophe.
Il importe d'accorder une attention particulière et un investissement à long terme aux principes fondamentaux que sont l'éducation et le renforcement des capacités, afin d'améliorer les compétences et la compréhension des femmes et des plus jeunes générations à l'égard de la Réduction des Risques de Catastrophe et ainsi leur permettre d'accéder à des positions de dirigeantes et d'influencer le processus national et local de prise de décisions en matière de Réduction des Risques de Catastrophe.
L'accès des femmes à des postes de dirigeantes et leur autonomisation dans le contexte de la Réduction des Risques de Catastrophe n'est pas seulement une question qui concerne les femmes et les filles. Cela nécessite une approche inclusive et participative qui implique également les hommes et les garçons afin d'ancrer les principes fondamentaux de l'égalité des genres dans les approches culturelles, les pratiques institutionnelles et la gouvernance à long terme.
La réunion a appelé à des efforts supplémentaires pour extirper les racines de la discrimination fondée sur le sexe partout où elle apparaît et pour instaurer l'égalité des chances de toutes les femmes et de toutes les filles à accéder aux informations, aux possibilités d'emploi et aux mécanismes de financement et de contribuer aux opportunités de création de richesses économiques. Un « Programme mondial de soutien à une mise en œuvre sensible aux questions de genre du Cadre de Sendai : lutter contre l'inégalité des sexes face aux risques et promouvoir la résilience des communautés aux aléas naturels dans le contexte du changement climatique » a été lancé conjointement par l'ONU-Femmes, l'UNISDR et la FISCR pour promouvoir une Réduction des Risques de Catastrophes tenant compte des questions de genre et susciter les changements transformateurs nécessaires pour bâtir un monde plus sûr, plus égalitaire et plus inclusif pour tous.

Inonge Mutukwa Wina, Vice-Présidente de Zambie, intervenant lors de l'événement spécial « Accès des femmes à des postes de dirigeantes, Réduction des Risques de Catastrophe et résilience »

Remise du Prix Sasakawa

Le Prix biennal Sasakawa récompense les projets ayant contribué de manière significative à sauver des vies et à réduire la mortalité due aux catastrophes.

L'édition 2017 de ce prix offert par les Nations Unies et la Nippon Foundation a récompensé les efforts de réduction des pertes en vies humaines dues aux catastrophes au Portugal, en Iran, au Brésil et dans les Fidji.

Les colauréats étaient la municipalité d'Amadora (Portugal) et l'organisation pour le développement, la rénovation et l'équipement des écoles (DRES) basée en Iran. Un certificat de distinction a été décerné au projet GIDES mis en œuvre par les Ministères brésiliens des villes, de l'intégration nationale, des mines et de l'énergie, et des sciences, des technologies et des communications, tandis qu'un certificat de mérite était remis au projet des Fidji « Habitat pour l'humanité ».

Marcie Roth, Présidente et CEO d'Inclusive Emergency Strategies LLC et membre du jury, a indiqué que les lauréats étaient les candidats ayant fourni les efforts institutionnels de gestion des risques de catastrophe les plus durables, les plus soutenus, les plus inclusifs et les plus exhaustifs.

À ce jour, plus d'une centaine de personnes ou entités ont reçu le Prix Sasakawa. Avec le Prix OMS-Sasakawa pour la santé et le Prix PNUE-Sasakawa pour l'environnement, le Prix ONU-Sasakawa pour la Réduction des Risques de Catastrophe est l'une des trois prestigieuses récompenses créées en 1986 par le président-fondateur de la Nippon Foundation, Ryoichi Sasakawa.

Remise du Prix RISK

Attribué tous les deux ans par la Munich Re Foundation, l'UNISDR, et le Global Risk Forum de Davos, le Prix Risk Award récompense les méthodes et plans innovants visant à réduire les risques et à améliorer la gestion des catastrophes. Offert par Munich Re et doté de 100 000 euros, ce Prix permet aux gagnants de passer de la conception à la concrétisation de leur projet.

L'édition 2017 de ce prix a été attribuée à un plan de déploiement de technologies de pointe pour assurer le suivi des aléas sanitaires au Népal. L'association népalaise du personnel infirmier voit ainsi récompenser son projet « EpiNurse » (abréviation de « Epidemiology Nurse ») qui équipera les infirmiers et infirmières de la communauté himalayenne d'outils de suivi et de surveillance pour prévenir et maîtriser les maladies infectieuses après une catastrophe.

Cette année, le Prix Risk avait pour thème « Concepts et technologies innovants pour l'information et la communication » et les candidats devaient présenter des projets numériques pour aider les communautés à mieux anticiper les catastrophes. Après d'intenses délibérations qui lui ont permis de désigner les dix meilleurs candidats, le jury a publié en février une sélection finale de trois candidats. Outre EpiNurse, les deux autres projets sont originaires du Kenya et d'Inde.

EpiNurse a pour objectif de former le personnel médical de première ligne des zones urbaines exposées aux tremblements de terre à agir en tant qu'agents de suivi de la santé. Les informations collectées au fil du processus de suivi alimenteront une base de données qui aidera les experts à développer des modèles visant à faciliter la prise de décisions en matière de gestion des risques en situation de catastrophe et, donc, à réduire les risques futurs.

Stands recyclables de la Place de Marché organisée pendant la Plate-forme mondiale 2017

Réunions préparatoires

LUNDI 22 MAI - Après-midi

- Mise en œuvre du Cadre de Sendai intégrant les personnes atteintes de handicaps
- Messages de politique pour la résilience côtière des Caraïbes
- Projet « Views from the Frontline »
- Séance d'information sur les organisations régionales du Pacifique
- Stratégies nationales de Réduction des Risques de Catastrophe : De la prise d'engagement à l'action
- Chercheurs en Réduction des Risques de Catastrophe centrée sur l'enfant
- Partenariat mondial pour la préparation aux catastrophes
- Séances d'information avec les chefs d'État du Pacifique
- Alliance pour l'environnement et la Réduction des Risques de Catastrophe

MARDI 23 MAI - matin

- Séances d'information régionales pour l'Amérique
- Séances d'information régionales pour l'Afrique
- Séances d'information régionales pour l'Europe
- Séances d'information régionales pour la région arabe
- Séances d'information régionales pour l'Asie
- Réunion de consultation sur la résilience urbaine
- Réunion du conseil ARISE
- Sommet des autorités locales
- Séances d'information avec les délégations du Pacifique
- Réunion de consultation pour un monde plus sûr
- Réunion de consultation CCEAC, OCHA, ROWCA, EPS
- Réunion de consultation de l'ANASE
- Réunion de consultation de CEPREDENAC
- Réunion de consultation de l'EFDRR
- Priorité 1 du Cadre de Sendai : Comprendre les risques de catastrophe
- Réunion de la plate-forme des professionnels communautaires
- Réunion préparatoire des ONG et OSC
- Séances d'information avec les organisations intergouvernementales
- Rencontre des parlementaires (1)
- Réunion préparatoire pour enfants et jeunes
- Séminaire de consultation sur le renforcement des capacités

MARDI 23 MAI – après-midi

- Construction des écoles sûres WISS
- Séances d'information sur les plate-formes nationales
- La Réduction des Risques de Catastrophe dans l'agenda post-2015
- Réunion préparatoire des peuples autochtones
- Réunion préparatoire des personnes handicapées
- Réunion de consultation science et technologie
- Réunion de consultation du secteur privé
- Santé et Réduction des Risques de Catastrophe
- Gouvernance de la Réduction des Risques de Catastrophe au niveau local
- Réunion de consultation du secteur de l'assurance
- Séances d'information régionales pour le CASC
- Recherche historique au sein des communautés côtières
- Rencontre des parlementaires (2)
- Réunion d'information de l'Union européenne
- Alliance mondiale pour l'éducation à la Réduction des Risques de Catastrophe
- Réunion préparatoire des chefs d'agence des Nations Unies
- Stratégie globale pour une Réduction des Risques de Catastrophe intégrant les personnes handicapées : prochaines étapes pour l'engagement de Sendai
- Partenaires de résilience
- Rencontre des experts : Guide WIA sur l'évaluation nationale des risques de catastrophe
- Réunion préparatoire sur l'accès des femmes à des postes de dirigeantes
- Construction après la catastrophe : Études de cas et leçons apprises

Stage Ignite [par ordre de passage]

MERCREDI 24 MAI

- Éducation à la Réduction des Risques de Catastrophe, résilience et continuité économique
- Dispositifs d'alerte précoce multirisque basés sur l'impact en Amérique latine
- Alarmes météorologiques – un système d'alerte précoce orienté vers les utilisateurs pour 36 pays européens
- Radio grandes ondes utilisée pour la mise en œuvre du « Centre national de diffusion »
- Construction de la résilience à Morelia, Mexique
- Mesurer les progrès de la résilience urbaine – outils MCR
- « Feuille de route pour la résilience communautaire », approche de la Réduction des Risques de Catastrophe par la FICR : centrée sur les populations, globale et motivée par la demande
- Stratégies intégrales de gestion des risques pour les économies sous-nationales : le cas d'Oaxaca
- Développement de programmes destinés aux jeunes professionnels pour une gestion urbaine efficace et des villes résilientes
- Professionnalisation de la résilience communautaire : l'expérience du Pacifique
- Secteur universitaire : base de formation stratégique pour de futurs professionnels dans la Réduction des Risques de Catastrophes
- Alliance ACT : Apprentissage en ligne mixte des professionnels de terrain sur la Réduction des Risques de Catastrophe
- Résilience psycho-sociale communautaire et relèvement après des catastrophes naturelles : le cas d'Haïti
- Accompagnement psycho-social en fonction des communautés : Un véhicule pour la résilience dans les zones exposées aux catastrophes
- Intégration de la Réduction des Risques de Catastrophe et des évaluations nationales uniformisées (CCA, Common Country Assessment) pour le développement durable
- Vers une ère post-2015 résiliente : Le Bangladesh réconcilie Réduction des Risques de Catastrophes, adaptation aux changements climatiques et développement durable
- Réduction participative des risques de catastrophe et planification de relèvement avant une catastrophe
- Renforcer l'impact par l'approche « Mieux reconstruire » : qu'en pensent réellement les populations affectées par les catastrophes ?
- Promouvoir un relèvement sûr après une catastrophe
- La protection civile dans les écoles – Rio de Janeiro
- Orientation pour la mise en œuvre de l'approche « Mieux reconstruire » pendant le relèvement, la réhabilitation et la reconstruction
- Reconstruire la ville dévastée de Rikuzentakakata, Japon
- Planification d'une action et d'une réponse humanitaires après une catastrophe
- Lier l'action humanitaire à la résilience
- Financement de la Réduction des Risques de Catastrophe et pratique dans les environnements difficiles
- « Le remède contre les catastrophes » : comment l'audit des risques deviendra central dans la Réduction des Risques de Catastrophe
- Engager les particuliers dans la Réduction des Risques de Catastrophe

JEUDI 25 MAI

- Partenariat public entre le Japon et le Mexique dans la réduction des risques de grands tremblements de terre et de tsunami : le projet SATREPS
- Comment un petit investissement peut faire une grande différence : Conduire les communautés urbaines pauvres vers la résilience (Metro Manila, Philippines)
- Les prestations de soins non rémunérées : comment surmonter cet obstacle au leadership des femmes dans la Réduction des Risques de Catastrophes
- we4DRR – un réseau d'expertes en Réduction des Risques de Catastrophe
- Renforcement de la gestion des catastrophes : Partenariats populaires dirigés par les femmes visant à localiser le Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe
- Menaces invisibles : le rôle des réseaux informels
- Xô, Moustique ! - La lutte contre Aedes aegypti
- Chiffres de participation à la Réduction des Risques de Catastrophe
- Recommandations concernant les inondations et les catastrophes en zones urbaines
- Fournir des preuves d'efficacité : Développer des partenariats de recherche en matière de santé associée à la Réduction des Risques de Catastrophe pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai
- Utiliser la science et la technologie pour mettre en œuvre le Cadre de Sendai au niveau local
- Les retombées de la préparation aux catastrophes : le cas de l'ouragan Matthew
- Renforcer la résilience des petites pêcheries dans les Caraïbes
- Nouvelles données d'accès libre pour la surveillance des objectifs du Cadre de Sendai
- Projet Heron et application d'appel d'urgence
- HoloDisaster : Simulation holographique des catastrophes
- Stop Disasters 2.0 : des jeux vidéo pour encourager la participation à l'acquisition de connaissances sur les catastrophes
- Préparation aux catastrophes : comment fournir à 4 millions de personnes 3 litres d'eau potable par jour
- Sismologie et ingénierie : Une solution pour la réduction des risques liés aux tremblements de terre
- Réduction décentralisée des risques de catastrophe
- Programme de résilience communautaire de l'Alberta
- « REaL », innovation en matière de Réduction des Risques de Catastrophe : Idées sur l'éducation sur les risques et leçons à apprendre d'Afrique
- Rôle des organisations religieuses dans les interventions innovantes localisées de Réduction des Risques de Catastrophe : Prix ACT
- Quantification des risques d'inondation dans l'appui à la prise de décisions : Le cas de Tegucigalpa
- Opération Résilience
- Stratégies innovantes de construction résiliente aux inondations pour les plus défavorisés
- Catastrophes et économie dans le Pacifique

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

Les déplacements dus aux catastrophes et le Cadre de Sendai

Le défi des dispositifs d'alerte précoce centrés sur les personnes : rapprocher culture, éducation et sciences citoyennes

Approche de la RRC éclairée sur les risques de la Commission européenne : un plan d'action aligné sur le Cadre de Sendai

Jeunes engagés et moteurs du changement dans la Réduction des Risques de Catastrophe aux Caraïbes

Résilience urbaine centrée sur les enfants

Les enfants et les jeunes dans la Réduction des Risques de Catastrophe en Amérique latine et aux Caraïbes

Écoles plus sûres : un point d'entrée pour la résilience communautaire

Voix des enfants et de la jeunesse d'Amérique latine à propos du Cadre de Sendai

Pays leaders en termes d'écoles plus sûres en Amérique latine et aux Caraïbes

Les jeunes comme leaders de la Réduction des Risques de Catastrophe : lancement de la plate-forme de l'UNISDR pour l'engagement des jeunes

La construcción de resiliencia en la infraestructura física educativa de México.

Des propriétaires d'animaux de compagnie préparés signifient des familles plus en sécurité

Comment les entreprises intègrent le Cadre de Sendai dans leurs activités : un exemple au Japon

La résilience dans une boîte – une solution pour les entreprises et les communautés

Engagement des petites entreprises dans la Réduction des Risques de Catastrophe et dans la continuité économique

L'investissement privé non professionnel : Le talon d'Achille de la résilience urbaine – Quoi, pourquoi et comment changer ?

Cartes manquantes : Faire figurer 200 millions de personnes sur la carte du monde pour la première fois

VENDREDI 26 MAI

Inclusion des handicapés dans la Réduction des Risques de Catastrophe sur la base du Cadre d'action de Sendai

Intégration de la Charte pour l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire dans l'élaboration des politiques et des processus de Réduction des Risques de Catastrophe

Promouvoir des initiatives de réduction inclusive des risques de catastrophe parmi les personnes handicapées et les seniors

Croissance urbaine et changement climatique : cartographie des risques et conception des mesures d'adaptation dans les projets d'investissement dans les infrastructures publiques à Lima (Pérou)

Planification des catastrophes

Comment un petit investissement peut faire une grande différence : Conduire les communautés urbaines pauvres vers la résilience (Metro Manila, Philippines)

Comprendre les risques de catastrophe dans une métropole : Istanbul

Niveaux de risque et vulnérabilité associés aux mesures d'adaptation aux inondations et aux changements climatiques dans le bassin binational du fleuve Puyango-Tumbes

La protection sociale peut-elle (doit-elle) accompagner la réponse et la résilience aux catastrophes ?

Compétences culturelles en matière de Réduction des Risques de Catastrophe, de relèvement et de moyens de prévention à long terme

Réduction des risques et développement résilient dans les zones protégées au Mexique

Les bases éthiques du leadership dans l'adversité

Communautés et municipalités résilientes en action

Apprentissage mutuel, partage de connaissances : Le programme d'évaluation par les pairs de l'UE comme moyen de mise en œuvre du Cadre de Sendai

Une gamme complète de solutions d'évaluation de la sûreté des écoles

Communiquer sur la science climatique aux fins de la prise de décisions de Réduction des Risques de Catastrophe

Modèles avant-gardistes de déviance positive et d'entrepreneuriat social pour la Réduction des Risques de Catastrophe

Comment les femmes utilisent les indices de résilience pour devenir des leaders dans la Réduction des Risques de Catastrophe

Cadre pour le développement résilient dans le Pacifique

Évaluation des risques multiples au niveau sous-national : la méthode INFORM

Mesures pratiques d'évaluation des risques aux fins de la Réduction des Risques de Catastrophe

L'expérience algérienne dans l'implication des autorités locales à tous les niveaux

Les retombées de la préparation aux catastrophes : le cas de l'ouragan Matthew

Risonance. Un système de gestion des évaluations des risques de catastrophe

Le génie biologique au service de la Réduction des Risques de Catastrophe

La science de la science citoyenne : travailler avec les communautés à l'évaluation d'initiatives participatives à l'East Coast Lab (ECLab), Nouvelle-Zélande

Encourager la participation des citoyens à l'aide des nouvelles technologies

Impact des programmes de sensibilisation à la Réduction des Risques de Catastrophe dans la municipalité d'Amadora

Cartographie participative : une méthode créative de promotion d'un engagement multipartite

Cartographie participative pour la Réduction des Risques de Catastrophe

Données ouvertes d'observation de la Terre pour la Réduction des Risques de Catastrophe

Renforcer la résilience dans le secteur de l'élevage : étude du cas du Costa Rica

Un outil de communication sur les risques basé sur le SIG pour Istanbul –GeoGIS

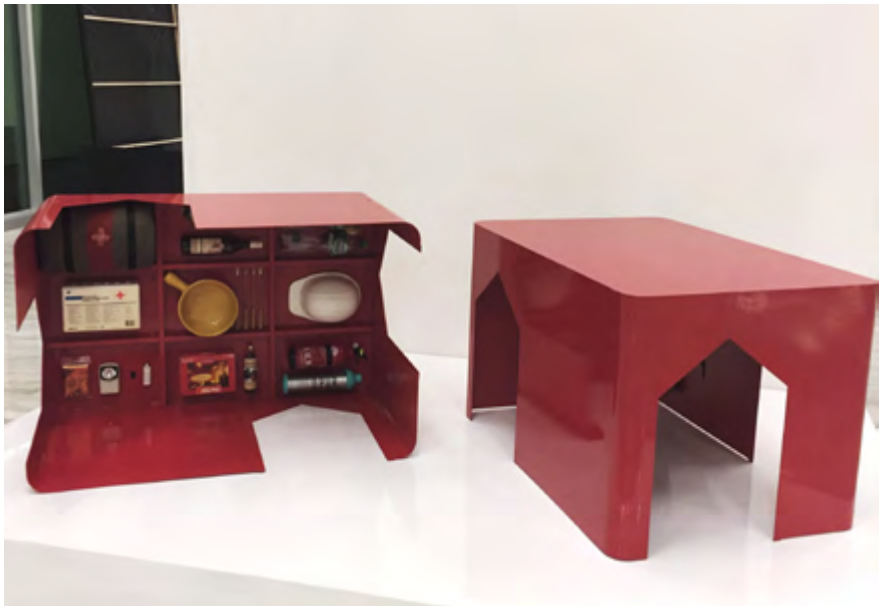
Place de marché

O2	Coalition d'un milliard de personnes pour la résilience
Q1	Secteur académique, science et technologie dans la Réduction des Risques de Catastrophe
F6	Prix ACT de la résilience
H8	ARISE
J6	BRAC
I2	BRACED et ODI
B3	Les enfants et les jeunes d'Amérique latine et des Caraïbes
J5	Les enfants et les jeunes
J12	Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires
I10	Cartographie ouverte collaborative pour la Réduction des Risques de Catastrophe
F14	Présidence de la gestion des catastrophes et des urgences (AFAD) / Turquie
C2	Surveillance des catastrophes et préparation à celles-ci
D5	Réduction des Risques de Catastrophe et changement climatique
O3	Réduction des Risques de Catastrophe en Afrique
H7	Initiatives de Réduction des Risques de Catastrophe au Népal
O6	Montagnes dynamiques – sociétés vulnérables
B7	Observation de la terre pour les programmes communautaires de Réduction des Risques de Catastrophe
I9	Observation de la terre et Réduction des Risques de Catastrophe
F15	Commission européenne
D6	Sécurité alimentaire et Réduction des Risques de Catastrophe
I1	Réseau Genre et catastrophes
B8	Allemagne
Q5	GFDRR
Q2	Réseau mondial des organisations de la société civile pour la Réduction des Risques de Catastrophe
B4	Santé et Réduction des Risques de Catastrophe
C3	Plate-forme d'échange de données humanitaires
D1	Inclusion des personnes handicapées dans la Réduction des Risques de Catastrophe
O1	Réduction des Risques de Catastrophe intégrée
J11	Programme international de relèvement (IRP)
Q6	JICA / Japon
F7	Nouvelle-Zélande
C4	Partenariat du Pacifique
H16	Sismologie et ingénierie
Q3	Essai du prototype du Sendai Monitor
C1	Cadre de Sendai : Connaissances, collaboration et action
D2	Soka Gakkai International (SGI)
Q4	Projet Sphere
P1 – P8	Nations Unies – Soutien au Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe
O5	Droits des femmes et gouvernance en matière de Réduction des Risques de Catastrophe
O4	Écoles

1. Drowning World, Gideon Mendel
2. Earthquake Tables, ECAL, Suisse, et D'Esposito Martino
3. Parazite, Gilles Perez pour Risk Insight Exhibition

1,

2.



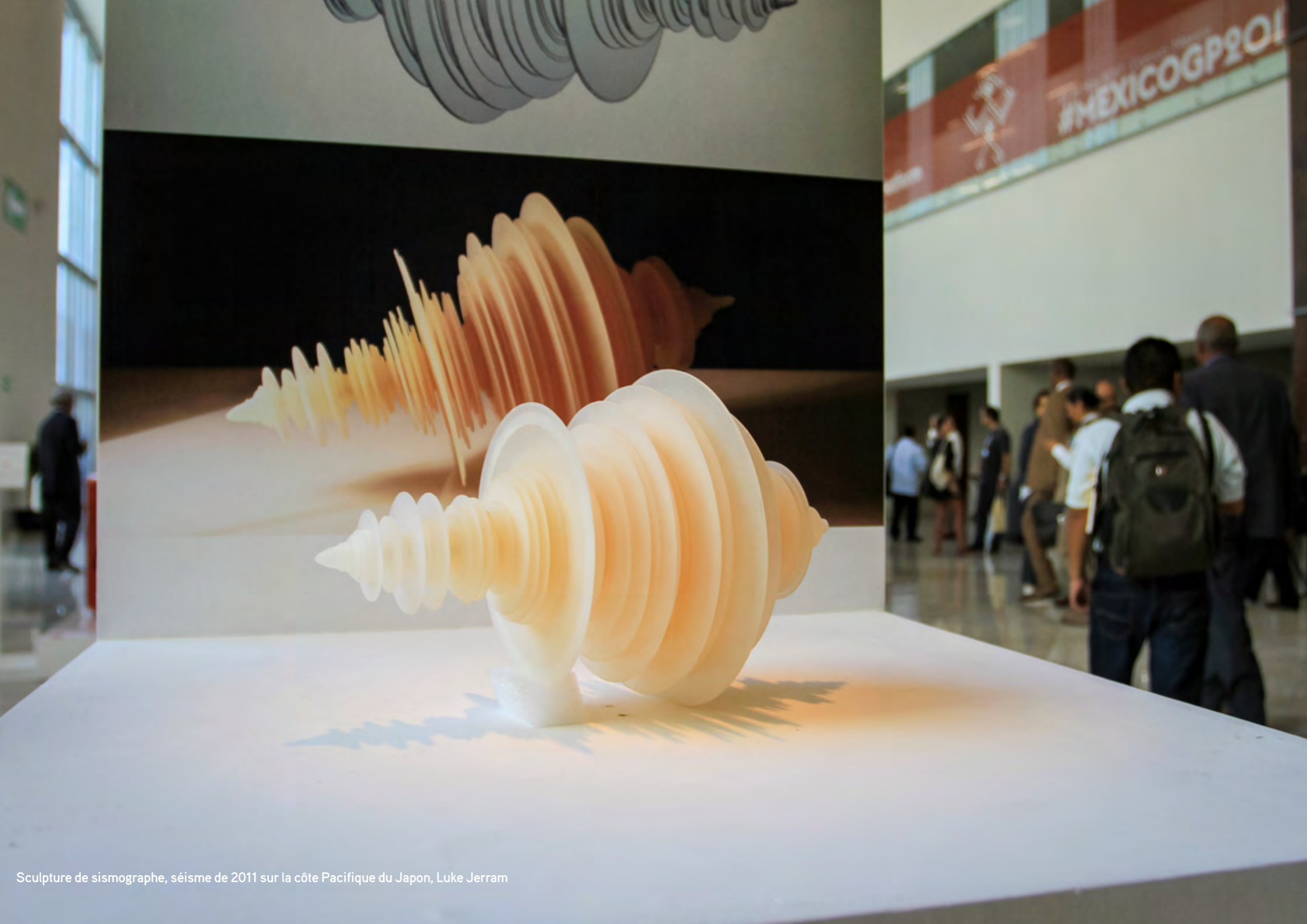
3.

Exposition sur la Réduction des Risques de Catastrophe

À Cancún, la Plate-forme mondiale a accueilli pour la première fois une exposition artistique consacrée à la Réduction des Risques de Catastrophe. Cet événement a montré comment les risques en général, et les risques de catastrophe en particulier, inspirent et guident le travail des artistes, des designers, des architectes, et une multitude d'activités culturelles dans le monde.

Les œuvres exposées venaient d'El Salvador, des États-Unis d'Amérique, de France, d'Israël, du Japon, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de Suisse et du Togo. Chacune d'elles exprimait l'un des multiples points de vue des artistes et des designers sur les risques. Œuvres cherchant à capter l'essence du risque sous une forme imagée, ou objets conçus pour réduire le risque ou représenter la résilience, tous, dans leur vaste diversité, sont l'aboutissement d'une perception singulière, scientifique, artistique, qui confirme la prévalence du risque dans nos sociétés.

L'exposition a bénéficié de la précieuse expertise de Claire Favre Maxwell, du MUDAC (Musée de design et d'arts appliqués contemporains) de Lausanne, Suisse.



Sculpture de sismographe, séisme de 2011 sur la côte Pacifique du Japon, Luke Jerram

États participants

Afghanistan
Afrique du Sud
Albanie
Algérie
Allemagne
Angola
Antigua-et-Barbuda
Arabie saoudite
Argentine
Arménie
Australie
Autriche
Azerbaïdjan
Bahreïn
Bangladesh
Barbade
Belgique
Belize
Bénin
Bhoutan
Bolivie (État plurinational de)
Bosnie-Herzégovine
Brésil
Burkina Faso
Burundi
Cabo Verde (République de)
Cambodge
Cameroun
Canada
Chili
Chine
Chypre
Colombie
Comores
Costa Rica
Côte d'Ivoire
Croatie
Cuba
Danemark
Dominique
Égypte
El Salvador
Émirats arabes unis
Équateur
Espagne
États-Unis d'Amérique
Éthiopie
Fédération de Russie
Fidji
Finlande
France
Gabon
Gambie (République de)
Ghana
Grenade
Guatemala
Guinée Bissau
Guinée équatoriale
Guyana
Géorgie
Haïti
Honduras
Îles Cook
Îles Marshall
Îles Salomon
Inde
Indonésie
Iran (République islamique d')
Iraq
Irlande
Israël
Italie
Jamaïque
Japon
Jordanie
Kazakhstan
Kenya
Kirghizistan
Kiribati
Koweït
Lesotho
Liban
Libye
Libéria
Luxembourg
Madagascar
Malaisie
Malawi
Maldives
Mali
Malte
Maroc
Maurice
Mauritanie
Mexique
Micronésie (États fédérés de)
Mongolie
Monténégro
Mozambique
Myanmar
Namibie
Népal
Nicaragua
Niger
Nigéria
Norvège
Nouvelle-Zélande
Oman
Ouganda
Ouzbékistan
Pakistan
Palaos
Palestine (État de)
Panama
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Paraguay
Pays-Bas
Philippines
Pologne
Portugal
Pérou
Qatar
Roumanie
République-Unie de Tanzanie
République centrafricaine
République de Corée
République dominicaine
République démocratique du Congo
République démocratique populaire lao
République populaire démocratique de Corée
République tchèque
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Saint-Siège
Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Sainte-Lucie
Samoa
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Serbie
Sierra Leone
Slovénie
Soudan
Soudan du Sud
Sri Lanka
Suisse
Suriname
Suède
Swaziland
Tadjikistan
Tchad
Thaïlande
Timor-Leste
Togo
Tonga
Trinité-et-Tobago
Tunisie
Turkménistan
Turquie
Tuvalu
Ukraine
Uruguay
Vanuatu
Venezuela (République bolivarienne du)
Zambie
Zimbabwe

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Agence caribéenne de gestion d'urgence des catastrophes (CDEMA)

Association des États de la Caraïbe (AEC)

Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)

Centro de Coordinación para la Prevención de los Desastres Naturales en América Central (CEPREDENAC)

Comité sur les satellites d'observation de la Terre (CEOS)

Communauté andine

Communauté de l'Afrique de l'Est

Communauté du Pacifique

Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC)

Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)

Conseil de coopération des États arabes du Golfe

Conseil de l'Europe (CdE)

Forum des îles du Pacifique

Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)

Groupe sur l'observation de la Terre (GEO)

Ligue des États arabes

Ordre souverain de Malte

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Organisation de coopération islamique (OCI)

Organisation de coopération économique (OCE)

Organisation internationale de protection civile (OIPC)

Organisation panaméricaine de la santé (OPS)

Secrétariat du programme régional océanien de l'environnement (PROE)

Système économique latino-américain et caribéen (SELA)

Union africaine

Union européenne (UE)

Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)

Union économique et monétaire ouest-africaine

SYSTÈME DES NATIONS UNIES ET ORGANISATIONS ASSOCIÉES

Banque mondiale

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

Commission préparatoire de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CPTICE)

Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)

Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)

Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)

Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Organisation internationale du travail (OIT)

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Organisation mondiale de la santé (OMS)

Organisation météorologique mondiale (OMM)

Programme alimentaire mondial (PAM)

Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)

Programme de développement des Nations Unies (PNUD)

Programme des Nations Unies pour les établissements humains (UN-Habitat)

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Secrétariat des Nations Unies

Union internationale des télécommunications (UIT)

Union postale universelle (UPU)

Université des Nations Unies (UNU)

Volontaires des Nations Unies (VNU)

ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET FONDS INTERNATIONAUX

Comité international de la Croix-Rouge (CICR)

Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR)

Fonds vert pour le climat

BANQUES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT

Banque asiatique de développement (BAD)

Banque latino-américaine de développement (CAF)

ORGANISATIONS PARLEMENTAIRES

Assemblée parlementaire euro-latino-américaine (EUROLAT)

Cámara de Diputados

Grupo Consultivo de Parlamentarios

Organisation mondiale des législateurs pour un environnement équilibré (GLOBE)

Parlamento Centroamericano Parlacen

Pro-rrd Lac

Union interparlementaire (UIP)

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET AUTRES GRANDS GROUPES

ActionAid International

Action for Sustainable Change (AFOSC)

Agence de développement et de secours adventiste (ADRA)

Alaska Institute for Justice

Alianza

Alliance ACT

American Jewish Joint Distribution Committee (JDC ou « Joint »)

APPC de la Republica Mexicana A.C.

Arbeiter-Samariter-Bund Deutschland e.V.

Asesoría y Servicios Rurales A.C.

Asian Disaster Reduction Centre

Asia Pacific Alliance for Disaster Management

Asociación Civil Argentina Puede

Asociación de Organismos no Gubernamentales (ASONOG)

Asociación de prof. en protección civil de la República Mexicana

Asociación mexicana de Heridas a.c.

Asociación Nacional de Bomberos Municipales dep. de Guatemala

Asociasion de Segurida e Higiene y Proteccion Civil , A.C.

Association de Genève

Association internationale de psychologie appliquée

Association nationale des sourds et malentandants

Association écologique de Boumerdes

Ayuda en Acción México

BBC Media Action

BRAC

Brigada de Rescate del Socorro Alpino de México Seccion A.C.

British Geological Survery

C40 Cities Climate Leadership Group

CANEUS

CARE

Caritas Internationalis

CBM International

Center for Disaster Preparedness

Center for Strategic and International Studies

Centre asiatique de préparation aux catastrophes

Centre for Culture and Communication of the Deaf

Centre international de recherche sur le phénomène El Niño (CIIFEN)

Centre international pour la sûreté sismique

Centro de Estudios Económicos y Sociales del Tercer Mundo

Centro de Instrumentación y Registro Sismico, A. C.

Centro Mario Molina

Centro Mexicano de Derecho Ambiental, A.C.

Centro para la Acción de la Responsabilidad Social Empresarial en Guatemala

Childfund International

Children and Youth International

China Charity Alliance

Christian Aid

Cinco Panes y Dos Peces, A.C.

CITYNET Yokohama Office

Civil Air Patrol (auxiliaires civils de l'US Air Force)

Climate Wednesday

Coalition of Services of the Elderly, Inc.

Colegio Mexicano de Profesionales en Gestión de Riesgos y Protección Civil

Colegio Médico Hidalguense

Comitato Internazionale per lo Sviluppo dei Popoli

Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS)

Communauté du Pacifique

Communauté internationale baha'ie

Community Development Association

Community Support Group Nepal

Comunidad Judia de México

Concern Worldwide

Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS)

Conseil international pour la science (CIUS)

Conseil mondial des données urbaines (WCCD)

Conseil mondial des ingénieurs civils (WCCE)

Conseil national de la jeunesse des Fidji

Conseil norvégien des réfugiés

Consejo Consultivo Ciudadano del Estado de Hidalgo

Consejo de Fed. de Bomberos Voluntarios de la Rep. Argentina

Consortium international sur les glissements de terrain

Construyendo Sociedad

Consultoría Social Integral Vinni Cubi A.C.

Coordinadora Sostenibilidad

Coord Médica y Jefe de Misión en Desastres Internacionales

CWS Japon

Damayan ng Maralitang Pilipinong Api Inc

Dhaka Community Hospital Trust

Diakonie Katastrophenhilfe

Disability Inclusive Emergency Management

Disaster Management Initiatives and Convergence Society

Disaster Resistant Business Toolkit

Disaster Risk Management Association « AZUR »

Dishari

Duryog Nivaran

Earth Literacy Program (ELP)

Earthquakes and Megacities Initiative (EMI)

EcoHealth Alliance and Future Earth

Enlace Comunicación y Capacitación A.C.

Evidence Aid

Faculté de médecine des catastrophes, Inde

Feconori

Fédération internationale des associations d'étudiants en médecine

Fédération internationale des coopératives et mutuelles d'assurances (ICMIF)

Fédération luthérienne mondiale

femLINKpacific

Fiji Women's Rights Movement

Focus Humanitarian Assistance, Pakistan

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

Fondació Sendas

Fondation Aga Khan (AKAH)

Fondation Bill et Melinda Gates

Fondation Munich-Re

Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza AC

Food for the Hungry

Forum for Awareness and Youth Activity, Népal

Foundation for the Peoples of the South Pacific Kiribati

Four Paws International

Fundació Ayuda en Accion

Fundación Ciudad de la Alegría

Fundación Hondureña de Responsabilidad Social Empresarial

Fundación Integral Risk Management

Fundación Manatí para el Fomento de la Ciudadanía A.C.

Fundación Sendas

Fundación Todo Tuyo Maria Riadis

Fundecooperación para el Desarrollo Sostenible

Geotechnology, Environmental Assessment and DRR - GEADIRR

Global Network of Civil Society Organizations For Disaster Reduction

GreenAid / SuccezGuide

GROOTS

Groupe de recherche et de sauvetage du GEA

Groupe Urgence - Réhabilitation - Développement

Grupamento de Bombeiros Civis Voluntários - GBCV

Habitat for Humanity International

Habitat Professionals Forum

Handicap International

Happy Hearts Fund

Heinrich Böll Foundation

HelpAge International

Helvetas Swiss Intercooperation

Hong Kong Jockey Club DPR Inst.

Huairou Commission

Humanitarian Leadership Academy

Humanitarian OpenStreetMap Team (HOT)

ICCO&Kerk in Actie / ACT Alliance

ICONTEC Internacional - Societal Security

IIDEAR

Ikatan Petani Pengendalian Hama Terpadu Indonesia (IPPHTI)

Inclusiva

Iniciativas para la Autonomía SC

Initiative pour la préparation et la prévention des catastrophes pour l'Europe du Sud et de l'Est (DPPI SEE)

Instituto Global Attitude

InterAction

International Code Council (ICC)

International Group of Wind-related Disaster Risk Reduction

Japan CSO Coalition for Disaster Risk Reduction (JCC-DRR)

Kahre

Kawerak, Inc.

LeadersLink

Lifelong Education and Development

Little Bees International

Manos Solidarias TYT de la Boca

Mercy Corps

Mesa Nacional de Incidencia para la gestión del Riesgo (MNIGRH)

Metrópolis: Democracia, espacio público y ciudadanía A.C.

Molina Center for Strategic Studies in Energy and the Environment

Muhammadiyah Disaster Management Center (MDMC)

National Insurance Crime Bureau

Network for Empowered Aid Response

Newcastle International Training Centre

Nigerian Institute of Town Planners

Nippon Foundation

Nursing Association of Nepal

Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC)

Ocean Networks Canada

Ordre souverain de Saint Jean de Jérusalem

Organisation catholique de secours et d'aide au développement

Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO)

Organisation internationale de normalisation (ISO)

Organisation mondiale des agriculteurs (OMA)

Organizacíon de Bomberos Americanos

Oxfam

Oxford Committee for Famine Relief

Pacific Disability Forum

Partenariat pour le développement du Cambodge

Philippine Disaster Resilience Foundation (PDRF)

Plan International

Plataforma Comunitaria Comité y Redes de Honduras «Wagucha»

Post Crisis Counseling Network

Practical Action

Proayuda, I.A.P.

Professionals for Humanity

Programa de la Vivienda Sustentable A.C.

Project Concern International

Public Services International

Pusbinlat Motivator Gereja Toraja

RED Universitaria para la Prevención y Atención de Desastres

Rehabilitation International

Réseau arabe pour l'environnement et le développement (RAED)

Réseau de développement des associations autochtones de bénévoles

RET International

Risk Reduction Education for Disasters - Risk RED

Roseau City Council

Royal Scientific Society

Save the Children International

Search and Rescue Volunteer Association of Canada

Secours catholique

Servicio Social de Iglesias Dominicanas

Shalom International

Shanta Memorial Rehabilitation Centre

Shri Mata Vaishno Devi Shrine Board

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

Sierra Club

SIGMAH Home Health

Société internationale de photogrammétrie et de télédétection (ISPRS)

Société nationale népalaise de technologie sismique (NSET)

Soka Gakkai International

Soluciones Prácticas - Oficina Regional para América Latina

SOS Villages d'enfants international

Sphere

SRI Ramanuja Mission Trust

Sustainable Development Solutions Network - Youth

Sustainable Environmental and Ecological Development Society

Swayam Shikshan Prayog

Swedish Mission Council

The Amity Foundation

The British American Cowdray IAP

The Nature Conservancy

The world Agro Forestry

The World We Want

Tlinada Youth Organization

Tolosa Federation of Senior Citizens Organization

Tonga Community Development Trust

Transcabo

Union géodésique et géophysique internationale

Union internationale des radio-amateurs (UIRA)

University Institute for Environment and Human Security

Unión de Cooperativas de Mujeres las Brumas

US Chamber of Commerce Foundation

Voluntarios Digitales para Emergencias y Desastres

Voluntary Architects' Network

WaterAid Bangladesh

Water Youth Network

Wetlands International

Women Political Leaders Global Forum

World Animal Protection

World Vision International

Zanzibar Peace, Truth and Transparency Association

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE RECHERCHE

Académie des sciences de Chine

American Anthropological Association - AAA

American University IDPP

Anáhuac Cancún

ARCADA University of Applied Sciences

Arkansas State University

Australian National University

Beijing Normal University

Bezalel Academy of Arts and Design Jerusalem

Bureau de recherches géologiques et minières

California State University Long Beach

Cambridge Institute for Sustainability Leadership

Caribbean Institute for Meteorology and Hydrology

Cautus RRD

Center for Instrumentation and Seismic Record

Center for Urban Disaster Risk Reduction & Resilience

Center of Excellence in Population Ageing Research

Centre commun de recherche de la Commission européenne

Centre euro-méditerranéen sur le changement climatique

Centre européen de prévention et de contrôle des maladies

Centre for Natural Disaster Science

Centre international de droit comparé de l'environnement

Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social

Centro Internazionale in Monitoraggio Ambientale

Centro Nacional de Investigación para la Gestión Integrada de Desastres Naturales - CIGIDEN

Centro Universitario del Sur

Colegio Mexicano de Rescatitas

Colegio Mexicano en Gestión de Riesgos

Colorado State University

Conseil international pour la science - CIUS

Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología - CONACYT

Copenhagen Centre for DR - University of Copenhagen

Delta Innovation BV

Deltares

Deutscher Wetterdienst

Disaster and Development Network

Disaster Prevention Research Institute

Disaster Recovery Institute International

Disaster Risk Management Centre

Dokuz Eylül University

Ehime University Center for DMIR

El Colegio de México

ETH Zurich /Colorado State University/ Oxford University

European Academy of Bozen/Bolzano

Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales

Faculty for Disaster Medicine

Flood Hazard Research Centre

Florida International University

Fraunhofer Institute for Open Communication Systems - FOKUS

George Washington University

German Aerospace Center

GNS Science

Griffith University

Grupo de Sociedad Civil Infancia y Juventud

Hankuk University of Foreign Studies

Hong Kong Polytechnic University

Humanitarian and Conflict Response Institute

Hydro and Agro Informatics Institute

Incheon National University

Institut de développement d'outre-mer - ODI

« PAGE PRÉCÉDENTE PAGE SUIVANTE »

Institut des maladies de la bombe atomique, université de Nagasaki

Institute for Advanced Sustainability Studies

Institute for Research and Studies on Warning and Risks

Institute of Care-life, China

Institute of Remote Sensing and Digital Earth

Institute of Research for Development

Institute on Disability and Public Policy

Instituto Cerdá - SeCRO

Instituto de Geofísica

Instituto de Investigaciones Marinas y Costeras

Instituto Geofísico de la Escuela Politécnica Nacional

Instituto Privado de Investigación sobre Cambio Climático

Instituto Tecnológico de Cancún

Instituto Tecnológico de Santo Domingo

Institut ukrainien d'hydrométéorologie

Inter-Agency Network for Education in Emergencies

Inter-Policy School Summit

International Institute for Geo-Information Science - Earth Observation

International Research Institute of Disaster Science, Tohoku University

IRDR - LA Red - U.C. Venezuela

Ireus University of Stuttgart

IRIDeS Tohuku University

Iwate University

Kalimantan Institute of Technology

Karadeniz Technical University

Keio University

King's College London

Korea Institute of Public Administration

Loughborough University

Makerere University

Massey University / Joint Centre for Disaster Research

Mid Sweden University, Risk and Crisis Research Centre

National Academy of Medicine

National Research Institute for Earth Science

National University of Engineering

Northern Ontario School of Medicine

Notre Dame Global Adaptation Initiative

Oak Ridge Associated Universities

Ohio State University

Peoples' Friendship University of Russia

Pratt Institute School of Architecture

Programme de recherche intégrée sur la réduction des catastrophes

Public Health Ontario

Purdue University

RED de Universitarios de Latinoamerica y El Caribe - RRD

Redulac

RLCC / Katholieke Uni. Leuven

Royal Melbourne Institute of Technology

Selçuk University

Sociedad de Arquitectos Especialistas en Protección Civil

Société colombienne de géologie

Southern Alberta Institute of Technology

Stellenbosch University

Stevens Institute of Technology

Stockholm Environment Institute

Tawam Hospital

The Disaster Risk Reduction Centre

The International Emergency Management Society - India Chapter

Tsinghua University

UC Humanitarian Network

Unidad Académica de Gestión del Desarrollo

Universidad Anahuac - CENACED A.C

Universidad Autónoma de Baja California Sur

Universidad Autónoma de Guerrero

Universidad Autónoma de la Ciudad de México

Universidad Autónoma del Estado de México

Universidad Autónoma Metropolitana

Universidad Católica de Córdoba

Universidad de Guadalajara

Universidad de los Andes

Universidad del Salvador Buenos Aires

Universidad de Quintana Roo

Universidad Especializada de las Américas

Universidad Estatal de Bolívar

Universidad Juárez Autónoma de Tabasco

Universidad Mexiquense del Bicentenario

Universidad Nacional del Santa

Universidad Nacional Federico Villarreal

Universidad Pablo de Olavide - Seville

University College London

Université de Bielefeld (CIAS)

Université de Canterbury

Université de Caroline du Sud

Université de Concepción

Université de Géorgie

Université de Huddersfield

Université de Kochi

Université de Kyoto

Université de Kyushu

Université de La Laguna

Université de la Saskatchewan

Université de l'Alberta, Edmonton, Canada

Université de l'Iowa

Université de l'État-Libre

Université de Manchester

Université de Melbourne

Université de Michoacan

Université de Nagasaki

Université de Newcastle - Australie

Université de Plymouth

Université des Indes occidentales

Université de Southampton

Université des Philippines

Université des sciences appliquées, Cologne

Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene

Université de Tokyo

Université de Tsinghua

Université de Twente

Université de Washington

Université du Pacifique Sud

Université du Rwanda

Université du Sichuan

Université du Tohoku

Université d'Auckland

Université d'Australie-Méridionale

Université d'Édimbourg

Université d'Estrémadure

Université d'Oxford

Université d'Ulster

Université d'York

Université Gaston Berger

Université nationale autonome de México

Université nationale de Colombie

Université nationale de Taïwan

Université nationale de Tumbes

Université pour la paix

Water Resources Research and Documentation Center - WARREDOC

Xavier Institute of Social Service, Ranchi

SECTEUR PRIVÉ

3T-Innova Consulting Group

AECOM

AMTRAD

Analistas de Riesgos y Emergencias de México, S. A. de C. V.

Aseguradora Tajy Prop Coop SA

Asesoría Integral para la Gestión de Riesgos

Blackberry

Bupa Global Latin America

Caminos Sagrados

Canacintra

CEMEX México

CH2M

Cinemex

Cisco Systems, Inc.

Cloud to Street

Consultoría Profesional 3 Cautio

Coord. Sinergia de Negocios y Cuentas Especiales

Cremoposa

CSI Dynamics S.A. de C.V.

Dalberg Global Development Advisors

Dillon Corp, SA. De C.V.

Drager

DRR Dynamics Ltd

Early Warning Labs LLC

Ecometrica

Elipso Internacional

EM Capital Soluciones Integrales S.A. DE C.V.

Empowrd Apps LLC

Empresa de Transmisión Eléctrica, S.A.

ENEL

Equipos Especiales de Seguridad, S.A. DE C.V.

Expo Rescue

FMGlobal

Fomento Social Banamex, A.C.

GARUD SECURITIES PVT. LTD.

General Motors / OnStar de México

Genos Global

GESAB

Glatt Stove

Global Nexus LLC

Global Risk Management- GRM

Groupe AXA

Grupo Consultor Administrativo y Laboral S.C.

Grupo Crap Especialistas Industriales S.A. de C.V.

Grupo Laera

Haiti Systems

Hospital AMC

Icatalist

Impact Asesores

Impulsora Cora sacv

Ingeniar

Ingeniería de Presas SL

INIGER

Intact Financial

International Resources Group

JTB Tourism Research

Kinemetrics, Inc.

Knowledge Agency Europe AB

Kokusai Kogyo Co, Ltd.

Los Riesgosos AC

Lynker Technologies

Marhnos

MIR3 - ECN Company

Natural Resource Management - NRM

OnSolve

Onur Seemann Consulting, Inc

Operadora de Centros de Espectáculos S.A. de C.V.

Oxford Policy Management

Pearce Global Partners Inc.

Previdere Lex Consultoría Jurídica y Productividad, S. C.

PROCIV Consultores

Proyectos Asesoría y Construcciones Atogapan" S.A. de C.V

PSK Enterprises Private Ltd

Reavic Consultores

Resilient Solutions 21

Resurgence

Risk Management Solutions - RMS

Risk Society

Rural Livelihood Risk Management Consulting

Sadeem Wireless Sensing Systems

Safehotels Alliance AB

SARC Consultoría en Análisis de Riesgo SC

SEPCO Consultoria

Servicios de Administración de Riesgos S.A. de C.V.

Servicios Integrales de Seguridad Privada e Industrial

SES Satellite

Signalert Sarl

Silsen

SkyAlert de México

Slipstream

SM Prime Holdings, Inc.

Sociedad Nacional de Industrias

Solity International

Soluzion Systems - Verus Vicis Soluzion Consortio LLP

Spacenet México

Swiss Reinsurance

Techbility

Techno Silva

Telecomunicaciones

Teleperformance

Televisa SA de CV

Telmex

The Economist Group

Thompson

Titan America

United Parcel Services - UPS

Verus Vicis Soluzion Consortio FZ LLC UAE

Whitespace

Willis Towers Watson

Zurich Insurance

Ámbito Consultants Limited

MÉDIAS

ABC Digital

Acustik media

Agencia de Noticias Internacionales - EFE

Agencia de Noticias NVM

Business Week Fiji

Canal 10

Canal ONCE

Caribbean Media Corporation

Channel Africa - SABC

Cities Network Campaign

Conociendo Más México

ContinentPremier.Com Pan African Magazine

DIRAJ - RRC Réseau des journalistes africains

Efektotv Capital Media

El QuintanaRoo.Mx

El Universal - México

En Cero

Esto Es Puerto Morelos - Grupo Informativo Riviera

Estrategia en línea

Federal Radio Corp. Of Nigeria Headquarters, Garki-Abuja

Front Page Limited

Grupo Imagen MultiJ

Grupo Milenio

Grupo Radio Centro

H. Ayuntamiento FCP

Humanitarian Productions S.C.

International Press Syndicate

KTN News

La Jornada

Latino Press Worldwide

Le Soleil

Libertad de Palabra

Luces del Siglo/ La Silla Rota

Malawi TV

México News Network

Newnet Cameraman

Newsnet Reporter

Noticias MVS

Notimex - Agencia de Noticias del Estado Mexicano

Novedades

NRM

OEM

People's Voice

Periódico QUEQUI

Perspectiva

Prensa Financiero

Proyecto 40

Radio Atogapan

Radio Centro

Radio Formula

Radio nationale bulgare

Radio Nigeria

Reforma

Reportero

Revista Militar Armas

Sipse TvCun

Sistema Quintanarroense de Comunicación Social

Televisa

Television Oficial CEPROPIE

The Jakarta Post

The Patriot

The Times of India

Thirtyrev

Thompson Reuters TV

Thomson Reuters Foundation

TV Azteca

Union de radio-télévision Asie-Pacifique

Union européenne de radio-télévision

Veracidad Channel

W Radio

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ACC- Adaptation au changement climatique
ACP - États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
AFAD - Autorité de gestion des catastrophes et des situations d'urgence (Turquie)
ARISE - Alliance du secteur privé de l'UNISDR pour les sociétés résistantes aux catastrophes
ASEAN - Association des nations de l'Asie du Sud-Est
ASEZA - Autorité de la zone économique spéciale d'Aqaba
BRAC - Building Resources Across Communities
BRACED - Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters
CASC - Asie centrale et Caucase du Sud
CBDRR - Réduction participative des risques de catastrophe
CCEAC - Communauté économique des États d'Afrique centrale
CCNUCC - Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDEMA - Agence des Caraïbes pour la gestion des situations d'urgence en cas de catastrophe
CDN - Contribution déterminée au niveau national
CEO - Chief Executive Officer
CEOS - Comité sur les satellites d'observation de la Terre
CEPALC - Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CEPREDENAC - Centro de Coordinación para la Prevención de los Desastres Naturales en América Central
CGLU - Cités et gouvernements locaux unis
CIUS- Conseil international pour la science
CODATA - Comité des données scientifiques et technologiques
CONACYT - Conseil national des sciences et des technologies (Mexique)
CONAMOVIDI - Confédération nationale des femmes organisées pour la vie et le développement intégré
CONRED - Coordination nationale pour la réduction des catastrophes (Guatemala)
CREWS - Initiative « Risques climatiques et dispositifs d'alerte précoce »
DARMA - Accès aux données pour la gestion des risques
DIPECHO - Programme de la Commission européenne pour la préparation aux catastrophes
DRES - Organisation pour le développement, la rénovation et l'équipement des écoles (basée en Iran)
ECAL - École cantonale d'art de Lausanne
ECHO - Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes (Commission européenne)
EFDRR - Forum européen pour la Réduction des Risques de Catastrophe
FEMA - Agence fédérale de gestion des situations d'urgence
FISCR - Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
FLACSO - École latino-américaine des sciences sociales
GEO - Groupe sur l'observation de la Terre
GFDRR - Partenariat mondial pour la prévention des catastrophes et le redressement
GHNE - Groupe de haut niveau sur l'eau
GIZ - Société allemande pour la coopération internationale
GP-STAR - Partenariat mondial utilisant des technologies spatiales pour la Réduction des Risques de Catastrophe
GRC - Gestion des risques de catastrophe
IASC - Comité permanent inter-organisations
ICHARM - Centre international sur les risques liés à l'eau et leur gestion
INEGI - Institut national de statistiques et de géographie (Mexique)
INFORM - Indice de gestion des risques
IRDR - Programme de recherche intégrée sur la réduction des catastrophes
IRP - Programme international de relèvement
LLDCs - Pays en développement sans littoral
LODGD - Linked Open Data for Global Disaster Risk Research
OCDE - Organisation de coopération et de développement économiques
ODD - Objectifs de développement durable
ODI - Institut de développement d'outre-mer
OIG - Organisation intergouvernementale
OMM - Organisation météorologique mondiale
ONG - Organisation non gouvernementale
ONS - Office national de statistiques
ONU - Organisation des Nations Unies
OPS - Organisation panaméricaine de la santé
OSC - Organisation de la société civile
PEID - Petits États insulaires en développement
PIB - Produit intérieur brut
PMA - Pays les moins avancés
PME - Petites et moyennes entreprises
PNUD - Programme des Nations Unies pour le développement
PREVFOGO - Centre national de prévention et de lutte contre les incendies de forêt (Brésil)
RAED - Réseau arabe pour l'environnement et le développement
ROWCA - Bureau régional de l'OCHA en Afrique occidentale et centrale
RRC - Réduction des Risques de Catastrophe
S&T - Science et technologie
SIG - Système d'information géographique
SINAPROC - Agence nationale mexicaine de protection civile
SISRI - Initiative pour la résilience des petits États insulaires
SNIEG - Système national d'informations statistiques et géographiques (Mexique)
UE - Union européenne
UN-GGIM - Comité d'experts des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale
UN-OCHA - Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'assistance humanitaire
UN-OHRLLS- Bureau du haut représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
UN-SPIDER - Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence
UNESCO - Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF - Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNISDR - Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe
UNOOSA - Bureau des Nations Unies pour les affaires spatiales
UNU - Université des Nations Unies
WIA - Words into Action (des paroles aux actes)
WISS - Initiative mondiale pour des écoles sûres

UNISDR
United Nations Office for Disaster Risk Reduction

Les droits d'auteur des photos et des images illustrant le présent document sont réservés par l'UNISDR et les sites concernés. La copie, la reproduction et la vente non autorisées et tout autre usage secondaire des images sont strictement interdits.

Les informations contenues dans ce document sont protégées par les droits d'auteur. Aucune utilisation de cette publication pour la revente des informations qu'elle contient ou à toute autre fin commerciale n'est autorisée à défaut du consentement préalable écrit de l'UNISDR. Toutes les images qui figurent dans ce document demeurent la propriété exclusive des sources citées et ne peuvent en aucun cas être utilisées à défaut de l'autorisation écrite de ces dernières.

Pour obtenir une autorisation d'utilisation, de diffusion ou de réimpression de tout ou partie de la présente publication, veuillez contacter le siège de l'UNISDR à l'adresse : isdr@un.org
V1.FR

facebook.com/unisdr

twitter.com/unisdr

flickr.com/photos/isdr

unisdr.org